

Ce bulletin est publié à titre documentaire et objectif.
Les articles traduisent l'opinion de leurs auteurs, sans engager celle de la Banque.

SOMMAIRE : La libération des échanges intra-européens — Législation économique — Statistiques.

LA LIBÉRATION DES ÉCHANGES INTRA-EUROPÉENS

INTRODUCTION

Une amélioration très sensible de la situation économique s'est dessinée en Europe occidentale depuis 1947. La plupart des problèmes résultant de la deuxième guerre mondiale sont actuellement en bonne voie de solution, grâce à l'effort de redressement poursuivi dans chaque pays ainsi qu'à l'intervention américaine connue sous le nom de « Plan Marshall ».

Presque partout, le volume de la production dépasse son niveau d'avant-guerre; d'autre part, le problème des paiements intra-européens a été considérablement allégé par la création de l'Union Européenne des Paiements (1).

C'est dans le domaine de la liberté du mouvement des biens et services et des capitaux que le progrès semble le plus lent. Ce retard est mis en lumière dans la mesure où s'estompent les autres obstacles au développement économique de l'Europe.

Le présent article est consacré à la libération des échanges intra-européens de biens et services courants (à l'exclusion de ce qui concerne le mouvement des personnes et des capitaux). Le premier chapitre aborde le problème par l'examen général des obstacles aux échanges, en recherchant leurs causes et en décrivant leurs formes. Le deuxième chapitre examine la méthode selon laquelle certains de ces obstacles ont été réduits, pour leurs échanges réci-

proques, par les pays membres de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (2). Enfin, le troisième chapitre constitue une conclusion, commentant les résultats actuels et ceux qu'il est encore possible d'espérer.

CHAPITRE I^{er}

LES OBSTACLES AUX ECHANGES

Sans entrer dans les nombreuses controverses qui opposent les tenants du libéralisme et du protectionnisme, il semble cependant souhaitable d'examiner en quoi le régime des échanges en 1950 diffère de celui que l'Europe a connu vingt ans plus tôt. Le protectionnisme se montre particulièrement nuisible dans la conjoncture d'après-guerre; il provient souvent de causes nouvelles et revêt plusieurs formes à peu près inconnues en 1930 : une aggravation considérable se manifeste notamment dans la manière discriminatoire dont certains pays traitent leurs partenaires.

A — Les inconvénients du protectionnisme

1° La production européenne ne peut atteindre son niveau maximum que si chaque pays se spécialise dans les secteurs économiques pour lesquels il est particulièrement bien placé. Du point de vue économique,

(1) Voir à ce sujet *L'Union Européenne des Paiements et la Belgique*, publication du Ministère du Commerce extérieur — Administration belge de Coopération économique.

(2) Les pays membres de l'O.E.C.E. sont : Allemagne occidentale, Autriche, Belgique, Luxembourg, Danemark, France, Grande-Bretagne, Grèce, Islande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Turquie.

c'est un gaspillage que de protéger les primeurs belges contre le soleil italien ou la métallurgie grecque contre les avantages que la Ruhr retire de la géographie physique et humaine.

2° Seul un vaste marché permet de concentrer la production dans de très grandes unités et de jouir de tous les avantages de la standardisation.

3° Le progrès économique suppose une concurrence constante et active, qui s'exerce d'autant mieux que le marché est plus grand.

4° Le progrès économique nécessite aussi un rapport élevé entre les investissements et le revenu national. Trop souvent, les investissements sont freinés dans les pays libre-échangistes par la crainte de voir leur rendement atteint à la suite de la création de nouveaux obstacles.

5° L'unification politique de l'Europe semble conditionnée par une interpénétration plus profonde des économies nationales. Il suffit de citer à ce sujet l'enchevêtrement des aspects politique et économique du Plan Schuman.

6° Le réarmement de l'Europe rend particulièrement impérieuse la nécessité de pousser au maximum la production totale, sous peine de voir réduire le niveau de vie des populations.

B — Les causes du protectionnisme

1° *Le protectionnisme défensif.*

La plupart des pays s'efforcent d'accorder à certains secteurs de leur économie des avantages qui n'existeraient pas si la liberté absolue des échanges était respectée.

La forme la plus ancienne et la plus fréquente du protectionnisme défensif vise à freiner les importations de biens ou de services pouvant concurrencer, sur le marché national, certaines entreprises indigènes. Des exemples importants pour la Belgique sont ceux du beurre et de la viande.

Une autre forme du protectionnisme défensif, assez courante en période de haute conjoncture et de pénurie de matières premières, consiste à limiter les exportations de ces dernières. De la sorte, on avantage les industries transformatrices, qui peuvent lutter dans de meilleures conditions sur les marchés extérieurs : c'est ainsi que l'industrie des fabrications métalliques en Belgique peut acheter de l'acier à un prix inférieur à celui qui est pratiqué à l'exportation par la sidérurgie.

Le protectionnisme défensif frappe généralement l'ensemble du commerce international. Parfois cependant des obstacles particulièrement élevés sont érigés contre certains pays concurrents; parfois aussi des assouplissements sont accordés en faveur de quelques pays : les accords d'Ottawa créent une « préférence impériale » en matière douanière, tandis que l'accord de Pré-Union Benelux supprime la plus grande partie des restrictions quantitatives.

A l'exception du régime particulier de ses échanges avec les Pays-Bas, le Luxembourg et le Congo Belge, la Belgique ne pratique aucune discrimination dans son protectionnisme défensif.

2° *Le protectionnisme financier.*

Depuis une vingtaine d'années, de nombreux gouvernements ont poursuivi des objectifs nouveaux en matière de commerce international : il ne s'agit plus uniquement de protéger certains secteurs de la production, mais aussi de sauvegarder les réserves monétaires. Celles-ci sont souvent réduites par suite de la guerre; parfois, elles sont affectées par des investissements destinés à reconstituer l'appareil productif (en Norvège ou en Grèce, par exemple); dans d'autres circonstances, les investissements se placent dans le cadre du maintien du plein emploi, en présence d'une défaillance de la demande totale.

Les pays qui pratiquent une politique d'investissements importants sont parfois contraints de faire un choix entre la dépréciation de la valeur extérieure de leur monnaie et la liberté de leurs importations.

Le protectionnisme financier diffère du protectionnisme défensif parce qu'il restreint les importations d'une manière beaucoup plus générale : il frappe même des biens ou services qui ne sont pas en concurrence avec les produits de l'économie nationale (c'est ainsi que le Danemark limite les importations d'acier).

Le protectionnisme financier prend une forme discriminatoire lorsque les importations payables dans une devise déterminée sont frappées seules ou plus sévèrement. Pour l'instant, de nombreux pays discriminent ainsi contre la zone du dollar; jusqu'à la création de l'Union Européenne des Paiements, plusieurs pays européens apportaient des restrictions particulières aux importations en provenance de la zone monétaire belge.

Il y a lieu de noter que le protectionnisme financier n'est plus pratiqué par la Belgique depuis le début de 1950.

3° *Le protectionnisme de combat.*

De tout temps, un pays victime du protectionnisme de ses partenaires commerciaux s'est efforcé de se défendre en apportant à son tour certains obstacles aux échanges. Cette forme de protectionnisme, connue sous le nom de protectionnisme de combat, réussit parfois à faire rapporter des mesures restrictives prises d'une manière unilatérale.

Le protectionnisme de combat enregistre une très grande proportion d'échecs. Dès lors, le pays qui le pratique doit se résoudre ou bien à supprimer ses mesures de représailles, ou bien à leur donner un caractère permanent, transformant ainsi le protectionnisme de combat en un protectionnisme défensif pur et simple et sacrifiant définitivement les intérêts des consommateurs.

Le protectionnisme défensif et le protectionnisme financier peuvent, comme il a été dit plus haut, prendre une forme discriminatoire, mais tel n'est généralement pas leur but. Par contre, le protectionnisme de combat est discriminatoire par excellence puisqu'il s'agit d'obtenir certaines concessions d'un pays déterminé.

L'emploi du protectionnisme de combat conduit souvent à des négociations qui se terminent par un accord bilatéral où les deux parties se font des concessions réciproques — presque toujours aux dépens de pays tiers. Ceux-ci sont amenés à se défendre en concluant à leur tour de nouveaux accords bilatéraux, dont chacun est en principe avantageux pour les deux partenaires et désavantageux pour le monde pris dans son ensemble.

Le système se développe, entraînant ainsi de proche en proche de nouveaux obstacles au commerce international.

Lorsque la pratique des accords commerciaux discriminatoires s'est généralisée, il devient fort difficile de l'abandonner, car les nations sont entraînées dans un cercle vicieux où chacune, pour défendre ses intérêts propres, doit contribuer au mal commun. Le carcan dans lequel le commerce international est placé entraîne un esprit exclusivement « bilatéral » chez les négociateurs auxquels la liberté des échanges devient suspecte parce qu'elle risque d'entraîner des concessions gratuites. Le phénomène se manifeste particulièrement aux Pays-Bas et en Suisse; ce dernier pays est relativement exempt des autres formes du protectionnisme.

Le protectionnisme de combat n'est pratiqué par la Belgique que dans des cas tout à fait exceptionnels (vis-à-vis de la Tchécoslovaquie par exemple), où il tend d'ailleurs à se figer en protectionnisme défensif.

C — Les formes du protectionnisme

1° Les droits de douane.

L'emploi du tarif douanier comme obstacle aux échanges internationaux est fort ancien. Dans le passé cependant, des considérations de rendement financier s'opposaient souvent à l'adoption de droits élevés au point de rendre impossibles les échanges.

Plus récemment, dans la plupart des pays, la fraction des recettes publiques que représentent les recettes douanières a perdu beaucoup de son importance de sorte que pour de nombreux produits, le tarif douanier intéresse moins le Ministre des Finances que ses collègues de l'Agriculture, de l'Industrie ou du Commerce extérieur.

Les tarifs douaniers varient considérablement d'un pays à l'autre, selon l'intensité du protectionnisme de chacun et selon l'usage qu'il fait des autres méthodes. Parmi les pays européens dont le tarif douanier est particulièrement élevé, il y a lieu de citer la France et l'Italie. Au Danemark, par contre, le tarif dou-

nier est très bas et le protectionnisme prend presque exclusivement la forme de restrictions quantitatives. Quelques pays appliquent des tarifs préférentiels à certains de leurs partenaires.

2° Les restrictions quantitatives.

Le développement de cette technique est relativement récent, puisque son emploi ne s'est généralisé que depuis une vingtaine d'années. La plupart des pays européens y ont trouvé un moyen beaucoup plus souple que les droits de douane en vue de créer rapidement des obstacles aux échanges, qui peuvent être éventuellement supprimés ou réduits à volonté; contrairement aux droits de douane, les restrictions quantitatives peuvent être aménagées sans intervention des Parlements. De plus, l'emploi de restrictions quantitatives permet de tourner la clause de la nation la plus favorisée, qui régit la plupart des relations bilatérales en matière douanière.

Les restrictions quantitatives donnent lieu à des mesures de défense et de représailles, puis à des négociations bilatérales, au cours desquelles les parties se promettent mutuellement de délivrer des licences d'importation ou d'exportation pour certaines marchandises à concurrence de certains contingents.

Une caractéristique importante des négociations contingentaires est leur aspect qualitatif. Alors que naguère les théoriciens du commerce international envisageaient les marchandises échangées en fonction de leur valeur exprimée en unités monétaires, il s'est créé progressivement une deuxième dimension dans l'appréciation des échanges internationaux. C'est celle du caractère plus ou moins essentiel des biens importés ou exportés.

A ce point de vue, l'exportation d'un million de francs de produits « non essentiels » semble, pour le pays exportateur, plus avantageuse que l'exportation de produits « essentiels » pour une valeur identique (l'inverse est vrai pour l'importation).

Supposons un pays dont l'exportation comprenne de l'acier comme produit essentiel et des fruits comme produits non essentiels, et dont l'importation comprenne des minerais comme produits essentiels et des parfums comme produits non essentiels. La négociation d'un accord bilatéral comporte pour lui deux atouts : l'exportation de biens essentiels (acier) et l'importation de biens non essentiels (parfums) ainsi que deux objectifs : l'importation de biens essentiels (minerais) et l'exportation de biens non essentiels (fruits).

La méthode de négociation a varié selon les circonstances; elle a passé de 1945 à 1949 par trois phases successives qui marquent la transition progressive de l'état de pénurie à celui d'abondance.

Primitivement, l'objectif principal était d'acquiescer des marchandises essentielles : l'argument des négociateurs était : « je n'autoriserai l'exportation d'acier que si vous autorisez l'exportation de minerais ».

Ensuite l'objectif principal devint l'exportation de biens non essentiels et l'argument fut le suivant : « je n'autoriserai l'exportation d'acier que si vous vous engagez à autoriser l'importation de fruits » (1).

Plus tard, l'accent se modifie à nouveau, l'objectif reste le même, mais l'argument devient : « je n'autoriserai l'importation de parfums que si vous autorisez l'importation de fruits ».

Enfin, depuis juin 1950, le retournement de la conjoncture et la rareté de certaines matières premières provoquent un retour vers la phase initiale.

La technique des restrictions quantitatives appuie parfois les pratiques de dumping et de double prix. Les restrictions à l'importation facilitent le dumping, en empêchant le retour dans leur pays d'origine des marchandises exportées à bas prix. La pratique des doubles prix consiste à fournir à l'économie nationale des matières premières à un prix inférieur à celui qui est coté pour l'exportation; le principal exemple récent est celui du charbon britannique. Les doubles prix ne sont possibles que si des restrictions à l'exportation limitent les possibilités pour les producteurs de vendre sur les marchés extérieurs à des prix plus avantageux que ceux qu'ils obtiennent sur le marché intérieur.

3° *Les dispositions administratives.*

Très souvent, les techniques précédentes sont complétées par des dispositions de caractère administratif qui imposent certaines conditions au mouvement des biens et services.

Pour ce qui concerne le commerce visible, on peut citer les obligations de marquage, la fixation des prix maxima ou minima, les contrôles sanitaires, la liaison des importations à l'achat de produits indigènes ou les difficultés et retards à l'octroi des licences. D'autre part, l'inscription d'un contingent dans un accord bilatéral porte uniquement sur l'obligation de délivrer des licences; les administrations nationales peuvent, de diverses manières, peser sur la demande de licences et éviter de la sorte l'épuisement d'un contingent.

C'est surtout pour le commerce invisible que les dispositions administratives ont pris une importance considérable, parce que dans ce domaine les autres techniques protectionnistes sont souvent inapplicables. C'est ainsi par exemple que les touristes quittant certains pays ne reçoivent qu'une maigre allocation de devises étrangères (Norvège) ou que certains trafics maritimes sont réservés au pavillon national (Portugal).

4° *Le commerce d'Etat.*

En général, le commerce d'Etat ne trouve pas son origine dans un désir de protectionnisme. Néan-

(1) Ce procédé de négociation a été souvent dénommé *tied sales* ou ventes jumelées. Cette dénomination est inexacte. Le pays exportateur n'impose pas au pays importateur d'acheter un produit non essentiel, mais seulement d'en permettre l'achat à ses nationaux.

moins, les pays qui le pratiquent intensivement (dont le principal est la Grande-Bretagne) sont à même, par cette voie, de limiter les importations de produits qui concurrencent l'économie nationale.

CHAPITRE II

LA METHODE DE L'O.E.C.E.

A — Nécessité d'une action multilatérale en Europe

Dans l'état actuel des relations économiques internationales, la plupart des obstacles aux échanges ne peuvent être vaincus que par une action collective, qui permet de sortir du cercle vicieux des accords bilatéraux discriminatoires.

Sur le plan financier, cette action s'est traduite par la création du Fonds Monétaire International et de la Banque Internationale de Reconstruction et de Développement.

En matière d'échanges, l'« Organisation Internationale du Commerce », dont les statuts ont été discutés à La Havane, ne semble pas destinée à voir le jour. Par contre, les pays qui participent à l'accord général sur le commerce et les tarifs (GATT) ont déjà négocié à diverses reprises des abaissements de barrières douanières. Les résultats acquis sont limités par certaines difficultés qui se présentent lorsque l'on essaie de résoudre à l'échelle mondiale les problèmes des échanges de biens et de services. Les différents pays n'ont pas atteint le même degré de développement économique et d'industrialisation; dès lors, toute tentative de réduction des obstacles doit s'arrêter au niveau des possibilités du plus faible.

La situation est plus favorable en ce qui concerne les pays participant à l'O.E.C.E. En effet :

1° L'O.E.C.E. groupe des pays de l'Europe occidentale et méridionale qui sont unis par leur adhésion à un certain nombre de principes communs, notamment en vue de la libération des échanges et des paiements. Les résultats acquis jusqu'à présent par l'O.E.C.E. dans d'autres domaines tels que la division de l'aide américaine ou la création de l'Union Européenne des Paiements, contribuent à inspirer confiance dans l'efficacité de ses efforts pour ce qui concerne la libération des échanges;

2° Le programme de relèvement économique (Plan Marshall) et l'Union Européenne des Paiements ont pour effet d'atténuer considérablement les difficultés de paiement dans lesquelles un certain nombre de pays européens se débattaient. Le protectionnisme financier perd souvent sa raison d'être; la discrimination en tout cas n'a dès à présent plus aucune justification sur le plan financier, puisque chaque pays règle ses comptes mensuellement avec l'ensemble des autres;

3° L'idée de coopération économique entre les nations de l'Europe occidentale a été favorablement accueillie par les opinions publiques qui sont prêtes à admettre certains efforts dans ce sens;

4° Chaque pays participant à l'O.E.C.E. (sauf la Suisse) a conclu avec les Etats-Unis un accord bilatéral dans lequel il confirme son intention de coopérer avec les autres pays participants. Le Gouvernement américain, par l'aide qu'il attribue gratuitement en vertu du « Plan Marshall », est à même de suivre de plus près les affaires européennes; il peut user de pression sur les gouvernements qui sembleraient peu enclins à mettre en pratique les résolutions contenues dans la Charte créant l'O.E.C.E.

B — Principes fondamentaux de la méthode suivie par l'O.E.C.E.

Malgré leur désir de coopération, les pays participant à l'O.E.C.E. n'auraient progressé que fort lentement dans la voie de la libération des échanges s'ils n'avaient adopté une méthode reposant sur quelques principes fondamentaux :

1° *Simplicité.*

Une action internationale collective doit être simple, pour pouvoir être expliquée aux Parlements et aux opinions publiques, et pour que ses résultats se prêtent à des contrôles faciles.

2° *Avantages tangibles et immédiats.*

La méthode suivie doit donner à chaque pays l'illusion d'une supériorité constante des bénéfices acquis sur les sacrifices consentis. Le terme « illusion » est employé ici parce qu'en réalité la suppression d'un obstacle aux échanges est toujours favorable, même si elle demeure unilatérale. Cependant la notion d'avantages à retirer d'une négociation par toutes les parties est à ce point ancrée dans l'esprit du public en Europe occidentale qu'il semble nécessaire de démontrer que chaque nation doit bénéficier directement et immédiatement de la libération des échanges, notamment par le développement de certaines de ses exportations.

3° *Gradation.*

Il convient de concentrer les efforts initiaux sur les obstacles les plus aisés à surmonter et cependant les plus nuisibles au mouvement des biens et des services. Ceci explique que l'O.E.C.E. s'est attaquée tout d'abord au protectionnisme de combat, dont l'origine peut être trouvée dans la psychologie des négociations plutôt que dans des intérêts acquis.

Par contre, le protectionnisme défensif ne pourra être réduit que progressivement, et peut-être moyennant certaines compensations aux intérêts particuliers qui devront être sacrifiés à l'intérêt général.

Les efforts de l'O.E.C.E. se sont poursuivis d'une manière progressive depuis le mois d'août 1949.

C — La libération du commerce visible par le jeu des pourcentages croissants

Pour ce qui concerne le commerce visible, l'O.E.C.E. s'est attaquée surtout, jusqu'à présent, à

la réduction des restrictions quantitatives à l'importation. C'est dans ce sens qu'il faut entendre le terme « libération ».

C'est ainsi que, pour la fin du mois de février 1951, chaque pays participant devait, en principe, supprimer les restrictions quantitatives sur 75 % de ses importations privées en provenance des autres pays membres. La signification de cet engagement est précisée ci-dessous :

1° *Origine des marchandises.*

La libération des importations porte sur les marchandises originaires des pays participants et de leurs territoires d'outre-mer. Ce dernier terme est à peu près synonyme de « colonies ».

2° *Pourcentages.*

Les pourcentages de libération ont été portés successivement à 50 % le 15 décembre 1949, à 60 % le 4 octobre 1950 et à 75 % le 28 février 1951.

Ce n'est généralement pas avant 60 % que la libération représente un effort véritable.

3° *Période de référence.*

Les pourcentages s'appliquent aux importations privées effectivement réalisées au cours de l'année 1948.

Le choix de cette période de référence avantage les pays qui, en 1948, pratiquaient une politique de restrictions à l'importation. En effet, les produits soumis à ces restrictions ne comptent dans le total que pour le montant effectivement importé, et non pour celui qui aurait été importé si le commerce avait été libre. Dans un cas limite, un pays n'a aucun intérêt à libérer un produit dont l'importation était prohibée en 1948, puisque cette libération n'agira pas sur le pourcentage total.

4° *Choix des marchandises libérées.*

Chaque pays choisit les marchandises qu'il libère. Toutefois, afin de répartir les avantages immédiats de la libération d'une manière relativement équitable pour les divers types d'économies européennes, les pourcentages de libération doivent être atteints non seulement *in globo*, mais aussi dans chacune des trois catégories suivantes :

- I Produits alimentaires et agricoles;
- II Matières premières;
- III Produits finis industriels.

Pour l'instant, cette prescription n'est pas obligatoire au delà de 60 %. Cette exception est importante parce que la plupart des pays n'éprouvent aucune difficulté à atteindre des pourcentages élevés dans la deuxième catégorie; les matières premières, considérées comme « essentielles », ne sont généralement pas soumises à des restrictions à l'importation, surtout dans la conjoncture actuelle. Il s'est avéré

impossible d'obtenir des pays participants un engagement ferme de libérer 75 % dans les deux autres catégories : la plupart des pays ne sont pas encore prêts à abandonner, dans une mesure importante, la protection de leur agriculture ou de leur industrie. En Belgique, par exemple, une libération supérieure à 60 % dans la première catégorie susciterait de grosses difficultés parce que la quasi-totalité de la production agricole est actuellement protégée par voie de restrictions quantitatives; la libération à concurrence de 60 % n'a été atteinte dans cette catégorie que parce qu'elle comprend des marchandises qui ne sont pas produites en Belgique, telles que le café, le cacao et le vin.

5° Régime administratif des importations libérées.

L'engagement pris par chaque pays consiste à délivrer toutes les licences d'importation demandées pour les marchandises libérées. Le régime administratif peut être indifféremment celui de l'absence de licences, celui de la déclaration-licence, celui de la licence automatiquement accordée ou tout autre système revenant à supprimer les restrictions quantitatives à l'importation.

6° Importations d'Etat.

Les pourcentages ne se calculent que sur les importations qui relèvent du commerce privé : en effet, la libération des importations faisant l'objet d'un monopole gouvernemental n'a pas de signification, puisque

le Gouvernement peut toujours décider de ne pas importer. Par suite de l'opposition britannique, il a été impossible d'obtenir des mesures effectives s'appliquant aux importations d'Etat. Tout au plus est-il stipulé que le commerce gouvernemental doit s'effectuer « conformément à certains principes généraux énoncés dans la Charte de La Havane ».

7° Consolidation.

Jusque tout récemment, les engagements de libération étaient pris sans mention de durée, ce qui signifie qu'ils étaient révocables *ad nutum*. Ceci présentait l'inconvénient de décourager certains investissements ou la prospection de certains débouchés : les producteurs et exportateurs d'un pays risquaient de se voir fermer un marché s'ils y réussissaient trop bien. Afin de remédier à cet état de choses, il a été décidé que dans chacune des trois catégories, une liste de produits correspondant à 60 % au moins des importations devait être consolidée à partir du 15 avril 1951.

D — Tableau des pourcentages de libération réalisés

Le tableau I donne l'état des libérations par chacun des pays participants, au 1^{er} mars 1951. En principe, l'étape de 75 % aurait dû être franchie à cette date; elle a été reportée de quelques semaines pour permettre la poursuite des négociations sur la liste commune (voir § F ci-après).

TABLEAU I

Libération des échanges au 1^{er} mars 1951

Pays	Valeur des importations privées en provenance des pays participants en 1948 (millions de \$)	Pourcentages libérés des importations privées en provenance des pays participants			
		Catégorie I	Catégorie II	Catégorie III	Total
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)
Grande-Bretagne	1.390,-	80,-	91,-	80,-	84,-
Italie	318,2	73,1	81,9	66,2	75,6
Suède	713,8	61,3	76,8	64,9	68,6
France	668,5	60,8	73,-	60,1	65,8
Irlande	356,7	60,1	80,2	60,9	64,4
Union Econom. Belgo-Luxembourgeoise (1)	928,-	60,- (61,3)	67,6 (97,5)	60,3 (99,4)	62,4 (89,5)
Suisse (1)	542,4	60,1 (61,5)	62,8 (73,7)	62,5 (97,6)	62,2 (81,2)
Portugal	206,6	69,2	60,-	60,6	60,8
Norvège	431,2	50,5	60,-	37,9	50,5
Danemark	422,7	58,4	80,7	24,5	49,9
Islande	40,5	—	—	—	13,8
Allemagne (2)	787,8	60,8	69,5	60,2	63,7
Autriche	142,7	44,4	86,8	51,5	65,9
Grèce	94,-	59,-	61,-	43,-	52,5
Pays-Bas	908,-	62,8	68,1	64,2	65,6
Turquie	135,3	74,9	64,4	62,9	63,2

(1) Deux séries de chiffres sont données pour l'U.E.B.L. et pour la Suisse. Ceux de la ligne supérieure représentent les pourcentages de libération notifiés à l'O.E.C.E.; ceux de la seconde ligne se rapportent aux libérations effectivement pratiquées, mais sans engagement quant au maintien des pourcentages (une liste des produits libérés par l'U.E.B.L. a été publiée par l'Office belge du Commerce extérieur dans les *Informations commerciales*, supplément au n° 215 du 9 novembre 1950).

(2) Les libérations allemandes ont été suspendues en février 1951.

E — Régime des exceptions

Seuls les huit pays repris en premier lieu dans le tableau sont intégralement tenus aux engagements de libération. Tous les autres ont fait usage, à des moments divers, de certaines clauses échappatoires.

1° Un pays peut rester en deçà des pourcentages prévus si sa *situation économique et financière* le justifie. Cette clause a été invoquée jusqu'à présent par trois pays : le Danemark, l'Islande et la Norvège, qui éprouvent des difficultés en matière de balance des paiements.

Les exportations danoises consistent essentiellement en produits agricoles qui sont partout en butte au protectionnisme défensif.

Le cas de l'Islande est encore plus aigu que celui du Danemark : ses exportations ne comprennent pratiquement que du poisson ; elles sont réduites soit par la diminution des apports, soit par les restrictions aux importations prises par les acheteurs.

Pour ce qui concerne la Norvège, les difficultés financières proviennent en partie de la destruction d'une grande partie de la flotte norvégienne pendant la deuxième guerre mondiale, et en partie aussi d'une politique financière intérieure d'investissements massifs.

2° Un pays peut aussi suspendre ses mesures de libération des échanges lorsque son déficit dans l'*Union Européenne des Paiements* s'accroît à une cadence qui semble dangereuse, compte tenu de l'état de ses réserves. Cette disposition est curative alors que la précédente est préventive ; elle a été invoquée en février 1951 par l'Allemagne qui, à cette époque, avait libéré 62,5 % de ses importations.

3° Un pays peut revenir sur ses mesures de libération si celles-ci provoquent des *troubles économiques graves*. Il s'agit ici d'une clause de catastrophe d'une portée générale, qui n'a pas encore été invoquée.

4° Un pays dont la situation financière a justifié *certaines mesures spéciales dans le cadre de l'U.E.P.* peut être dispensé, pendant la durée de ces mesures, de respecter intégralement les pourcentages fixés pour la libération des échanges. Il peut également suspendre des mesures déjà prises. Ces dispositions visent des pays dont la situation financière est particulièrement difficile, c'est-à-dire l'Autriche et la Grèce. On remarquera que, dans le cas de l'Autriche, le pourcentage de 60 % n'a pas été atteint dans les catégories I et III, mais que la libération totale dépasse 60 %.

5° Le fait que l'Allemagne n'a pu maintenir les *mesures de libération* qu'elle avait prises a entraîné de graves répercussions sur les exportations de certains pays dont l'Allemagne est un client important. Il s'agit du Danemark, des Pays-Bas et de la Turquie. Ces pays ont obtenu de pouvoir s'en tenir jusqu'au 30 avril 1951 à une libération de 60 % ; ce n'est qu'à cette date qu'ils devront faire savoir s'ils sont à même de passer au stade de la libération à concurren-

ce de 75 %. (Le Danemark s'était déjà prévalu d'une autre clause en vue de justifier un pourcentage de libération inférieur à 60 %.)

F — La liste commune

La méthode de libération par pourcentages croissants a été imaginée par la Grande-Bretagne qui désirait conserver le maximum d'autonomie. Elle présente un inconvénient qui découle du libre choix laissé à chaque pays en ce qui concerne les produits à libérer : au moment où la libération atteignait 60 %, aucun produit n'avait été libéré par tous les pays participants. Aussi la méthode fut-elle complétée, sur la proposition de la France, par l'établissement d'une liste commune destinée à harmoniser une partie des mesures de libération. La création d'un « marché européen » pour tout un secteur de l'économie, par la suppression des restrictions quantitatives à l'importation, peut entraîner l'abandon par quelques pays de la protection qu'ils accordent à certaines entreprises dont la position concurrentielle est difficile.

Le Secrétariat de l'O.E.C.E. a établi une liste guide, représentant environ 18 % du commerce intra-européen et comprenant des produits pour lesquels la libération par tous les pays participants semble présenter des avantages particuliers ; certains pays ont, à leur tour, suggéré l'addition de produits qui intéressaient leur exportation. Des négociations ont eu lieu au cours des mois de janvier et février 1950, en vue d'incorporer le plus grand nombre possible de produits communs dans les listes de libération à concurrence de 75 %.

Il semble probable que la liste commune comprendra la totalité du secteur textile, depuis les matières premières jusqu'aux produits finis tels que les vêtements. Elle comportera quelques autres produits dont la libération générale a été imposée par certains pays comme une condition mise à leur acceptation de la libération du secteur textile.

G — Les droits de douane

Tout ce qui précède vise uniquement les restrictions quantitatives s'opposant à l'importation de marchandises importées par le commerce privé. C'est là l'obstacle principal qu'il convenait d'aborder en premier lieu. Cependant, au fur et à mesure que les restrictions quantitatives disparaissent, les autres obstacles aux échanges prennent une importance de plus en plus considérable. Dans quelques cas, leur maintien fournit à certains pays un prétexte à ne pas pousser plus à fond le démantèlement des restrictions quantitatives.

Il est donc fort probable que l'action future de l'O.E.C.E. devra porter sur d'autres obstacles aux échanges. Parmi ceux-ci les droits de douane méritent une mention particulière.

Dès les premières phases de la libération des échanges, il a été stipulé que les pays participants ne pourraient se voir frustrer du bénéfice de la libération par l'érection ou le maintien de barrières tarifaires excessives. Il semble cependant que certains pays tels que la France aient fait coïncider la suppression des restrictions quantitatives avec un relèvement des droits de douane.

Le nombre de cas où les droits de douane ont ainsi remplacé les restrictions quantitatives dans le rôle d'obstacles aux échanges n'est peut-être pas très élevé, mais il fut impossible, jusqu'à présent, d'obtenir une réelle discussion de ce problème à l'O.E.C.E.

Une difficulté résulte du fait que les droits de douane s'appliquent aux marchandises de toutes provenances, de sorte que leur réduction en faveur des pays participants doit presque toujours entraîner, par le jeu de la clause de la nation la plus favorisée, une diminution équivalente pour d'autres pays non participants.

C'est pour cette raison que l'abaissement des droits de douane se discute depuis plusieurs années déjà à l'échelle mondiale, notamment dans les réunions du GATT.

Dans l'ensemble, il était donc assez logique de traiter séparément les deux obstacles que constituent les restrictions quantitatives et les droits de douane. Pour l'instant, si un pays compromet par des droits de douane excessifs, l'effet de ses mesures de libération, l'O.E.C.E. peut décider que les produits en cause ne seront pas considérés comme libérés: cette disposition est demeurée platonique.

A l'avenir cependant, le front d'attaque contre les obstacles aux échanges devra être élargi et les droits de douane réduits en même temps que les restrictions quantitatives seront abolies. Certains pays, dont la Belgique et les Pays-Bas, se sont réservé le droit de revenir sur la suppression de certaines restrictions quantitatives si les négociations menées sous l'égide du GATT n'aboutissaient pas à une réduction sérieuse des tarifs douaniers anormalement élevés.

H — Libération des transactions courantes invisibles

Les cinq sections qui précèdent étaient consacrées à la libération du mouvement des marchandises. Il était également indispensable de libérer autant que possible les transactions courantes internationales « invisibles » qui comprennent notamment les transports, les assurances, le tourisme, la main-d'œuvre frontalière ou saisonnière, les réparations de navires ou de matériel de chemin de fer ainsi que de multiples autres opérations.

Pour certains pays, les transactions invisibles revêtent une importance très considérable: il s'agit par exemple du fret en Norvège, ou du tourisme en Suisse et en Autriche.

Dans les circonstances actuelles, les transactions invisibles se heurtent à des obstacles d'une double nature:

- parfois la transaction elle-même est interdite: c'est ainsi que certains pays ne permettent pas à leurs nationaux de contracter une assurance sur la vie auprès d'une compagnie étrangère;
- parfois la transaction est autorisée, mais le transfert de devises qu'elle provoque est interdit ou sévèrement limité: certains pays interdisent le rapatriement des dividendes ou limitent la somme en devises étrangères dont leurs touristes peuvent disposer.

La libération des transactions invisibles par l'O.E.C.E. a pris la forme de trois listes:

1° Transactions pour lesquelles le transfert des devises est autorisé, sans que rien ne soit stipulé quant à la transaction elle-même (parce qu'il est impossible de l'interdire). Cette liste comporte notamment les postes suivants:

- Participations de filiales aux frais généraux de leur maison-mère à l'étranger et réciproquement;
- Entretien et réparations courantes des propriétés privées;
- Dépenses gouvernementales;
- Impôts et frais de justice, frais d'enregistrement des brevets;
- Dommages et intérêts;
- Remboursements effectués en cas d'annulation de contrats ou de paiements indus;
- Règlements périodiques des administrations des P.T.T. ainsi que des entreprises de transports publics;
- Salaires et traitements, y compris ceux des ouvriers frontaliers ou saisonniers;
- Remises d'émigrants;
- Dividendes et intérêts;
- Amortissements contractuels d'emprunts à long terme;
- Pensions et retraites — Pensions alimentaires.

2° Transactions qui devront toujours être permises, de même que les transferts auxquels elles donneraient lieu:

- Frets maritimes, y compris les chartes-parties;
- Frais de ports, dépenses pour bateaux de pêche;
- Frais d'escale pour tous moyens de transports maritimes, fluviaux et terrestres;
- Frais et droits d'entrepôt, de magasinage, de dédouanement;
- Frais de douane et taxes;
- Charges résultant du transit;
- Frais de réparation, de montage, de transformation, d'usinage et de travail à façon (dans le cas où les produits transformés figurent sur la liste

des produits libérés à l'importation par le pays qui fait procéder à la transformation);

- Commissions et courtages;
- Contrats d'entreprise (pour le cas où les adjudications ne sont pas réservées à des nationaux);
- Honoraires et rémunérations, droits d'auteur;
- Droits et redevances de brevets (pour les contrats conclus avant la guerre).

3° Transactions pour lesquelles les demandes d'autorisation seront traitées dans un esprit libéral. Il s'agit ici d'un reliquat pour lequel, jusqu'à présent, diverses causes de protectionnisme ont fait échec à la libération :

- Frets fluviaux, y compris les chartes-parties;
- Frais de répartition, de montage, de transformation, d'usinage et de travail à façon (pour les cas non repris dans la catégorie précédente);
- Transports par routes;
- Réparations de navires et autre matériel de transport;
- Frais de représentation et de publicité;
- Tourisme et toutes espèces de voyages à l'étranger;
- Droits et redevances de brevets (pour les contrats signés après la guerre).

Ces transactions et les transferts qui leur sont relatifs ne peuvent cependant faire l'objet dans aucun pays de mesures aggravant les restrictions qui étaient en vigueur le 1^{er} octobre 1950. Cette clause de *stand still* est très importante; sa portée dépasse celle de la consolidation partielle des libérations pour le commerce visible, puisque cette dernière ne s'applique pour l'instant qu'à 60 % du commerce total, et qu'il est toujours loisible à un pays d'augmenter la sévérité de ses restrictions quantitatives portant sur les produits non libérés.

I — La non-discrimination

Il est indispensable que les mesures prises par l'O.E.C.E. s'attaquent au principe et à la pratique de la discrimination. En effet, parmi les diverses causes des obstacles aux échanges, c'est le protectionnisme de combat qui est à la fois le plus nocif et le plus facile à éliminer. La création de l'Union Européenne des Paiements retire tout prétexte financier à la discrimination pratiquée par un pays contre un autre, mais les habitudes bilatéralistes sont entrées dans les mœurs à un tel point que le désir de discriminer survit souvent aux nécessités qui l'avaient provoqué.

La non-discrimination s'applique aux transactions libérées, aussi bien visibles qu'invisibles : les libérations effectuées jusqu'à présent doivent s'étendre à tous les pays participants.

Pour ce qui concerne les produits restant contingents, la répartition des contingents entre les différents pays exportateurs doit aussi être opérée d'une manière non discriminatoire.

La procédure d'application de cette disposition n'a pas encore été mise au point, à cause de la résistance de la Suisse et des Pays-Bas. Ces deux pays espèrent obtenir, par voie de discussions bilatérales, des avantages qui leur échapperaient s'ils se soumettaient aux règles de non-discrimination. Il semble que cette attitude soit non seulement contraire à l'intérêt général des pays participants, mais aussi défavorable à ceux des pays en cause, qui ne disposent que de faibles moyens de pression et n'ont par conséquent rien à gagner à une épreuve de force.

Quoi qu'il en soit, même si les règles précises de la non-discrimination des importations contingentées n'ont pas encore été fixées, le principe en a été admis et il gouverne dès à présent les négociations commerciales auxquelles la Belgique participe.

Le principe de la non-discrimination dans le secteur non libéré souffre un certain nombre d'exceptions :

- 1° Des pays liés par un régime monétaire ou douanier particulier peuvent se consentir des avantages supplémentaires.

Le cas du régime monétaire est celui des relations entre la Belgique et le Luxembourg, où la libération des échanges est presque totale; le régime douanier particulier a été invoqué par la Belgique et les Pays-Bas, dont les échanges visibles sont actuellement libérés dans une proportion bien supérieure à 75 %.

- 2° Un pays peut discriminer s'il estime être privé du bénéfice de la libération des échanges par suite du fait que ses exportations se heurtent, dans un autre pays, à des obstacles de toute nature.

Cette clause a été insérée à la demande des Pays-Bas, dont les exportations de produits agricoles ne bénéficiaient pas des effets de la libération des échanges, par suite notamment du commerce d'Etat britannique.

- 3° Un pays qui a libéré 85 % de ses importations privées peut discriminer contre un autre pays dont la libération exclut des marchandises présentant un intérêt spécial pour son commerce d'exportation.

Cette disposition est destinée à couvrir le cas de la Suisse qui était soucieuse de préserver ses exportations de montres.

- 4° Un pays membre dont les principales exportations consistent en un très petit nombre de marchandises peut discriminer contre un autre pays qui ne libère pas l'importation de celles-ci.

Cette clause vise la Grèce, que sa situation financière générale met d'ailleurs en marge de la plupart

des décisions de l'O.E.C.E., et notamment de la libération des échanges.

5° Un pays peut prendre des mesures discriminatoires contre un autre pays si celui-ci recourt à des pratiques de dumping.

Cette clause, demandée par la France, semble d'importance assez réduite; jusqu'à présent, aucun cas précis de dumping n'a été signalé à l'O.E.C.E.

J — Le Code de la libération des échanges

La libération des échanges a fait l'objet de décisions de l'O.E.C.E. s'étalant sur plus de dix-huit mois; il fut bientôt nécessaire d'établir une codification, en vue d'éliminer certains doubles emplois et certaines difficultés d'interprétation. Le code de mars 1951 comporte, outre les dispositions qui ont été résumées ci-dessus, une procédure de notification des libérations et d'usage des clauses dérogatoires, ainsi qu'une procédure de recours pour un pays qui estimerait qu'un autre ne tient pas les engagements qu'il a souscrits.

Le recours est examiné par un « Comité spécial restreint » groupant cinq personnalités désignées par voie de tirage au sort, mais dont aucune ne peut appartenir aux pays en conflit; elles délibèrent à huis clos, à titre individuel et non en tant que représentants nationaux.

Le rapport rédigé par le Comité spécial restreint est soumis au Conseil de l'O.E.C.E., où le pays qui estime la décision défavorable à ses intérêts peut user de son droit de veto. Cependant la condamnation de l'attitude d'un pays par une instance quasi judiciaire le met en position isolée et fort difficile à défendre vis-à-vis de l'opinion internationale. Aussi la partie perdante s'incline-t-elle presque toujours, soit en acceptant les recommandations formulées par le Comité spécial restreint, soit en acceptant de négocier à nouveau avec l'autre partie, ce qui lui permet de sauver la face.

La procédure de recours devant un Comité spécial restreint présente donc une grande importance du point de vue de l'instauration d'un arbitrage international devant lequel les souverainetés nationales peuvent être amenées à s'incliner.

CHAPITRE III

CONCLUSIONS

A — Appréciation d'ensemble

La libération des échanges intra-européens est extrêmement souhaitable pour les raisons qui ont été énumérées au Chapitre I^{er}. L'existence de l'O.E.C.E., l'aide américaine et la fondation de l'Union Européenne des Paiements ont maintenu, de 1949 à 1951,

un climat particulièrement favorable à la réduction des obstacles aux échanges. Il semble donc utile d'apprécier la manière dont ceux qui gèrent la politique commerciale des pays européens ont pu exploiter les possibilités de libération qui leur étaient offertes.

A l'actif du bilan, on peut citer :

1° Le renversement de la tendance à l'aggravation des obstacles aux échanges;

2° Quelques progrès dans la voie de la suppression des restrictions quantitatives. Le champ d'action du protectionnisme s'est rétréci;

3° L'abolition des pratiques discriminatoires pour une partie appréciable des échanges intra-européens;

4° L'instauration de la procédure quasi judiciaire des « Comités spéciaux restreints ». Une brèche semble ouverte dans la citadelle des souverainetés nationales et des droits de veto;

5° La meilleure connaissance, par chaque pays, de sa position propre et de celle de ses partenaires en matière de libération des échanges. Le problème des restrictions quantitatives a été abordé dans son ensemble, pour la première fois en Europe.

Au passif du bilan figurent les postes suivants :

1° La lenteur des progrès réalisés. Il a fallu environ dix-huit mois d'efforts pour que les principaux pays européens libèrent 75 % de leurs importations privées en provenance des pays participants. Par souci d'obtenir, à chaque phase, des « avantages » supérieurs à leurs « sacrifices », la plupart des négociateurs sont restés fort en deçà des possibilités de libération que l'intérêt commun justifiait;

2° La persistance du protectionnisme défensif, qui a été à peine effleuré par les mesures de libération;

3° La survivance du bilatéralisme et de la discrimination dans certains pays, pour la partie non libérée des importations.

B — Appréciation par pays

Le bilan d'ensemble qui a été dressé au paragraphe précédent ne traduit qu'un succès fort partiel. Le concours de circonstances favorables n'a pas été exploité avec vigueur et rapidité.

Les causes de cette situation doivent s'analyser par pays. L'effort accompli par chacun ressort du tableau II, qui constitue un développement du tableau I, dans lequel les pourcentages de libération sont corrigés en vue de tenir compte des importations gouvernementales (colonnes 7 et 8) et de l'importance des importations libérées à l'O.E.C.E. par rapport aux importations totales (colonnes 9 et 10).

Les pays participant à l'O.E.C.E., sauf la Grèce, l'Autriche et l'Islande, y sont classés dans l'ordre des pourcentages figurant dans la dernière colonne, qui mesurent la portée de leurs libérations.

TABLEAU II

Portée des libérations au 1^{er} mars 1951

Pays	Pourcentage libéré des importations privées en provenance des pays participants	Pourcentage des importations privées aux importations totales en provenance des pays participants	Pourcentage libéré des importations totales en provenance des pays participants	Pourcentage des importations en provenance des pays participants	Pourcentage des importations libérées à l'O.E.C.E. aux importations en provenance du monde entier
(1)	(6)	(7)	(8) = $\frac{(6) \times (7)}{100}$	(9)	(10) = $\frac{(8) \times (9)}{100}$
Union Econom. Belgo-Luxemb.	89,5	94,5	84,7	52	44,1
Irlande	64,4	99,8	64,3	66	42,5
Suisse	81,2	94,6	76,8	49	37,6
Suède	68,6	93,3	64,-	56	35,8
Pays-Bas	65,6	96,9	63,5	49	31,1
Turquie	63,2	95,4	60,-	51	30,6
Portugal	60,8	100,-	60,8	50	30,4
Danemark	49,9	96,5	48,2	61	29,4
Norvège	50,5	94,3	47,6	61	29,-
Allemagne	63,7	98,3	62,5	29	18,1
Italie	75,6	95,3	72,2	22	15,9
Grande-Bretagne	84,-	69,-	58,-	23	13,5
France	65,8	78,5	51,6	26	13,4

On trouvera ci-dessous quelques commentaires sur les mesures prises dans les principaux pays jusqu'en mars 1951.

1^o *Union Economique Belgo-Luxembourgeoise et Suisse.*

Ces pays pratiquaient déjà en 1949 une politique d'importations assez libérale, sauf pour les produits pouvant concurrencer leurs agricultures. La libération des échanges ne leur a demandé, jusqu'à présent, que des efforts à peu près insignifiants. En Belgique, il n'existe qu'une seule rubrique pour laquelle la libération se traduise par la suppression des restrictions à l'importation : il s'agit des chevaux destinés à l'abatage, sauf les poulains (1).

2^o *Pays-Bas.*

Ici la situation est assombrie par des difficultés financières dues en partie à la situation de l'Allemagne. Il semble cependant que des restrictions soient maintenues à l'importation de certains produits uniquement dans le but de conserver des « atouts de négociation ». Il faut noter, par contre, que les pourcentages figurant aux tableaux I et II ne tiennent pas compte de la libération supplémentaire des importations en provenance de Belgique et du Luxembourg, décidée en vertu de l'accord de Pré-Union Benelux.

(1) Pour être complet, il faudrait mentionner la libération du fromage et de la viande congelée, qui a tenu en échec certains efforts en vue de soumettre l'importation de ces produits à des restrictions quantitatives.

3^o *Allemagne.*

La libération des importations allemandes a été poussée au delà des possibilités financières; les critiques que l'on peut adresser à l'Allemagne portent donc sur sa politique financière intérieure plutôt que sur la libération des échanges.

4^o *Italie.*

La suppression des contingentements à l'importation a pu être poussée fort loin; elle a été facilitée par l'établissement du tarif douanier après les premières étapes de la libération des échanges; souvent des droits fort élevés compensent l'abolition des restrictions quantitatives à l'importation.

5^o *Grande-Bretagne.*

Si l'on s'en tient à la lettre des engagements de libération pris vis-à-vis de l'O.E.C.E., c'est la Grande-Bretagne qui apparaît comme le pays dont l'effort de libération a été le plus poussé (84 %). La perspective se modifie lorsque l'on envisage l'importance considérable des importations d'Etat, qui échappent à la libération (31 %) et surtout la fraction relativement faible des importations britanniques en provenance des pays participants (26 %). L'effort de libération accompli par la Grande-Bretagne porte en réalité sur 13,5 % de ses importations totales; il a coïncidé avec une amélioration de la balance des paiements, qui aurait rendu souhaitable, de toute façon, un régime d'importation plus libéral.

La Grande-Bretagne tient particulièrement à conserver un caractère autonome et unilatéral à sa libération des échanges; jusqu'à présent, elle s'est opposée à la libération de la liste commune européenne (1) parce que celle-ci comprend deux produits (la soie naturelle et le graphite) pour lesquels elle ne désire pas renoncer à la protection.

6° France.

Comme la Grande-Bretagne, la France est créancière dans l'U.E.P. et devrait donc libérer ses importations au maximum. En fait, l'effort français ne représente que 13,4 % des importations; en outre, pour un certain nombre de produits, les restrictions quantitatives ont été remplacées, comme obstacle à l'importation, par des droits de douane plus élevés. Les Départements gouvernementaux qui soutiennent la libération des échanges intra-européens (Affaires étrangères et Finances) se heurtent à une forte opposition de la part des Départements techniques (Agriculture et Production industrielle) qui défendent des intérêts particuliers. Ceci explique le souci constant chez les négociateurs français de trouver des formules susceptibles de frapper l'imagination de l'opinion publique et de la ranger ainsi de leur côté: il en est résulté notamment la liste commune de libération « créant un marché unique en Europe », le plan Schuman « créant une autorité supra-nationale » et le plan Petsche « créant une banque d'investissements intra-européens ».

C — Poursuite des efforts de libération des échanges

Depuis la guerre de Corée, de nombreux produits ont passé de l'état d'abondance à celui de la rareté, ce qui a eu pour effet d'affaiblir dans plusieurs secteurs importants de l'économie, les raisons de maintenir des obstacles à l'importation. D'autre part, le désir de prévenir la hausse des prix intérieurs agit en faveur d'un régime plus libéral d'importations. On peut donc espérer certaines améliorations de la situation actuelle, notamment par les méthodes suivantes (dont certaines ne relèvent pas de l'O.E.C.E.):

1° Continuation de la méthode actuelle en augmentant les pourcentages de libération qui pourraient atteindre 80 ou 85 %;

2° Extension de la liste des produits libérés en commun par tous les pays participants. En principe, la libération d'un assez grand nombre de produits doit être envisagée pour fin juin 1952;

3° Libération par un certain nombre de pays de produits d'un secteur économique déterminé: un marché unique sera créé prochainement pour le

charbon et l'acier par les pays qui participent au Plan Schuman (France, Allemagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Luxembourg);

4° Libération par tous les pays de quelques produits-clés, moyennant une compensation financière pour ceux qui souffriraient de cette décision. Il s'agit ici d'une suggestion émanant des Pays-Bas et reprise sous des formes légèrement différentes par la France et par l'Italie.

L'idée d'indemniser les producteurs qui seraient contraints d'abandonner la lutte est à la base de la formation de certains cartels privés. On envisage de la généraliser avec un appui financier des Etats-Unis; ce dernier semble problématique cependant, car le peuple américain s'intéresse à présent à l'effort de réarmement plus qu'à la nécessité de payer des compensations aux producteurs les moins efficaces de certains pays européens;

5° Diminution progressive des droits de douane. Une solution au problème des droits de douane pourrait être trouvée dans une réduction proportionnelle effectuée simultanément par tous les pays participant à l'O.E.C.E. et qui ne s'appliquerait qu'à leurs échanges réciproques. Ceci implique la création en Europe d'une zone douanière préférentielle, ce qui pourrait susciter certaines objections de la part des pays extra-européens, notamment de ceux qui jouissent à présent de la « préférence impériale » britannique;

6° Non-discrimination dans l'établissement et la gestion des contingents. Cette mesure, dont le principe a déjà été décidé par l'O.E.C.E., pourrait être mise en pratique si l'insistance des Etats-Unis, de la France et de la Belgique triomphait des préjugés manifestés dans ce domaine par la Suisse et par les Pays-Bas;

7° Justification des restrictions quantitatives maintenues jusqu'à présent. S'ils doivent expliquer les raisons pour lesquelles ils maintiennent des restrictions quantitatives, certains pays peuvent se sentir forcés d'abandonner la protection de quelques secteurs relativement peu importants;

8° Libération des exportations. Jusqu'à présent, l'O.E.C.E. s'est principalement consacrée à réduire les obstacles aux importations, tout particulièrement lorsqu'ils présentaient une forme discriminatoire. Le problème des obstacles aux exportations n'a été évoqué que d'une manière sporadique: vers la fin de l'année 1949, une tentative d'éliminer la pratique des doubles prix a échoué devant le refus pur et simple du Gouvernement britannique d'exporter du charbon au prix du marché intérieur.

Le problème, à cette époque, n'était cependant pas très urgent. Il l'est devenu à présent, car le retournement de la conjoncture mondiale n'a pas eu seulement des effets dans le domaine financier: il agit aussi du point de vue des échanges de marchandises.

(1) Voir chapitre II, paragraphe F.

Les pays qui produisent des matières premières ont à présent tendance à réserver à leur marché intérieur une priorité d'approvisionnement, à n'exporter qu'à des prix plus élevés, et enfin à discriminer dans leurs exportations; cette dernière pratique risque de faire revivre le bilatéralisme qui semblait sur le point d'être abandonné par tous.

C'est donc dans le domaine de la libération des exportations, ou tout au moins de la non-discrimination dans les restrictions aux exportations, que l'action de l'O.E.C.E. devra surtout s'exercer prochainement.

* * *

D'une manière générale, la libération des échanges n'est pas freinée par le manque d'idées, mais bien par la pression de quelques intérêts acquis et surtout par la timidité et l'indécision.

Lorsque l'on songe au désir de coopération économique qui anime la plupart des habitants de l'Europe occidentale et lorsqu'on se rappelle les circonstances particulièrement favorables dans lesquelles ont débuté les efforts de libération de l'O.E.C.E., il est difficile de se défendre d'un sentiment d'impatience devant la lenteur et la précarité des progrès réalisés jusqu'à présent. Pour des raisons fort différentes, ni la Grande-Bretagne, ni la France n'ont pu prendre la tête d'un mouvement tendant à réduire rapidement les obstacles aux échanges. Peut-être des hommes politiques oseront-ils assumer les risques — pas très considérables — que les techniciens n'ont pas voulu affronter? Peut-être aussi sommes-nous trop impatients : les deux années qui viennent de s'écouler n'apparaîtront-elles pas, aux générations futures, comme un court moment dans la construction économique de l'Europe?

APPENDICE

PUBLICATIONS AUX « INFORMATIONS COMMERCIALES » DE L'OFFICE BELGE DU COMMERCE EXTERIEUR CONCERNANT LA LIBERATION DES ECHANGES INTRA-EUROPEENS

La liste ci-dessous reprend les différents pays dans l'ordre du tableau 1 :

Grande-Bretagne	Supplément au n° 34 du 19- 2-1951.
	» 138 » 19- 7-1950.
Italie	Supplément au n° 229 du 30-11-1950.
Suède	Supplément au n° 224 du 23-11-1950.
	» 173 » 8- 9-1950.
France	Supplément au n° 175 du 12- 9-1950.
	» 98 » 7-10-1949.
	» 7 » 11- 1-1950.
Union Economique Belgo-Luxembourgeoise	Supplément au n° 215 du 9-11-1950.
Suisse	Supplément au n° 230 du 1-12-1950.
Portugal	Supplément au n° 8 du 11- 1-1951.
Norvège	Supplément au n° 61 du 28- 3-1951.
	» 224 » 23-11-1950.
	» 169 » 4- 9-1950.
Danemark	Supplément au n° 224 du 23-11-1950.
Islande	Supplément au n° 224 du 23-11-1950.
Allemagne	Supplément au n° 239 du 14-12-1950.
	» 193 » 6-10-1950.
	(Libération suspendue en février 1951.)
Autriche	Supplément au n° 235 du 8-12-1950.
Grèce	Supplément au n° 224 du 23-11-1950.
Pays-Bas	Supplément au n° 15 du 20- 9-1949.
	» 139 » 9-12-1949.
	» 9 » 13- 1-1950.
	» 70 » 11- 4-1950.
	(Exécution de l'accord de Pré-Union Benelux : la liste de libération néerlandaise pour les autres pays participants n'a pas été publiée en Belgique.)
Turquie	Supplément au n° 223 du 22-11-1950.

LÉGISLATION ÉCONOMIQUE

Ces informations rappellent les lois et arrêtés ainsi que les avis officiels qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge, au cours du mois précédant celui de la parution du Bulletin.

Seuls les lois et arrêtés les plus importants sont repris in extenso. Une simple mention, accompagnée éventuellement d'une notice explicative, est consacrée aux autres textes législatifs.

Afin de faciliter la consultation de ces informations, les textes ont été groupés sous les rubriques suivantes :

- I. — *Législation économique générale*
- II. — *Législation relative aux finances publiques (y compris les lois budgétaires), législation monétaire, bancaire et financière*
- III. — *Législation agricole*
- IV. — *Législation industrielle*
- V. — *Législation du travail*
- VI. — *Législation relative au commerce intérieur*
- VII. — *Législation relative au commerce extérieur*
- VIII. — *Législation des transports*
- IX. — *Législation relative aux prix et aux salaires*
- X. — *Législation sociale (pensions, assurances sociales et avantages sociaux divers)*
- XI. — *Législation en matière de dommages de guerre*

II — LEGISLATION RELATIVE AUX FINANCES PUBLIQUES (Y COMPRIS LES LOIS BUDGETAIRES), LEGISLATION MONETAIRE, BANCAIRE ET FINANCIERE

Loi du 29 décembre 1950

contenant le budget du Ministère de l'Agriculture pour l'exercice 1950 (Moniteur, 21 février 1951, p. 1073).

Loi du 4 janvier 1951

contenant le budget du Ministère des Travaux publics pour l'exercice 1950 (Moniteur, 3 février 1951, p. 675).

Loi du 3 février 1951

relative aux comptes de prévision de la Régie des Télégraphes et des Téléphones pour l'exercice 1950 (Moniteur, 10 février 1951, p. 814).

Arrêté royal du 6 février 1951

modifiant l'arrêté du Régent du 14 novembre 1947, relatif à l'agrément et au contrôle des entreprises et établissements d'assurances couvrant les responsabilités civiles soumises au contrôle de l'Etat (Moniteur, 12-13 février 1951, p. 850).

Loi du 6 février 1951

contenant le budget du Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale pour l'exercice 1950 (Moniteur, 15 février 1951, p. 915).

Loi du 7 février 1951

abolissant le droit d'accise sur les allumettes, les appareils d'allumage, l'acide acétique et les vinaigres (Moniteur, 17 février 1951, p. 986).

Arrêté royal du 7 février 1951

autorisant la Société nationale des Habitations et Logements à bon marché à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 500 millions de francs (Moniteur, 19-20 février 1951, p. 1035).

Arrêté royal du 7 février 1951

autorisant la Société nationale de la Petite Propriété terrienne à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de 100 millions de francs (Moniteur, 19-20 février 1951, p. 1035).

Arrêté royal du 7 février 1951

portant augmentation du montant nominal des bons de caisse et obligations à émettre par la Société nationale de Crédit à l'Industrie (Moniteur, 22 février 1951, p. 1107).

Arrêté royal du 9 février 1951

modifiant le code et le règlement général sur les taxes assimilées au timbre (Moniteur, 17 février 1951, p. 988).

Loi du 15 février 1951

contenant le budget du Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes pour l'exercice 1950 (Moniteur, 26-27 février 1951, p. 1218).

III — LEGISLATION AGRICOLE

Arrêté royal du 25 janvier 1951

réglant la recherche et la cueillette de moules, de naissain de moules, d'escargots et d'autres produits maritimes sur les ouvrages de la côte et des ports du littoral (Moniteur, 14 février 1951, p. 890). — Erratum (Moniteur, 21 février 1951, p. 1083).

IV — LEGISLATION INDUSTRIELLE

Loi du 2 février 1951

modifiant les lois sur les mines, minières et carrières, coordonnées par l'arrêté royal du 15 septembre 1919 et modifiées par l'arrêté du Régent du 23 août 1948 (Moniteur, 18 février 1951, p. 1011).

V — LEGISLATION DU TRAVAIL

Arrêté royal du 16 février 1951

assimilant les jours fériés payés aux journées de travail pour le calcul de la durée des vacances annuelles. (Moniteur, 25 février 1951, p. 1198).

VI — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE INTERIEUR

Arrêté ministériel du 31 janvier 1951

rendant applicables au lait et à la crème, les dispositions de l'arrêté ministériel du 9 septembre 1949, relatif au contrôle officiel et obligatoire de certains produits laitiers importés (Moniteur, 12-13 février 1951, p. 856).

Arrêté ministériel du 5 février 1951

relatif aux marchés aux ruminants et aux porcs (Moniteur, 10 février 1951, p. 829).

Arrêté ministériel du 15 février 1951

relatif aux marchés aux ruminants et aux porcs tenus sur le territoire de la province de Liège (Moniteur, 17 février 1951, p. 1000).

VII — LEGISLATION RELATIVE AU COMMERCE EXTERIEUR

Loi du 7 février 1951

concernant le tarif des droits d'entrée (Moniteur, 18 février 1951, p. 1010).

Loi du 8 février 1951

concernant le tarif des droits d'entrée (Moniteur, 18 février 1951, p. 1011).

VIII — LEGISLATION DES TRANSPORTS

Arrêté ministériel du 15 février 1951

relatif aux prix de location applicables aux contrats de location et d'affrètement en séjour de bâtiments de navigation intérieure conclus à l'intervention de l'Office régulateur de la navigation intérieure (Moniteur, 21 février 1951, p. 1082).

IX — LEGISLATION RELATIVE AUX PRIX ET AUX SALAIRES

Arrêté ministériel du 31 janvier 1951

suspendant l'application de l'arrêté ministériel du 8 décembre 1950 fixant les prix maxima de vente au consommateur pour la viande de veau (Moniteur, 5-6 février 1951, p. 724).

Arrêté royal du 1^{er} février 1951

rendant obligatoire la décision de la Commission paritaire nationale de l'industrie de la construction en date du 9 novembre 1950, rattachant le barème des salaires à l'index-number des prix de détail (Moniteur, 7 février 1951, p. 752).

Arrêté ministériel du 6 février 1951

complétant l'arrêté ministériel du 20 décembre 1950, relatif à la déclaration des hausses de prix (Moniteur, 16 février 1951, p. 965).

Arrêté royal du 6 février 1951

rendant obligatoire la décision du 9 novembre 1950 de la Commission paritaire nationale du commerce alimentaire, concernant la fixation des salaires minima dans le commerce alimentaire (Moniteur, 22 février 1951, p. 1108).

Arrêté ministériel du 15 février 1951

relatif aux prix de location applicables aux contrats de location et d'affrètement en séjour de bâtiments de navigation intérieure conclus à l'intervention de l'Office régulateur de la navigation intérieure (Moniteur, 21 février 1951, p. 1082).

Arrêté royal du 16 février 1951

instituant une Commission des Prix (Moniteur, 18 février 1951, p. 1012).

Arrêté ministériel du 19 février 1951

Chemins de fer vicinaux concédés à la Société nationale des Chemins de fer vicinaux. Prix à percevoir pour le transport des voyageurs (Moniteur, 19-20 février 1951, p. 1047).

Arrêté ministériel du 19 février 1951

modifiant les prix à percevoir pour le transport des voyageurs sur les lignes de tramways, de trolleybus et d'autobus urbains (Moniteur, 19-20 février 1951, p. 1047).

Arrêté ministériel du 19 février 1951

*Chemin de fer électrique de Bruxelles (Q.-L.) à Ter-
vuren. — Prix et conditions de transport (Moni-
teur, 19-20 février 1951, p. 1047).*

Arrêté ministériel du 24 février 1951

*relatif aux prix maxima de vente de la viande por-
cine au consommateur (Moniteur, 28 février 1951,
p. 1258).*

X — LEGISLATION SOCIALE

(PENSIONS, ASSURANCES SOCIALES ET AVANTAGES SOCIAUX DIVERS)

Arrêté royal du 23 janvier 1951

*relatif à l'allocation de subventions en vue de pro-
mouvoir les vacances ouvrières et le tourisme popu-
laire (Moniteur, 1^{er} février 1951, p. 634).*

Arrêté royal du 25 janvier 1951

*relatif à l'octroi d'une prime compensatoire aux
bénéficiaires de l'assurance maladie-invalidité obli-
gatoire. — Erratum (Moniteur, 11 février 1951,
p. 840).*

Arrêté royal du 5 février 1951

*modifiant l'arrêté royal du 23 janvier 1937, portant
création et organisation des caisses spéciales de
compensation des administrations communales, éta-
blissements publics qui en dépendent et associa-
tions de communes (Moniteur, 12-13 février 1951,
p. 872).*

Arrêté royal du 6 février 1951

*fixant le taux des cotisations à verser aux caisses
spéciales de compensation pour allocations fami-
liales par les communes, établissements publics qui
en dépendent et associations de communes (Moni-
teur, 12-13 février 1951, p. 873).*

Arrêté royal du 16 février 1951

*pris en exécution de la loi du 30 décembre 1950 por-
tant modification de la loi du 10 juin 1937 relative
à l'octroi d'allocation aux estropiés, mutilés et per-
sonnes assimilées (Moniteur, 22 février 1951,
p. 1110).*

Arrêté royal du 20 février 1951

*accordant aux anciens ouvriers civils du Ministère de
la Défense nationale affiliés à la Caisse générale
d'Épargne et de Retraite et à leurs veuves un
secours égal à la différence entre les avantages qui
leur auraient été accordés s'ils avaient été soumis
au régime de la sécurité sociale et ceux qui leur
sont conférés dans leur situation actuelle (Moni-
teur, 28 février 1951, p. 1261).*

XI — LEGISLATION EN MATIÈRE DE DOMMAGES DE GUERRE

Arrêté royal du 6 décembre 1950

*dérogeant aux priorités en matière de réparation des
dommages de guerre aux biens privés. — Errata
(Moniteur, 1^{er} février 1951, p. 641).*

Arrêté royal du 14 février 1951

*modifiant l'arrêté du Régent du 23 mars 1949, régle-
mentant l'octroi des subsides aux sociétés coopéra-
tives pour la réparation des dommages de guerre
aux biens privés (Moniteur, 25 février 1951,
p. 1200).*

STATISTIQUES MENSUELLES COURANTES

(Table des matières, voir dernière page du Bulletin)

LE MARCHÉ DE L'ARGENT

I — TAUX D'ESCOMPTE ET DE PRETS (en %)

2

ÉPOQUES	TAUX OFFICIELS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE												CALL-MONEY	
	Escompte						Prêts et avances sur (*)						En chambre de compensation	Hors compensation
	Acceptations de banques et effets documentaires acceptés préalablement visés par la B. N. B.		Traites acceptées		Traites non acceptées	Promesses	Certificats maximum 120 jours à court	Certificats maximum 8 mois à court	Certificats maximum 12 mois à court	Certificats à plus de 12 mois	Certificats 3 1/2 % 5 ans (1941) ⁽³⁾	Autres effets publics		
	représentatifs d'export. de marchandises (1)	représentatifs d'import. de marchandises (2)	domiciliées en banque	non domiciliées en banque										
1949 Moyen. annuelle	2,88	3,44	3,44	3,69	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,23	1,25
1950 Moyen. annuelle	2,73	3,42	3,42	3,67	4,67	5,17	2,—	2,1875	2,375	5,17	(4)5,—	5,17	1,25	1,25
Moyenne mensuelle :														
1949 Décembre	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
1950 Janvier	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Février	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Mars	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Avril	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Mai	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Juin	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Juillet	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Août	2,50	3,25	3,25	3,50	4,50	5,—	2,—	2,1875	2,375	5,—	5,—	5,—	1,25	1,25
Sept. (à partir du 11)	3,—	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Octobre	3,—	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Novembre	3,—	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Déc. (à partir du 7)	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
1951 Janvier	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25
Février	3,75	3,75	3,75	4,—	5,—	5,50	2,—	2,1875	2,375	5,50	—	5,50	1,25	1,25

N. B. — Les warrants sont escomptés au taux des traites acceptées domiciliées en banque.

(1) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée : « Acceptations de banques préalablement visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'exportations de marchandises ».

(2) Avant le 31 décembre 1949, cette colonne était intitulée : « Traités acceptés domiciliés en banques; traités acceptés ou documentaires représentatives d'importations ou d'exportations de marchandises; acceptations de banques visées par la Banque Nationale de Belgique et représentatives d'importations de marchandises; warrants ».

(3) Ce taux s'appliquait jusqu'au 31 décembre 1949 aux certificats émis en règlement des créances financières belges sur l'étranger (arrêté du 3 février 1942).

(4) Moyenne des sept premiers mois.

(*) Quotité de l'avance en février 1951 :

Certificats de trésorerie émis à court terme	95 %	Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1948)	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 15 ans au plus (1942) ..	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1949	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5, à 10 ou à 20 ans (1943) ..	90 %	Certificats de trésorerie 4 % 1950 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 3 1/2 % à 10 ans (1944)	90 %	Obligations 4 % 1950-1960 Congo belge	90 %
Certificats de trésorerie 4 % à 5 ou 10 ans (1947)	90 %	Autres effets publics	80 %

4

II — TAUX DES DEPOTS EN BANQUE ET A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE

ÉPOQUES	Banques — Comptes de dépôts à (*)					Caisse générale d'Épargne (dépôts sur livrets)			Soc. Nation. de Crédit à l'Industrie Comptes de dépôts à 1 an
	vue	15 jours de préavis	1 mois	3 mois	6 mois	jusqu'à 50.000 fr.	50.000 à 100.000 fr.	au delà de 100.000 fr.	
1949 Moyenne annuelle	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1950 Moyenne annuelle	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Moyenne mensuelle :									
1949 Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1950 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mars	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Avril	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Mai	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juin	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Juillet	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Août	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Septembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Octobre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Novembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Décembre	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
1951 Janvier	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50
Février	0,50	0,85	1,10	1,40	1,75	3,—	1,50	0,50	2,50

(*) Moyenne de quatre banques.

LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX

I — COURS DES MÉTAUX PRÉCIEUX

9

PÉRIODES	OR				ARGENT			
	LONDRES En sh. et d. par oz. fin	NEW-YORK En dollars par oz. fin	BOMBAY		LONDRES En d. par oz. fin	NEW-YORK En cents par oz. fin	BOMBAY	
			En roupies et annas par Fine Tola	Conversion en sh. et d. par oz. fin			En roupies et annas par 100 Fine Tola	Conversion en pence par oz. fin
1938 31 décembre	149/7 1/2	35			(1) 20,06	42,75		
1949 30 décembre	248/0	35	113. 4	453/0	64,00	73,25	171. 2	82
1950 30 décembre	248/0	35	112.11	450/9	70,00	80,00	187. 2	90
Moyennes mensuelles :								
1949 Décembre	248/0	35	113.15	455/9	64,00	73,25	171. 7	82
1950 Janvier	248/0	35	114. 1	456/3	64,00	73,25	177. 7	85
Février	248/0	35	116. 1	464/3	64,00	73,25	182.11	88
Mars	248/0	35	116. 0	464/0	63,96	73,08	184. 7	89
Avril	248/0	35	116. 9	466/3	63,00	71,75	186.14	90
Mai	248/0	35	118.14	475/6	63,41	72,75	189.12	91
Juin	248/0	35	115. 1	460/3	63,50	72,75	180.13	87
Juillet	248/0	35	114. 9	458/3	63,50	72,75	179. 7	86
Août	248/0	35	113.14	455/6	63,50	72,75	178.13	86
Septembre	248/0	35	112.15	451/9	63,50	72,75	181.10	87
Octobre	248/0	35	110. 1	440/3	64,88	74,95	181. 4	87
Novembre	248/0	35	108. 1	432/3	70,00	80,00	178.15	86
Décembre	248/0	35	109.13	439/3	70,00	80,00	184. 6	89
1951 Janvier	248/0	35	112.12	451/0	76,18	88,31	189. 2	91
Février	248/0	35	113. 5	453/3	78,50	90,16	191.10	92

(1) Cotation par oz. stand.

N. B. — 1 oz. troy = 31,1035 grammes; 1 tola = 11,6638 grammes; 1 roupie = 16 annas; 1 roupie = 18 pence.

II — COURS OFFICIELS DES CHANGES AU 28 FEVRIER 1951

fixés par la Banque Nationale de Belgique

en vertu de l'arrêté n° 6 pris à Londres le 1^{er} mai 1944 par les Ministres réunis en Conseil

(« Moniteur belge » du 5 septembre 1944, n° 22)

(en francs belges)

10

DEVICES	Cours contractuel ou moyen	Transferts		Billets	
		Cours acheteur	Cours vendeur	Cours acheteur	Cours vendeur
1 livre sterling	140,—	139,90	140,10	139,35	141,—
100 florins Pays-Bas	1.315,7908	1.314,—	1.317,—	1.310,—	1.325,—
1 couronne suédoise	9,6652	9,64	9,69	9,60	9,75
1 deutsche Mark	11,90475	11,88	11,93	—	—
100 francs congolais	—	100,—	100,—	—	—
100 francs luxembourgeois	—	100,—	100,—	—	—
1 couronne danoise	7,2389	7,21	7,26	7,15	7,30
1 couronne norvégienne	7,—	6,98	7,02	6,95	7,05
100 escudos	173,913	173,—	174,80	—	—
100 couronnes tchéco-slovaques	100,—	99,70	100,30	99,—	101,—

COURS OFFICIELS DES CHANGES

arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles

(en francs belges)

Périodes	100 francs suisses	1 \$ U.S.A.	100 francs français	1 \$ canadien
1950 Moyenne annuelle	1.161,88	50,21	14,35 (1)	46,62 (2)
Moyennes mensuelles :				
1950 Janvier	1.163,48	49,97		
Février	1.163,45	49,99		
Mars	1.165,40	50,08		
Avril	1.168,97	50,20		
Mai	1.168,96	50,19		
Juin	1.164,64	50,32	14,29 (3)	45,76 (4)
Juillet	1.161,91	50,40	14,32	45,82
Août	1.160,24	50,40	14,35	45,82
Septembre	1.157,74	50,40	14,37	45,82
Octobre	1.154,53	50,29	14,37	47,64 (5)
Novembre	1.153,58	50,25	14,36	47,98
Décembre	1.159,61	50,—	14,35	47,41
1951 Janvier	1.167,91	50,12	14,31	47,56
Février	1.169,90	50,27	14,29	47,85

(1) Moyenne du 19 juin au 31 décembre 1950.

(2) Moyenne du 26 juin au 31 décembre 1950.

(3) Moyenne du 19 juin au 30 juin 1950.

(4) Moyenne du 26 juin au 30 juin 1950.

(5) Moyenne du 16 octobre au 31 octobre 1950. Le dollar canadien n'a pas été coté du 2 octobre au 13 octobre 1950.

LE MARCHÉ DES CAPITAUX

I — COURS COMPARÉS DE QUELQUES FONDS PUBLICS

14

DÉSIGNATIONS DES TITRES	Cotation pour	COURS AU				
		3 novemb. 1950	1 ^{er} décem. 1950	2 janvier 1951	1 ^{er} février 1951	1 ^{er} mars 1951
I. — Dette intérieure directe de l'Etat belge (Intérêts à bonifier).						
Dette 2 ½ %	100,—	56,15	56,—	55,50	54,80	53,40
Dette 3 % 2 ^e série (1) (2)	100,—	89,50	89,55	89,10	88,90	89,—
Dette 3 ½ % 1937	100,—	79,45	79,30	79,30	78,90	78,50
Dette 3 ½ % 1943 (1) (2)	100,—	79,20	78,90	78,65	77,30	76,20
Dette unifiée 4 %	100,—	89,20	89,20	89,—	87,35	86,50
Emprunt de la Libération, 4 %, 1945 (2)	100,—	87,20	87,—	86,25	84,35	83,75
Certificats de Trésorerie à 15 ans au plus, 3 ½ %, 1942, 1 ^{re} série	100,—	105,—	105,25	104,85	104,60	104,95
Certificats de Trésorerie à 5, 10, 20 ans, 3 ½ %, 1943 (1) (2) (3)	100,—	101,55	102,15	101,50	101,30	101,55
Certificats de Trésorerie à 10 ans, 3 ½ %, 1944, 1 ^{re} série (1) (2)	100,—	96,75	97,—	96,50	96,60	96,65
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1947 (2)	100,—	98,90	98,80	98,55	98,30	97,60
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1948 (2)	100,—	99,65	100,35	99,90	99,70	98,30
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1949 (2)	100,—	97,—	96,70	96,40	95,60	94,25
Emprunts à lots 1933, 4 %	1.050,—	1.027,—	1.020,—	1.015,—	990,—	979,—
Emprunts à lots 1938, 4 %	500,—	480,—	470,—	476,—	471,—	464,—
Emprunts à lots 1941 (3 % jusqu'en 1946; 3 ½ % de 1946 à 1951; ensuite 4 %)	1.000,—	897,—	893,—	881,—	876,—	872,—
II. — Dette indirecte et dette garantie par l'Etat (Intérêts à bonifier).						
Domages de guerre à lots 1923, 4 %	525,—	484,—	481,—	479,—	474,—	476,—
Emprunt de la Reconstr. 1 ^{re} tranche 1947 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 % (2)	1.000,—	993,—	990,—	985,—	968,—	955,—
Emprunt de la Reconstr. 2 ^e tranche 1949 (2 % jusqu'en 1957; ensuite 5 % (2)	1.000,—	995,—	993,—	987,—	975,—	960,—
Emprunt de la Reconstr. 3 ^e tranche 1950 (2 % jusqu'en 1960; ensuite 5 % (2)	1.000,—	998,—	997,—	990,—	975,—	960,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche suisse), action privil. 6 % (1) (2)	500,—	553,—	546,—	552,—	535,—	529,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche hollandaise), action privil. 6 % (1) (2)	500,—	552,—	546,—	544,—	535,—	531,—
Soc. Nat. des Chem. de fer belges (tranche belge), action privil. 4 % (1) (2)	500,—	441,—	437,—	431,—	433,—	427,—
(*) Soc. Nat. des Chem. de fer vicinaux, 3 %, coup. janvier-juillet (1) (2) (4)	100,—	67,60	67,65	67,60	66,80	65,10
Régie des Télégraphes et Téléphones, 3 ½ %, 1943	100,—	82,—	82,—	82,20	82,—	81,35
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 ½ %, 1949 (2)	100,—	99,55	99,20	98,75	98,—	96,90
Régie des Télégraphes et Téléphones, 4 %, 1950 (2)	100,—	97,80	97,45	96,20	94,90	95,45
III. — Dette directe de la colonie.						
<i>Sans coupons d'intérêt : Congo belge, emprunt à lots 1888.</i>						
	100,—	222,—	221,—	220,—	219,—	214,—
<i>Intérêts à bonifier :</i>						
Dette coloniale 1904, 3 % (1) (2)	100,—	72,40	72,35	72,10	71,80	71,50
Dette coloniale 1936, 4 %	100,—	93,—	93,50	93,20	93,10	91,95
(*) Dette coloniale 1937, 3 ½ %	100,—	80,30	80,60	80,80	80,75	80,05
Dette coloniale 1950-60, 4 % (2)	100,—	—	—	—	99,55	97,15
Certificats de Trésorerie à 5 ou 10 ans, 4 %, 1950 (2)	100,—	100,30	100,25	100,20	100,50	99,85

- (*) Les coupons des emprunts ci-dessus sont nets d'impôts; ceux passibles d'un impôt de 2 % sont marqués d'un astérisque.
 (1) Titres pour lesquels une opération est en cours en vertu des arrêtés du 6 octobre 1944.
 (2) Titres créés après le 6 octobre 1944.
 (3) Le taux de l'intérêt a été porté à 4 % le 14 octobre 1948.
 (4) Emprunts 1930, 1931, 1932, 1934, 1935 et 1936.

15

II — INDICE MENSUEL DES ACTIONS AUX BOURSES DE BRUXELLES ET D'ANVERS

Source : Institut National de Statistique.

DATES	Indice général	Assurances, banques, soc. à portef.	Entr. immobil., hypothécaires et hôteliers	Tramways, chemins de fer écon. et vicinaux	Trusts d'entr. de tramways et d'électricité	Entrrepr. de gaz et d'électricité	Industries métallurgiques	Zincs, plombs et mines	Produits chimiques	Charbonnages et fours à coke	Glaceries	Verretries	Industrie de la construction	Industries textiles et soieries	Entreprises coloniales	Alimentation	Diverses
Indices par rapport aux cours du mois précédent																	
1951 1 ^{er} février	108	105	114	103	111	108	111	115	106	114	114	110	105	115	102	105	106
1 ^{er} mars	101	99	98	100	99	102	99	104	98	100	94	98	101	100	101	102	106
Indices par rapport à la période 1936 à 1938 = 100																	
1950 3 janvier	169	160	113	72	83	145	171	130	157	179	91	166	220	212	284	139	160
1 ^{er} février	170	161	121	71	85	148	172	134	154	176	99	173	222	231	285	142	163
1 ^{er} mars	171	161	119	70	84	149	171	132	153	181	91	166	215	224	293	142	164
3 avril	169	156	114	68	84	155	165	129	152	178	86	147	212	221	287	142	164
2 mai	172	159	113	69	83	158	168	138	155	177	87	144	211	217	295	150	173
1 ^{er} juin	172	159	113	68	85	156	168	145	153	172	91	139	206	211	300	148	166
3 juillet	187	152	112	64	81	149	160	146	143	161	92	138	196	204	299	144	162
1 ^{er} août	171	154	102	62	78	143	165	141	140	161	89	131	188	200	324	130	158
1 ^{er} septembre	176	152	102	61	79	145	177	148	148	184	89	134	192	217	330	140	157
2 octobre	179	157	108	61	83	153	174	157	150	191	88	134	191	207	332	142	163
3 novembre	183	159	108	64	83	156	175	163	155	191	97	135	196	213	342	146	168
1 ^{er} décembre	178	155	104	63	78	149	168	158	151	178	90	129	190	212	341	142	161
1951 2 janvier	185	163	100	60	76	147	167	158	149	180	84	120	184	211	378	130	158
1 ^{er} février	196	171	114	62	84	159	185	181	158	205	96	132	194	242	386	146	167
1 ^{er} mars	197	169	112	62	83	162	184	189	155	204	90	129	195	241	390	149	177

III — MOUVEMENT DES OPERATIONS A LA BOURSE DE BRUXELLES

Source : Bulletin mensuel des statistiques publié par la Commission de la Bourse de Bruxelles.

15

PÉRIODES	Nombre de séances	Obligations de sociétés		Actions		Total	
		Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)	Milliers de titres	Capitaux traités (millions de francs)
1949.....	244	189	173	9.629	8.119	9.818	8.292
1950.....	246	191	180	14.734	11.698	14.925	11.878
1949 Décembre.....	21	16	15	1.156	880	1.172	895
1950 Janvier.....	21	18	18	1.411	975	1.429	993
Février.....	20	16	16	969	819	985	835
Mars.....	23	16	15	1.050	803	1.066	818
Avril.....	18	15	14	975	756	990	770
Mai.....	19	14	14	951	741	965	755
Juin.....	22	15	15	1.699	1.142	1.714	1.157
Juillet.....	20	15	14	938	819	953	833
Août.....	21	15	14	1.062	983	1.077	997
Septembre.....	21	21	19	1.510	1.336	1.531	1.355
Octobre.....	22	17	16	1.504	1.168	1.521	1.184
Novembre.....	19	15	13	1.477	1.108	1.492	1.121
Décembre.....	20	14	13	1.188	1.047	1.202	1.060
1951 Janvier.....	22	18	17	1.701	1.644	1.719	1.661
Février.....	20	21	19	2.156	1.771	2.177	1.790

IV — COURS ET RENDEMENTS DES PRINCIPAUX TYPES DE VALEURS A REVENU FIXE

16

DATES	TYPES DOMINANTS										OBLIGATIONS DE SOCIÉTÉS Types divers	
	Cours					Rendement (eu égard au cours seulement)					Valeur boursière moyenne	Rendement net moyen
	I	II	III	IV		I	II	III	IV			
	Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales		Dette unifiée	Dette coloniale 1936	Provinces, villes et communes	Entreprises industrielles et commerciales			
4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %	4 %	4 %	4 %	4 %	4 ½ %			
1950 3 janvier.....	89,60	88,10	91,10	88,91	96,90	4,46	4,54	4,39	4,50	4,64	94,70	4,62
1 ^{er} février.....	89,80	88,70	92,58	90,08	97,16	4,45	4,51	4,32	4,44	4,64	94,95	4,60
1 ^{er} mars.....	90,55	89,10	93,30	90,36	97,38	4,42	4,49	4,29	4,43	4,63	95,27	4,59
3 avril.....	90,75	91,—	93,65	90,19	96,86	4,41	4,40	4,27	4,44	4,65	94,80	4,61
2 mai.....	91,20	91,55	94,41	91,56	97,37	4,39	4,37	4,24	4,37	4,63	95,32	4,58
1 ^{er} juin.....	91,70	92,25	94,99	91,52	97,07	4,36	4,34	4,21	4,37	4,64	95,39	4,58
3 juillet.....	92,05	92,25	95,75	91,41	95,84	4,35	4,34	4,17	4,38	4,70	94,67	4,62
1 ^{er} août.....	91,05	92,30	95,50	88,70	96,55	4,39	4,33	4,18	4,51	4,67	94,01	4,65
1 ^{er} septembre.....	91,45	92,60	95,55	89,08	96,33	4,37	4,32	4,18	4,49	4,68	94,33	4,63
2 octobre.....	89,20	93,—	94,19	89,01	95,46	4,48	4,30	4,25	4,49	4,72	93,56	4,67
3 novembre.....	89,20	93,—	93,89	89,42	96,06	4,48	4,30	4,26	4,47	4,69	94,08	4,64
1 ^{er} décembre.....	89,20	93,50	93,53	89,02	95,07	4,48	4,28	4,28	4,49	4,74	93,41	4,66
1951 2 janvier.....	89,—	93,20	92,91	88,11	95,24	4,49	4,29	4,31	4,54	4,73	93,24	4,68
1 ^{er} février.....	87,35	93,10	p 89,36	p 88,73	p 96,22	4,58	4,30	p 4,48	p 4,51	p 4,68	p 95,13	p 4,67
1 ^{er} mars.....	86,50	91,95	p 87,97	p 88,50	p 95,88	4,62	4,35	p 4,55	p 4,52	p 4,69	p 94,68	p 4,69

N. B. — Méthode d'établissement : voir Bulletin d'Information et de Documentation de mars 1939, p. 187.

**V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES
ET CONGOLAISES**

Tableau rétrospectif

(milliers de francs)

17

Source : Institut National de Statistique.

PÉRIODES	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (Sociétés anonymes) (Sociétés en commandite par actions) (Sociétés de personnes à responsabilité limitée)			
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Nombre	Capital ancien	Augment. nominale	Montant libéré sur valeur nominale
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale				
1948.....	1.474	3.047.835	2.410.965	1.299	480.520	459.852	865	14.334.206	25.222.574	24.493.817
1949.....	1.274	2.276.205	1.852.443	976	305.791	292.958	775	7.849.624	8.649.986	8.363.713
11 premiers mois de 1949.....	1.104	1.938.803	1.539.526	855	269.784	259.123	614	6.737.918	7.481.187	7.242.412
11 premiers mois de 1950.....	1.168	2.092.839	1.814.644	983	395.393	365.875	701	5.719.065	7.400.654	6.591.713
1949 Novembre.....	88	145.932	105.801	56	12.719	12.139	56	762.511	1.387.774	1.377.144
Décembre.....	170	337.402	312.917	121	36.007	33.835	161	1.111.706	1.168.799	1.121.301
1950 Janvier.....	131	182.442	172.936	110	36.458	32.280	51	309.990	401.858	328.910
Février.....	99	69.686	63.125	99	29.969	28.606	44	697.748	664.247	472.237
Mars.....	125	155.222	141.961	108	36.712	35.747	75	450.632	507.102	477.724
Avril.....	113	225.970	216.032	99	30.431	30.140	84	1.275.409	783.362	744.055
Mai.....	122	472.922	434.799	96	37.174	34.479	89	636.047	1.816.970	1.609.517
Juin.....	107	188.794	150.124	92	31.301	30.072	83	785.188	1.555.371	1.364.213
Juillet.....	103	130.580	97.502	68	25.701	24.797	53	443.394	348.017	342.592
Août.....	87	102.213	96.839	80	50.928	37.395	38	160.785	263.039	260.938
Septembre.....	92	90.898	87.388	75	36.548	35.840	47	253.931	327.088	279.877
Octobre.....	110	339.632	232.283	83	42.191	41.059	74	143.502	312.618	302.744
Novembre.....	79	134.480	121.655	73	37.980	35.460	63	556.439	420.982	408.906
Décembre.....p		85.185	78.737		33.860	31.503			1.783.351	1.647.449
1951 Janvier.....p		60.695	52.888		38.159	36.247			144.439	143.960

PÉRIODES	ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS		Ensemble des émissions Montant nominal	PRIMES D'ÉMISSION (1)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		Émissions nettes (4)
	Nombre	Montant nominal			Apports en nature (2)	Incorporations de réserves au capital (3)	
1948.....	47	2.265.280	31.016.209	92.822	2.090.440	22.808.994	4.823.302
1949.....	(5) 73	(5) 1.908.162	(5) 13.140.144	3.839	1.658.586	7.116.851	(5) 3.845.678
11 premiers mois de 1949.....	26	1.202.960	10.892.734	3.372	1.361.116	6.170.425	2.715.852
11 premiers mois de 1950.....	28	556.700	10.445.586	6.204	1.654.926	5.405.734	2.274.476
1949 Novembre.....	—	—	1.546.425	225	118.930	1.324.765	51.614
Décembre.....	4	41.100	1.583.308	467	297.470	946.426	265.724
1950 Janvier.....	6	89.700	710.458	—	149.254	264.457	210.115
Février.....	3	53.000	816.902	125	65.912	257.703	293.478
Mars.....	3	102.000	801.036	—	108.998	396.704	253.790
Avril.....	1	25.000	1.064.763	—	194.686	640.548	179.993
Mai.....	—	—	2.327.066	4.160	407.530	1.466.917	208.568
Juin.....	3	55.500	1.830.966	1.653	158.593	1.116.296	328.673
Juillet.....	6	84.500	588.798	—	90.921	260.567	197.903
Août.....	—	—	416.180	—	79.848	251.004	64.320
Septembre.....	1	30.000	484.534	—	116.959	196.919	119.227
Octobre.....	5	117.000	811.441	266	229.261	209.151	254.940
Novembre.....	—	—	593.442	—	56.964	345.468	163.589
Décembre.....p	1	75.000	1.977.396	—	135.713	1.461.205	187.271
1951 Janvier.....p	2	76.000	319.293	—	98.150	84.932	128.013

(1) Non comprises dans les montants libérés.

(2) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

(3) Compris dans les augmentations de capital.

(4) Comprennent les montants libérés sur souscriptions d'actions, les émissions d'obligations, les primes d'émission, moins les libérations autres qu'en espèces, ainsi que les émissions destinées au remboursement d'anciens emprunts.

(5) Par suite de rectifications, les montants annuels sont supérieurs aux totaux des douze montants mensuels correspondants.

V — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES BELGES

Groupement des sociétés selon le lieu où s'exerce leur activité et selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

Source : Institut National de Statistique.

(milliers de francs)

DECEMBRE 1950

17

CLASSIFI- CATION	CONSTITUTIONS DE SOCIÉTÉS						AUGMENTATIONS DE CAPITAL (sociétés anonymes) (sociétés en command. par actions) (soc. de pers. à resp. lim.)			EMISSIONS D'OBLIGATIONS			PRIMES D'ÉMISSION (non comprises dans les montants libérés)	LIBÉRATIONS AUTRES QU'EN ESPÈCES		DISSOLUTIONS		RÉDUCTION DE CAPITAL Montant
	anonymes et en commandite par actions			de personnes à responsabilité limitée			Capital ancien	Augmentation nominale	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	dont emprunts de conversion		Apports en nature (1)	Incorporations de réserves	Liquidations	Fusions	
	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale	Nombre	Montant nominal	Montant libéré sur valeur nominale												

1 — Selon le lieu où s'exerce leur activité

Belgique	119	84.185	77.737	121	33.860	31.503	135	1.207.167	1.769.951	1.634.049	3	26.500	—	—	135.713	1.461.205	99.542	62.250	316.122
Etranger.....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	10.000	—	—
Totaux....	119	84.185	77.737	121	33.860	31.503	135	1.207.167	1.769.951	1.634.049	3	26.500	—	—	135.713	1.461.205	99.542	62.250	316.122

2 — Selon l'importance du capital nominal émis ou annulé

1 million et moins..	96	35.635	2.015	117	27.661	25.304	47	33.053	19.163	15.858	—	—	—	—	33.745	6.016	18.152	—	3.810
de 1 à 5 millions.	22	42.550	39.722	4	6.199	6.199	48	125.906	114.584	102.627	1	1.500	—	—	38.742	56.600	26.660	2.250	13.512
de 5 à 10 millions.	1	6.000	6.000	—	—	—	12	103.365	88.027	74.907	1	10.000	—	—	11.260	51.488	26.000	—	—
de 10 à 20 millions.	—	—	—	—	—	—	18	213.619	264.549	254.549	1	15.000	—	—	15.320	222.019	28.730	15.000	—
de 20 à 50 millions.	—	—	—	—	—	—	11	594.924	319.928	302.328	—	—	—	—	36.646	261.282	—	45.000	—
de 50 à 100 millions.	—	—	—	—	—	—	1	100	99.900	19.980	—	—	—	—	—	—	—	—	—
plus de 100 millions.	—	—	—	—	—	—	2	136.200	863.800	863.800	—	—	—	—	—	863.800	—	—	298.800
Totaux..	119	84.185	77.737	121	33.860	31.503	135	1.207.167	1.769.951	1.634.049	3	26.500	—	—	135.713	1.461.205	99.542	62.250	316.122

(1) Compris dans les constitutions et augmentations de capital.

VI — EMPRUNTS DES POUVOIRS PUBLICS ET DES ORGANISMES D'UTILITE PUBLIQUE (1)

VII — OPERATIONS BANCAIRES DU CREDIT COMMUNAL

(Avances et remboursements opérés sur emprunts consentis aux pouvoirs publics et aux organismes d'utilité publique pour le paiement des dépenses.)

VIII — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES (3)

18
19
20

PÉRIODES	en	
	Belgique	à l'étranger
	millions de francs	millions
1949.....	14.540	(fr. s. 56 \$ U.S. 56)
1950.....	9.477	fr. s. 60
1949 Décembre ..	—	\$ U.S. 13
1950 Janvier	—	—
Février	1.500	—
Mars	1.650	—
Avril	3.500	—
Mai	—	—
Juin	—	—
Juillet	1.500	—
Août	—	—
Septembre ..	—	—
Octobre	—	—
Novembre	1.327	fr. s. 60
Décembre	—	—
1951 Janvier	—	—
Février	—	—

PÉRIODES	DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		DÉPENSES ORDINAIRES
	Prélèvements sur comptes (2)	Remboursements nets	Avances nettes
	(milliers de francs)		
1949.....	1.818.541	782.096	1.960.000
1950.....	3.711.123	417.497	3.705.248
1949 Décembre ..	265.946	44.953	329.191
1950 Janvier	277.221	105.261	250.244
Février	105.776	68.290	327.058
Mars	162.098	38.415	369.850
Avril	107.155	9.572	325.320
Mai	210.378	30.200	403.572
Juin ... (2)	384.711	21.779	290.353
Juillet	326.975	22.274	358.614
Août	428.512	13.683	148.385
Septembre	317.419	17.255	307.295
Octobre	501.833	42.911	308.441
Novembre	429.546	18.586	267.688
Décembre	459.499	29.271	348.428
1951 Janvier	424.994	205.709	308.903
Février	487.099	38.985	316.619

PÉRIODES	Montant d'après les droits d'inscription perçus
	milliers de fr.
1949 Moyenne mens.	1.094.065
1950 Moyenne mens.	1.245.326
1949 Décembre ...	1.243.739
1950 Janvier	1.091.244
Février	946.751
Mars	1.230.250
Avril	1.138.630
Mai	1.289.866
Juin	1.421.412
Juillet	1.313.677
Août	1.319.610
Septembre ...	1.426.415
Octobre	1.496.922
Novembre	1.135.242
Décembre ...	1.133.888
1951 Janvier	1.052.468
Février	941.405

(1) Emprunts de l'Etat, de la Colonie, des provinces et des communes, des organismes d'utilité publique, tels que la Société Nationale des Chemins de fer belges, la Société Nationale des Chemins de fer vicinaux, la Société Nationale de Distribution d'Eau, le Crédit Communal, etc. (à l'exception des emprunts de la Société Nationale de Crédit à l'Industrie).

(2) Depuis le 1^{er} juin 1950, dans les prélèvements sur comptes sont compris les retraits sur subsides accordés par la province et l'Etat.

(3) Y compris les renouvellements au bout de quinze ans, qui se montent à environ 1 p. c. du total, mais non compris les hypothèques légales.

LES FINANCES PUBLIQUES

I — SITUATION DE LA DETTE PUBLIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	Dettes consolidées			Dettes à moyen terme (3)			Dettes à court terme (4)			Avoirs des particu- liers en comptes- chèques postaux (5)	Dettes totales (1) (6)	
	intérieure			inté- rieure	exté- rieure	totale	inté- rieure	exté- rieure (2)	totale			
	directe	indirecte	totale									exté- rieure (1) (2)
1940 Mars	26.184	8.910	35.094	4.936	1.259	—	1.259	6.234	713	6.947	3.384	51.620
1949 Décembre	110.725	9.021	119.746	14.239	38.258	1.748	40.006	58.411	504	58.915	19.181	252.087
1950 Janvier	110.394	9.001	119.395	14.133	38.281	1.748	40.029	58.443	1.103	59.546	17.279	250.382
Février	109.414	8.995	118.409	14.140	38.806	1.751	40.557	58.714	1.105	59.819	18.048	249.873
Mars	108.556	8.987	117.543	14.205	38.869	1.508	40.375	60.321	1.108	61.429	17.175	250.727
Avril	107.872	8.979	116.851	14.190	39.381	1.505	40.886	61.838	1.108	62.946	17.472	252.345
Mai	107.381	8.972	116.353	14.201	38.842	1.508	40.350	60.917	859	61.776	17.556	250.236
Juin	106.979	8.960	115.939	14.123	39.409	1.512	40.921	60.307	1.112	61.419	17.619	250.020
Juillet	106.610	8.957	115.567	14.033	39.409	1.512	40.921	60.629	1.364	61.993	17.654	250.168
Août	106.263	8.956	115.219	13.992	39.051	1.512	40.563	59.323	1.364	60.687	18.274	248.735
Septembre	105.973	8.949	114.922	13.985	39.654	1.260	40.914	58.993	1.363	60.356	17.517	247.694
Octobre	105.271	8.939	114.210	14.054	40.049	1.255	41.304	58.593	1.993	60.586	17.951	248.105
Novembre	104.942	8.932	113.874	13.986	39.571	1.248	40.819	60.335	1.981	62.316	17.560	248.555
Décembre	104.549	8.924	113.473	13.982	38.824	1.250	40.074	60.229	1.995	62.224	18.609	248.362
1951 Janvier	104.311	8.902	113.213	13.965	39.204	1.258	40.462	59.251	2.012	61.263	18.015	248.918
Février	103.939	8.895	112.834	13.992	39.061	1.257	40.318	59.505	2.010	61.515	18.050	240.715

(1) Non compris les dettes intergouvernementales résultant de la guerre 1914-1918.

(2) Le montant des dettes extérieures est établi d'après le cours des changes à la date indiquée. Au 31 mars 1940, les emprunts 5 1/2 p. c. 1932 et 1934 sont décomptés sur la base de fr. belges 195,675 pour 100 francs français de capital nominal.

(3) Certificats de trésorerie à échéance de plus d'un an.

(4) Certificats à un an d'échéance au plus.

(5) Sauf au 31 mars 1940, ces avoirs sont représentés à concurrence de 6.494 millions de francs par des certificats de trésorerie.

(6) Non compris la Dotation des Combattants.

II — SITUATION DES AVOIRS EN EFFETS PUBLICS
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A 120 jours au maximum	A cinq ans au plus	A plus de cinq ans	Créance consolidée sur l'Etat	Effets publics nationaux	Total
	Certificats de trésorerie					
		(3)	(4)	(5)	(6)	
1940 Mars	3.338 (1)	152	931	—	—	4.421
1947 Juin	48.389	550	1.137	—	—	50.076
Septembre	48.884	550	1.137	—	—	50.571
Décembre	50.193	550	1.137	—	—	51.880
1948 Mars	50.219	550	1.137	—	—	51.906
Juin	49.541	550	1.137	—	—	51.227
Septembre	3.239 (2)	—	—	35.000	742	38.981
Décembre	4.840	—	—	35.000	865	40.705
1949 Mars	3.529	—	—	34.991	915	39.435
Juin	2.640	—	—	34.991	916	38.547
Septembre	5.499	—	—	34.991	915	41.405
Décembre	6.288	—	—	34.991	915	42.194
1950 Mars	5.852 (2)	—	—	34.939	1.013	41.804
Juin	5.016 (2)	—	—	34.939	1.062	41.017
Septembre	2.881 (2)	—	—	34.939	1.079	38.899
Décembre	4.136 (2)	—	—	34.939	1.077	40.152

(1) Dont 263 millions de francs de titres assimilés.

(2) Convention du 14 septembre 1948, conclue en vertu de l'art. 13 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

(3) Sauf au 31 mars 1940, titres acquis en vertu de la loi du 19 juillet 1932.

(4) Sauf au 31 mars 1940, y compris le montant du Bon du Trésor remis à la Banque Nationale en vertu de la loi du 27 décembre 1930, soit 500 millions de francs.

(5) Art. 3, § b), de la loi du 28 juillet 1948 relative à l'assainissement du bilan de la Banque Nationale de Belgique.

(6) Art. 14 de la loi organique de la Banque Nationale de Belgique.

III — RENDEMENT DES IMPOTS

a) Recettes fiscales sans distinction d'exercice

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

PÉRIODES	Contributions directes	Douanes et accises	Enregistrement	Recettes globales pour la période	Recettes globales cumulatives de janvier au mois indiqué inclusivement
1949.....	24.098	11.459	19.791	55.348	—
1950.....	26.454	11.793	19.851	58.098	—
1949 Décembre.....	2.426	1.156	1.941	5.523	55.348
1950 Janvier.....	3.313	929	1.723	5.965	5.965
Février.....	2.081	876	1.498	4.455	10.420
Mars.....	2.097	1.044	1.496	4.637	15.057
Avril.....	2.199	891	1.479	4.569	19.626
Mai.....	2.342	907	1.192	4.441	24.067
Juin.....	2.396	1.035	1.601	5.032	29.099
Juillet.....	2.691	930	1.658	5.279	34.378
Août.....	1.625	954	1.613	4.192	38.570
Septembre.....	1.493	1.097	1.750	4.340	42.910
Octobre.....	1.916	1.085	2.013	5.014	47.924
Novembre.....	2.045	1.060	1.885	4.990	52.914
Décembre.....	2.255	986	1.943	5.184	58.098
1951 Janvier.....	3.722	1.015	1.875	6.612	6.612
Février.....	2.615	982	1.861	5.458	12.070

b) Recettes totales effectuées jusqu'au 28 février 1951 pour les exercices 1950 et 1951

(non compris les additionnels provinciaux et communaux)

(millions de francs)

Source : *Moniteur belge*.

	EXERCICE 1950		EXERCICE 1951		FÉVRIER 1951
	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées	Evaluations budgétaires	Recettes effectuées pour l'exercice 1951
I. Contributions directes.....	22.169	22.517	2.099	1.760	1.092
II. Douanes et accises.....	11.805	11.238	1.919	1.824	976
dont douanes.....	3.975	3.000	705	609	361
accises.....	7.039	8.121	1.079	1.183	539
taxes spéciales de consommat.....	682		111		70
III. Enregistrement.....	19.923	19.486	3.731	3.454	1.860
dont enregistrement.....	1.928	1.800	281	313	144
successions.....	877	975	155	136	82
timbres et taxes assimilées..	16.920	16.500	3.266	2.971	1.620
TOTAL....	53.897	53.241	7.749	7.033	3.928
Différence par rapport aux éval. budg.		+ 656		+ 711	

NOTE. — Pour les impôts directs, la période de perception dépasse l'année civile. Les chiffres pour cette catégorie d'impôts ne sont donc définitifs qu'à la clôture de l'exercice.

LES REVENUS ET L'ÉPARGNE

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES

Dividendes et coupons d'obligations mis en paiement en décembre 1950

Source : Institut National de Statistique.

RUBRIQUES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dette obligataire (1)	Coupons d'obligations bruts (2)
	recensées	en bénéfice	en perte			Bénéfice	Perte			
(milliers de francs)										
A — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique										
Banques	3	3	—	210 460	206.006	25.886	—	18.600	7.862	86
Assurances	—	—	—	—	—	—	—	—	13	—
Opérations financières et immobilières	35	25	10	332.807	148.887	26.640	1.679	21.966	724.041	29.903
Commerce de détail	7	6	1	277.100	52.501	38.386	103	23.123	14.496	580
Commerce de gros et commerce extérieur	63	38	25	106.824	78.397	24.214	2.260	8.169	22.255	1.344
Fabrications métalliques	24	16	8	165.870	257.327	36.764	4.791	14.405	54.910	2.968
Métallurgie du fer	3	3	—	242.200	167.565	47.203	—	36.200	87.030	4.145
Métaux non ferreux	1	1	—	65.210	513.663	40.595	—	15.774	6.511	287
Industrie textile	15	12	3	65.210	66.362	6.721	594	4.282	106.176	5.065
Industries alimentaires	17	15	2	208.330	176.147	32.425	54	18.112	41.134	2.134
Industrie du bois	3	—	3	29.600	14.377	—	—	534	—	—
Industrie chimique	14	10	4	295.800	191.702	23.367	2.125	12.761	194.556	8.317
Industrie du verre	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Electricité	3	3	—	409.840	5.069	35.719	—	26.752	206.987	9.980
Gaz	—	—	—	—	—	—	—	—	2.339	102
Eau	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Cuir	1	—	1	450	11	—	263	—	1.250	69
Papier et imprimerie	8	3	5	45.690	54.678	2.436	5.980	2.036	5.425	279
Transport	6	3	3	3.524	748	220	1.078	—	26.295	1.381
Tourisme	8	4	4	3.898	28.299	193	795	—	3.000	135
Intermédiaires	2	2	—	1.570	1.184	700	—	—	2.660	133
Déchets et matières de récupération	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Constructions	6	2	4	3.510	3.368	1.704	723	—	11.500	775
Charbons	—	—	—	—	—	—	—	—	102.803	4.479
Terre cuite	2	1	1	5.450	5.566	560	282	—	2.000	100
Ciment et industries connexes	3	2	1	10.832	21.352	2.422	1.126	1.416	5.410	273
Carrières	1	1	—	1.000	1.818	—	—	—	—	—
Chaux	2	1	1	6.970	4.526	3	539	—	432	19
Industries céramiques	2	2	—	6.005	3.593	1.046	—	850	—	—
Industrie du tabac	1	1	—	677	1.713	7	—	—	—	—
Industrie du diamant	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Editions, librairies, presse	4	3	1	2.800	2.117	2.040	36	1.429	—	—
Films, théâtres, attractions	2	1	1	1.580	232	16	249	—	—	—
Artisanat	8	5	3	9.100	2.229	705	275	—	—	—
Agriculture, horticulture, pêche, élevage	—	—	—	—	—	—	—	—	233	19
Divers non dénommés	19	9	10	17.023	14.615	2.210	2.855	1.851	1.154	65
TOTAL...	263	172	91	2.529.330	2.023.588	352.182	26.341	207.726	1.630.472	72.638
B — Sociétés ayant leur principale exploitation au Congo belge										
Banques, sociétés financières	3	—	3	105.770	—	—	1.512	—	—	—
Sociétés commerciales	1	1	—	600	17	129	—	—	6.300	283
Sociétés industrielles	3	2	1	268.750	259.129	94.450	326	85.736	88.000	3.520
Sociétés agricoles	5	5	—	76.620	48.410	21.884	—	13.559	1.000	45
Services publics	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Mines	2	1	1	17.000	3.943	56	69	—	—	—
Construction	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Transports	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
TOTAL...	14	9	5	468.740	311.499	116.519	1.907	99.295	95.300	3.848
C — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger										
Electricité	1	1	—	300	35.595	1.753	—	1.754	—	—
Chemins de fer	1	—	1	2.000	600	—	186	—	1.663	83
Tramways	—	—	—	—	—	—	—	—	102	4
Plantations, sociétés coloniales	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Sociétés diverses	6	3	3	263.250	92.293	1	30.493	—	—	—
TOTAL...	8	4	4	265.550	128.488	1.754	30.679	1.754	1.765	87
TOTAL GÉNÉRAL...	285	185	100	3.263.620	2.463.575	470.455	58.927	308.775	1.727.537	76.573

(1) Les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes.

(2) En outre, il a été mis en paiement pendant le mois de décembre 1950 :

(Milliers de francs)	
Coupons d'Emprunts de l'Etat	220.671
Coupons d'Emprunts de la Colonie	2.114
Coupons d'Emprunts des Provinces et Communes	4.340
Coupons d'Emprunts d'organismes divers	133.920
	360.945
Coupons d'Emprunts extérieurs de l'Etat	7.535

I — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS BELGES ET CONGOLAISES (suite)

Source : Institut National de Statistique.

Tableau rétrospectif

30

PÉRIODES	NOMBRE DE SOCIÉTÉS			Capital versé	Réserves	RÉSULTATS NETS		Dividende brut mis en paiement	Dettes obligataires (1)	Coupons d'obligations bruts
	recensés	en bénéfice	en perte			bénéfice	perte			
1949	9.929	6.952	2.977	86.319.526	85.095.717	13.222.364	1.062.170	7.493.830	(2) 20.216.654	821.978
1950p	11.010	7.550	3.460	97.557.160	84.994.874	13.878.628	1.371.515	8.446.860	(2) 20.128.903	880.134
1949 Octobre	642	428	214	8.448.732	8.483.647	1.242.410	125.840	782.089	1.699.368	62.753
Novembre.....	325	228	97	7.223.212	6.730.607	887.238	39.014	585.165	1.359.013	60.265
Décembre.....	253	175	78	2.755.897	2.776.904	433.404	31.368	280.358	1.764.620	70.871
1950 Janvier.....	97	65	32	1.666.745	639.939	155.956	23.060	91.623	2.481.335	108.072
Février.....	147	103	44	450.462	880.048	361.749	15.888	337.952	1.743.559	76.187
Mars.....	1.476	1.038	438	7.428.459	7.714.979	1.344.033	148.501	787.962	1.435.549	63.036
Avril.....	2.276	1.578	698	19.858.617	14.733.051	2.035.919	354.989	1.184.314	1.785.582	77.990
Mai.....	1.920	1.371	549	20.191.539	20.559.308	2.794.971	191.623	1.638.147	1.387.615	61.518
Juin.....	917	676	241	15.631.259	12.031.056	2.869.930	142.899	1.791.536	1.577.351	68.441
Juillet.....	518	380	138	7.873.833	7.125.584	1.571.985	43.722	881.701	1.902.421	83.136
Août.....	183	125	58	548.667	424.720	92.042	26.008	43.795	1.500.100	63.969
Septembre.....	318	207	111	1.460.983	1.486.976	191.535	30.709	72.313	1.637.636	72.001
Octobre.....	583	387	196	9.623.058	9.054.698	1.011.664	118.404	726.466	1.627.114	71.507
Novembre.....	294	211	83	6.540.602	5.409.615	635.525	31.332	474.920	1.323.104	57.724
Décembre.....	285	185	100	3.263.620	2.463.575	470.455	58.927	308.775	1.727.637	76.573

(1) En ce qui concerne les résultats mensuels, les emprunts recensés se rapportent à des sociétés différentes de celles faisant l'objet des colonnes précédentes. — (2) Au 31 décembre.

II — CAISSE GÉNÉRALE D'ÉPARGNE ET DE RETRAITE

a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne (Épargne pure)

(milliers de francs)

31

PÉRIODES	Versements	Remboursements	Excédents	Solde des dépôts à fin de période	Nombre de livrets à fin d'année
1949.....	8.850.226	6.572.012	2.278.214	30.626.051 (1)	6.953.986 (2)
1950p	8.710.167	7.515.664	1.194.503	32.735.768 (1)	
1949 Décembre.....	871.446	680.092	191.354	30.626.051 (1)	
1950 Janvier.....	1.070.439	504.020	566.419	31.192.470	
Février.....	806.166	494.585	311.581	31.504.051	
Mars.....	972.628	643.782	328.846	31.832.897 (3)	
Avril.....	750.003	716.392	33.611	31.866.508	
Mai.....	671.461	633.928	37.533	31.904.041	
Juin.....	695.869	680.353	15.516	31.919.557	
Juillet.....	633.267	702.417	- 69.150	31.850.407	
Août.....p	586.715	588.249	- 1.534	31.848.873	
Septembre.....p	535.688	779.702	-244.014	31.604.859	
Octobre.....p	666.304	584.843	81.461	31.686.320	
Novembre.....p	660.944	501.240	159.704	31.846.024	
Décembre.....p	679.501 (4)	696.457	- 16.956	32.735.768 (1)	
1951 Janvier.....p	879.437	557.597	321.840	33.057.608	
Février.....p	619.839	725.242	- 105.403	32.952.205	

(1) Y compris les intérêts capitalisés de l'exercice et la dotation aux prisonniers de guerre. — (2) Y compris les livrets des prisonniers de guerre. — (3) Comprend 250 millions à la disposition des prisonniers de guerre. — (4) Y compris les intérêts échus sur obligations de l'Assainissement monétaire s'élevant à 71,4 millions de francs.

b) Versements inscrits aux comptes des affiliés à la Caisse de Retraite (*)

(milliers de francs)

PÉRIODES	Travailleurs manuels			Employés (Lois des 10 mars 1925 et 18 juin 1930)	Totaux
	Loi du 16 mars 1865	Loi du 15 décembre 1937			
		Versements obligatoires	Versements facultatifs		
1948.....	23.170	411.953	58.143	245.256	738.522
1949.....	27.625	392.028	70.042	246.870	736.565
1949 Mai.....	2.445	33.112	5.794	21.253	62.604
Juin.....	2.182	26.670	5.328	20.220	54.400
Juillet.....	1.784	31.318	5.776	20.964	59.842
Août.....	2.086	32.875	6.018	20.019	61.098
Septembre.....	2.072	31.346	6.150	20.435	60.002
Octobre.....	2.217	32.278	5.865	21.267	61.627
Novembre.....	2.522	32.102	5.624	19.689	59.937
Décembre.....	2.320	34.321	6.355	21.377	64.373
1950 Janvier.....	2.498	34.088	7.227	20.070	63.883
Février.....	3.113	32.055	7.169	19.335	61.672
Mars.....	2.673	33.471	7.442	20.787	64.373
Avril.....	2.062	33.595	7.139	20.755	63.551
Mai.....	1.723	32.344	7.207	20.129	61.403
Juin.....	2.501	29.408	6.803	20.820	59.532
Juillet.....	2.792	32.315	6.863	19.983	61.953

(*) Les versements inscrits aux comptes des affiliés « Ouvriers mineurs » (lois coordonnées par arrêté royal du 25 août 1937 et arrêté du 25 février 1947) au Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs ont été respectivement de 146,1 millions de francs en 1947, 193,5 millions de francs (montant provisoire) en 1948 et 209 millions de francs (montant provisoire) en 1949. (Source : Fonds National de Retraite des Ouvriers Mineurs.)

PÉRIODES	INDICE GÉNÉRAL	INDICES PAR INDUSTRIES																							
		Cokeries	Carrières, cimenteries, marbreries	Métallurgie				Industries céramiques, briqueteries	Industries verrières	Industries chimiques	Industries alimentaires	Industries textiles			Construction et travaux publics	Bois et ameublement	Peaux et cuirs	Tabacs	Papier		Art et précision	Transports			Gaz et électricité
				Sidérurgie	Métaux non ferreux	Fonderies, constructions mécaniques et métalliques	Ensemble					Lin, coton, chanvre et jute	Laine, tapis, bonneterie	Ensemble					Fabriques	Imprimerie et transformation		Travail des ports, camionneurs	Chemins de fer (1)	Ensemble (1)	

a) Indice des salaires horaires moyens

1940 Mars	113	117	110	123	115	114	118	107	114	114	110	112	113	112	113	109	118	105	119	106	106	112	104	106	114
1948 Juin	381	361	370	376	362	379	376	366	347	363	362	403	383	393	378	378	359	286	369	411	412	324	343	339	357
Septembre	387	373	372	384	361	386	382	364	356	372	365	414	392	403	382	379	370	287	369	412	330	351	347	369	
Décembre	395	384	380	398	373	390	391	371	373	375	378	417	396	407	384	384	375	288	369	403	337	392	381	373	
1949 Mars	400	382	376	417	384	405	407	369	368	381	383	415	410	412	385	391	378	293	326	387	388	353	393	385	385
Juin	405	400	384	417	395	412	412	371	380	387	388	419	420	419	382	401	382	292	326	387	410	360	390	384	391
Septembre	404	392	391	403	386	416	407	372	377	389	387	413	416	415	389	401	372	312	326	389	410	365	394	388	405
Décembre	406	392	389	404	387	419	409	378	377	391	395	418	412	415	394	398	383	313	326	388	408	374	395	391	442
1950 Mars	407	404	390	403	387	417	408	379	383	392	392	416	417	417	395	394	380	312	330	398	406	375	397	392	448
Juin	415	412	397	409	393	424	414	388	389	394	397	426	431	428	418	411	403	312	330	397	421	369	394	389	456
Septembre	421	415	398	414	415	425	420	392	396	402	401	438	438	438	419	419	401	312	343	397	431	382	400	396	453
Décembre (2)	439	463	418	443	449	443	444	416	438	431	429	457	461	459	421	435	426	338	363	417	438	412	401	403	78

b) Indice des salaires des ouvriers qualifiés ou spécialisés

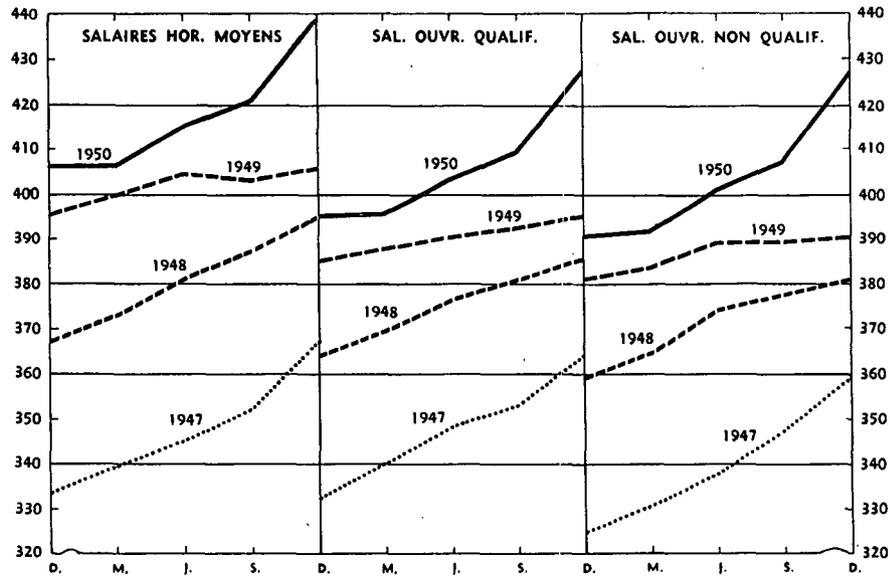
1940 Mars	115	113	112	126	117	114	119	107	111	115	110	111	111	111	114	109	120	108	118	107	126	113	—	—	115
1948 Juin	376	331	355	348	359	355	356	324	366	350	362	428	409	418	367	349	369	280	390	397	311	—	—	—	361
Septembre	381	352	358	360	366	367	364	361	334	375	354	439	415	427	369	348	374	281	390	393	311	—	—	—	367
Décembre	385	352	369	367	376	372	371	368	343	375	365	435	413	424	374	354	376	282	328	390	387	315	—	—	371
1949 Mars	388	358	367	384	387	386	386	365	356	379	370	419	425	422	377	344	377	286	328	409	400	315	—	—	388
Juin	391	366	371	385	392	394	390	369	360	380	371	425	422	424	376	350	383	285	329	408	402	315	—	—	389
Septembre	392	371	379	369	387	397	385	376	371	384	371	432	428	430	383	349	389	302	328	409	397	315	—	—	425
Décembre	395	371	374	374	385	400	389	375	377	391	374	435	427	431	389	348	392	302	328	407	397	315	—	—	458
1950 Mars	396	371	376	374	384	398	387	375	368	394	383	433	424	428	392	351	387	302	330	418	399	330	—	—	464
Juin	403	371	377	377	390	402	391	380	368	394	388	433	438	435	409	373	412	301	330	416	407	330	—	—	467
Septembre	409	371	376	380	421	402	396	387	372	400	394	452	448	450	411	379	409	301	348	416	406	335	—	—	467
Décembre (2)	427	396	395	401	449	418	415	404	424	419	416	471	465	468	412	396	437	327	365	434	416	364	—	—	485

c) Indice des salaires des ouvriers non qualifiés ni spécialisés

1940 Mars	113	112	112	125	117	109	116	106	113	116	111	112	112	112	113	106	116	107	118	106	119	108	—	—	116
1948 Juin	374	323	367	365	378	359	364	370	322	339	337	405	410	408	370	346	336	273	391	412	339	—	—	—	349
Septembre	378	345	372	373	383	363	369	370	321	352	337	420	416	418	362	348	351	290	391	409	339	—	—	—	358
Décembre	381	338	380	383	394	366	376	379	328	352	349	417	412	415	365	348	355	290	291	391	405	339	—	—	361
1949 Mars	383	352	379	406	412	377	392	379	336	352	353	415	415	415	368	348	358	295	291	375	388	339	—	—	378
Juin	389	363	380	406	422	392	401	385	329	354	354	417	417	417	372	384	359	283	292	375	397	339	—	—	378
Septembre	389	372	387	394	414	389	394	392	346	359	354	427	411	419	378	384	341	311	291	375	389	339	—	—	394
Décembre	390	372	386	392	414	391	394	392	348	366	358	427	411	417	381	380	343	297	291	379	401	339	—	—	420
1950 Mars	392	372	388	394	415	394	397	392	362	366	364	418	413	415	383	376	342	297	297	384	398	351	—	—	428
Juin	401	372	387	397	413	399	400	404	367	370	366	427	432	429	410	401	362	309	297	384	413	351	—	—	430
Septembre	407	372	393	399	434	399	403	411	374	375	371	437	446	441	410	398	362	311	311	384	422	375	—	—	429
Décembre (2)	427	399	412	425	464	421	428	436	422	400	394	459	479	469	411	410	383	349	333	406	439	408	—	—	450

(1) Nous ne possédons pas d'éléments pour le calcul des indices des salaires des ouvriers qualifiés et non qualifiés des chemins de fer. Seul le salaire moyen nous est connu.
 (2) Ces indices tiennent compte de la partie, relative au mois de décembre, de la prime compensatoire prévue par le *Moniteur belge* du 13 janvier 1951.

PÉRIODES	1947	1948	1949	1950
Salaires horaires moyens.				
Mars	330	373	400	407
Juin	345	381	405	415
Septembre	352	387	404	421
Décembre	367	395	406	439
Salaires ouvriers qualifiés.				
Mars	340	369	388	396
Juin	348	376	391	403
Septembre	353	381	392	409
Décembre	364	385	395	427
Salaires ouvriers non qualifiés.				
Mars	331	364	383	392
Juin	338	374	389	401
Septembre	347	378	389	407
Décembre	359	381	390	427



LE MOUVEMENT DES AFFAIRES

I — ACTIVITE DES CHAMBRES DE COMPENSATION

a) Mouvement du débit

PÉRIODES	CHAMBRES DE COMPENSATION						
	Nombre de chambres à fin de période	BRUXELLES		PROVINCE		BRUXELLES ET PROVINCE	
		Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)	Nombre de pièces compensées (milliers)	Capitaux compensés (millions de francs)
1949 Moyenne mensuelle	38 (1)	136	198.476	146	43.700	282	242.176
1950 Moyenne mensuelle	38 (1)	148	195.102	158	45.361	306	240.463
1950 Février	38	140	160.361	148	39.321	288	199.682
Mars	38	159	202.757	170	47.342	329	250.099
Avril	38	139	203.354	151	43.502	290	246.856
Mai	38	145	189.700	157	33.938	302	228.638
Juin	38	151	198.406	162	43.636	313	242.042
Juillet	38	141	184.489	148	43.700	289	228.189
Août	38	140	193.070	146	44.132	286	237.202
Septembre	38	148	203.843	161	51.239	309	255.082
Octobre	38	158	200.788	173	50.687	331	251.475
Novembre	38	149	193.081	161	45.123	310	238.204
Décembre	38	154	220.077	170	55.367	324	275.444
1951 Janvier	38	158	213.396	171	51.754	329	265.150
Février	38	150	204.387	167	52.036	317	256.423

(1) Au 31 décembre.

b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles (mouvement du débit)

PÉRIODES	Call money (1)		Titres, effets publics et coupons		Virements, chèques, lettres de change, promesses, quittances, etc.		Opérations sur l'étranger		Totaux	
	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)	Nombre de pièces	Capitaux (millions de francs)
1949 Moyenne mensuelle	3.813	131.062	1.518	7.356	128.756	57.274	2.158	2.784	136.245	198.476
1950 Moyenne mensuelle	3.231	122.070	1.685	7.613	139.970	61.386	2.638	4.033	147.524	195.102
1950 Février	3.564	92.268	1.451	5.953	132.291	59.000	2.304	3.140	139.610	160.361
Mars	3.728	127.618	1.708	7.869	151.302	63.333	2.742	3.937	159.480	202.757
Avril	3.128	137.427	1.455	7.655	132.348	55.173	2.305	3.099	139.236	203.354
Mai	2.799	116.411	1.757	9.589	138.516	60.607	2.380	3.093	145.452	189.700
Juin	2.967	128.207	1.987	7.459	143.697	58.216	2.622	4.524	151.273	198.406
Juillet	2.739	112.189	1.775	9.558	133.824	58.634	2.493	4.108	140.831	184.489
Août	3.638	117.361	1.972	9.160	131.505	63.066	2.436	3.483	139.551	193.070
Septembre	3.610	130.511	1.776	6.835	139.525	61.169	2.895	5.328	147.806	203.843
Octobre	4.078	122.169	1.604	8.530	148.765	65.159	3.176	4.930	157.623	200.788
Novembre	3.020	115.897	1.407	5.591	141.468	67.364	2.772	4.229	148.667	193.081
Décembre	2.312	136.902	1.639	6.246	147.529	71.852	3.008	5.077	154.488	220.077
1951 Janvier	2.295	134.924	1.580	8.523	151.777	65.324	2.753	4.625	158.405	213.396
Février	2.217	123.174	1.498	6.556	143.440	70.837	2.445	3.820	149.600	204.387

(1) Y compris les remboursements des capitaux prêtés la veille en call money.

II — MOUVEMENT DES CHEQUES POSTAUX

(millions de francs)

PÉRIODES	Nombre de comptes à fin de période	Avoir global (*) (moyenne journalière)	Avoir des particuliers (*) (*)	CRÉDIT		DÉBIT		Mouvement général	Opérations sans emploi de numéraire %	Vitesse de circulation (2)
				Versements	Virements	Chèques et divers	Virements			
1949 Moyenne mensuelle	(1)632.415	27.972	20.287	22.948	61.427	22.946	61.427	168.748	91	3,31
1950 Moyenne mensuelle	(1)637.348	27.093	19.529	23.037	61.823	23.210	61.823	169.893	91	3,44
1949 Décembre	632.415	28.338	20.543	25.865	68.109	23.529	68.109	185.612	92	3,31
1950 Janvier	633.989	29.917	20.240	22.812	66.092	26.095	66.092	181.091	91	3,39
Février	634.360	27.403	19.590	22.968	60.282	22.530	60.282	166.062	91	3,51
Mars	634.716	27.189	18.992	23.809	63.861	23.404	63.861	174.935	91	3,29
Avril	635.015	27.046	19.446	21.182	58.436	22.288	58.436	160.342	91	3,42
Mai	635.380	26.789	19.406	24.372	62.986	23.889	62.986	174.233	91	3,59
Juin	635.436	26.984	19.308	22.824	60.845	22.511	60.845	167.025	91	3,27
Juillet	635.902	27.128	19.696	22.470	56.683	23.115	56.683	168.951	90	3,38
Août	635.960	26.372	19.546	22.779	59.221	22.772	59.221	163.993	91	3,30
Septembre	636.499	26.105	19.243	22.024	59.891	21.825	59.891	163.630	90	3,31
Octobre	637.168	26.746	19.525	24.389	65.103	23.797	65.103	178.392	92	3,51
Novembre	637.362	27.038	19.678	23.057	65.172	24.622	65.172	178.023	92	3,79
Décembre	637.348	26.487	19.717	23.758	63.299	21.672	63.299	172.028	91	3,55
1951 Janvier	637.293	28.056	19.885	24.850	69.496	26.606	69.496	190.448	91	3,59
Février	637.378	26.223	19.413	24.913	65.890	25.297	65.890	181.990	92	3,97

(1) Au 31 décembre.

(2) Rapport par mois-type de 25 jours, du mouvement du débit à l'avoir journalier moyen.

(*) Ces avoirs comprennent : les avoirs libres temporairement indisponibles et les titres de l'Emprunt d'Assainissement monétaire remis en représentation des avoirs définitivement bloqués.

LES PRIX

a) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

45 Source : Ministère des Affaires économiques — Service de l'Index.

PÉRIODES	Indice général	Produits minéraux								Produits chimiques			Peaux et cuirs	
		Produits agricoles du règne animal	Produits agricoles du règne végétal	Matières grasses	Indice général du groupe	Charbon	Sous-produits du charbon	Produits pétroliers	Minerais et métaux bruts	Produits des carrières	Indice général du groupe	Produits chimiques		Engrais chimiques
Nombre de produits..	135	13	14	2	19	4	4	3	5	3	11	8	3	5
1949 Moyenne mens.	370	410	406	372	379	504	362	253	377	420	286	295	262	376
1950 Moyenne mens.	368	370	456	383	372	529	351	230	355	443	287	295	267	410
1949 Décembre	365	384	425	355	371	529	367	254	321	433	285	294	261	373
1950 Janvier	366	364	453	340	358	529	336	234	318	433	286	295	262	373
Février	364	351	442	345	357	529	336	234	313	433	286	292	271	371
Mars	360	336	439	347	353	529	336	224	308	434	278	281	271	371
Avril	362	336	446	349	353	529	336	215	314	437	278	280	271	370
Mai	365	330	457	353	357	529	336	215	328	438	281	285	271	371
Juin	365	326	434	351	362	529	336	222	336	443	281	290	258	371
Juillet	379	384	449	367	366	529	336	228	345	446	281	286	268	377
Août	396	398	460	385	374	529	336	229	374	447	283	292	262	400
Septembre	417	393	481	430	388	529	369	229	398	448	294	304	267	487
Octobre	423	399	465	434	395	529	373	243	405	449	299	312	268	503
Novembre	426	398	468	440	398	529	390	243	402	450	298	311	267	498
Décembre	438	423	479	456	403	529	390	243	421	454	298	311	265	533
1951 Janvier	456	419	498	502	415	529	395	251	455	454	305	319	270	584
Février	471	421	506	535	421	529	395	254	477	458	319	339	271	611

PÉRIODES	Caoutchouc	Bois	Papiers et cartons	Produits textiles						Matériaux de construction	Métaux et produits métalliques			
				Indice général du groupe	Laine	Lin	Coton	Jute	Fibres artificielles		Indice général du groupe	Sidérurgie	Fabr. métallique	Non ferreux
Nombre de produits..	1	6	4	21	5	5	6	2	3	13	26	9	13	4
1949 Moyenne mens.	168	545	384	368	345	323	441	540	275	390	336	330	321	405
1950 Moyenne mens.	384	552	424	431	493	367	519	553	267	410	348	344	322	463
1949 Décembre	177	527	337	375	363	328	457	535	264	403	321	301	314	396
1950 Janvier	177	533	335	389	391	342	472	537	264	405	320	301	314	392
Février	186	538	338	390	393	346	467	537	266	407	317	302	307	392
Mars	188	538	341	389	394	342	465	537	266	407	317	300	307	393
Avril	247	538	344	391	403	339	470	537	266	405	316	294	307	404
Mai	324	531	352	395	431	319	485	535	266	406	319	293	309	426
Juin	280	531	375	394	427	321	478	535	268	406	327	308	311	445
Juillet	355	525	416	404	430	334	502	530	268	413	336	325	313	457
Août	460	530	450	424	475	349	521	544	271	413	367	378	328	499
Septembre	498	556	506	464	601	368	559	556	273	413	390	405	344	535
Octobre	607	569	535	481	628	405	565	579	264	414	392	408	346	541
Novembre	645	609	530	508	665	456	587	589	264	414	383	401	336	532
Décembre	642	631	567	538	680	478	656	621	271	414	387	409	336	543
1951 Janvier	692	641	597	607	777	543	773	680	276	414	399	423	347	561
Février	756	656	665	634	820	577	801	719	279	423	413	438	361	566

b) INDICES DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE ET A L'ETRANGER

Base : moyenne 1948 = 100

PÉRIODES	Belgique (Ministère des Affaires économiques)	Etats-Unis (Department of Labor, Bureau Labor Statistics)	France (Statistique générale de la France)	Pays-Bas (Centraal Bureau voor de Statistiek)	Royaume-Uni (Board of Trade)	Suède (Administration du Commerce)	Suisse (Office fédéral de l'Industrie, des Arts et Métiers et du Travail)
1949 Moyenne mens.	95	94	112	104	105	101	95
1950 Moyenne mens.	100	98	127	117	120	106	94
1949 Décembre	94	92	117	110	110	102	92
1950 Janvier	94	92	120	112	111	102	91
Février	94	93	120	114	112	103	90
Mars	93	93	123	114	112	103	90
Avril	93	93	122	113	114	103	89
Mai	94	94	122	113	116	103	91
Juin	94	95	119	115	117	104	90
Juillet	97	99	124	115	119	105	92
Août	102	101	129	117	120	105	94
Septembre	107	103	131	120	124	108	98
Octobre	109	103	133	122	127	107	98
Novembre	110	104	135	125	132	114	99
Décembre	113	106	141	128	133	118	101
1951 Janvier	117	^p 109		^p 135	137		^p 104
Février	121				^p 139		

c) INDICES DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

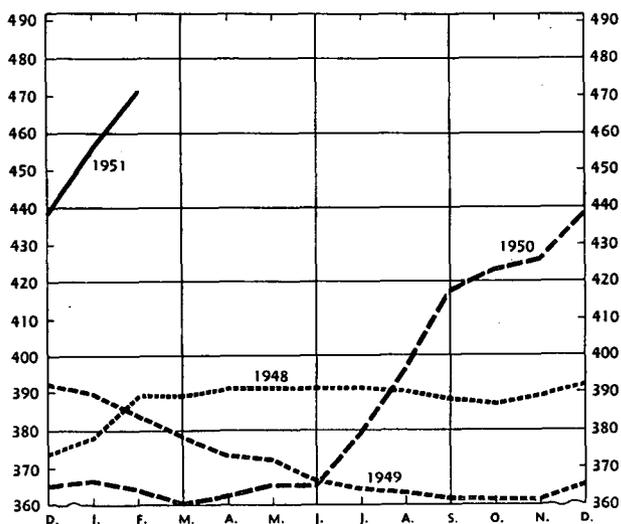
Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires
Nombre de produits	56	34	22
1949 Moyenne mensuelle	381	364	408
1950 Moyenne mensuelle	377	354	414
1950 Janvier	373	354	404
Février	373	352	406
Mars	371	347	408
Avril	370	345	408
Mai	370	344	409
Juin	368	340	409
Juillet	369	341	411
Août	376	353	413
Septembre	392	371	422
Octobre	395	373	428
Novembre	388	365	424
Décembre	384	359	423
1951 Janvier	389	364	428
Février	399	370	444
Mars	410	376	467

INDICE GENERAL DES PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

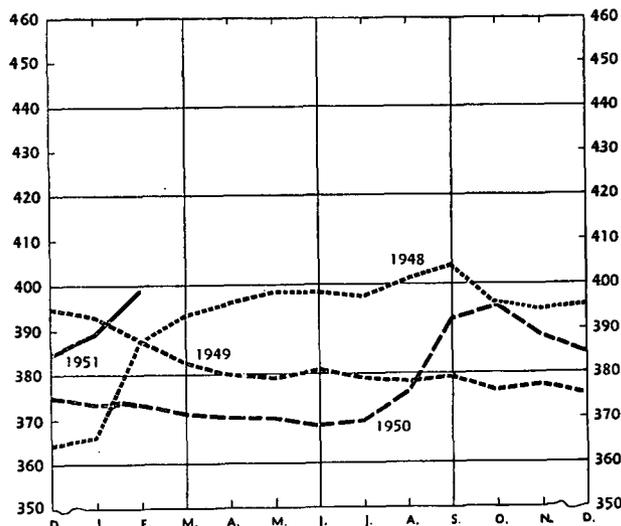
PÉRIODES	1948	1949	1950	1951
Janvier	378	390	366	456
Février	389	384	364	471
Mars	389	378	360	
Avril	391	373	362	
Mai	391	372	365	
Juin	391	366	365	
Juillet	391	364	379	
Août	390	363	396	
Septembre	388	361	417	
Octobre	387	361	423	
Novembre	389	361	426	
Décembre	392	365	438	



INDICE GENERAL DES PRIX DE DETAIL EN BELGIQUE

Base : période 1936 à 1938 = 100

PÉRIODES	1948	1949	1950	1951
Janvier	366	393	373	389
Février	387	388	373	399
Mars	393	382	371	
Avril	396	380	370	
Mai	398	379	370	
Juin	397	381	368	
Juillet	396	379	369	
Août	400	378	376	
Septembre	403	379	392	
Octobre	395	376	395	
Novembre	394	377	388	
Décembre	395	375	384	



LA PRODUCTION

I — PRODUCTION CHARBONNIERE ET METALLURGIQUE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Administration des Mines).

PÉRIODES	MINES DE HOUILLE									
	NOMBRE MOYEN D'OUVRIERS PRÉSENTS		PRODUCTION PAR BASSIN (milliers de tonnes)						Nombre moyen de jours d'extraction	Stock à fin de mois (milliers de tonnes)
	du fond	fond et surface	Mons	Centre	Charleroi	Liège	Campine	TOTAL		
1936-1938 Moyenne mensuelle ..	87.252	125.866	408	353	640	451	541	(1) 2.425	24,0	1.502
1949 Moyenne mensuelle	102.742	146.394	383	312	588	375	663	2.321	23,9	(2) 1.818
1950 Moyenne mensuelle	92.184	133.320	387	276	563	372	677	2.275	23,8	(2) 1.031
1949 Novembre	100.311	143.511	404	309	589	394	698	2.394	24,0	2.051
Décembre	97.658	140.212	440	323	647	428	736	2.574	26,0	1.813
1950 Janvier	94.807	137.795	435	325	612	403	708	2.483	25,9	1.668
Février	96.013	137.928	383	288	568	363	673	2.274	23,2	1.679
Mars	95.703	137.373	423	309	628	400	768	2.529	25,9	1.777
Avril	95.953	137.982	403	292	587	381	687	2.350	23,8	2.073
Mai	96.841	138.870	382	272	562	375	626	2.217	22,7	2.330
Juin	94.410	136.089	382	286	617	404	636	2.326	24,3	2.682
Juillet	84.305	123.443	249	159	377	259	577	1.621	18,4	2.610
Août	86.060	125.663	356	236	502	285	646	2.025	22,9	2.435
Septembre	87.630	128.269	410	291	584	400	672	2.357	25,7	2.019
Octobre	89.054	129.752	423	299	599	405	699	2.425	25,9	1.661
Novembre	93.340	134.414	409	286	577	395	716	2.383	24,1	1.337
Décembre	91.731	132.262	390	270	546	395	712	2.313	23,3	1.031
1951 Janvier	p		418	300	582	412	782	2.494		(3) 782

(1) Y compris 32.000 tonnes provenant du bassin de Namu. Les charbonnages qui faisaient partie de ce bassin ont été répartis en 1942 entre les bassins de Liège et de Charleroi. — (2) A fin d'année. — (3) Stock au 28 janvier 1951.

PÉRIODES	COQUES		AGGLOMÉRÉS		Hauts fourneaux en activité (à la fin de la période)	PRODUCTION MÉTALLURGIQUE (milliers de tonnes)				
	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers	Production (milliers de tonnes)	Nombre moyen d'ouvriers		Fonte	Acier brut	Pièces d'acier moulées	Acier fini	Fer fini
1936-1938 Moyenne mensuelle ..	451	3.831	113	855	(1) 37	261	253	6,0	198	3,9
1949 Moyenne mensuelle	414	4.461	63	503	(2) 34	312	315	5,6	256	2,3
1950 Moyenne mensuelle	382	4.157	85	526	(2) 45	308	310	3,7	243	2,5
1949 Novembre	382	4.223	84	513	34	269	270	4,4	205	2,3
Décembre	399	4.185	92	507	34	288	299	4,6	235	2,5
1950 Janvier	405	4.132	83	510	35	303	311	3,9	228	2,2
Février	372	4.119	81	518	36	271	289	3,5	210	2,7
Mars	391	4.025	68	475	37	310	298	3,8	235	3,1
Avril	365	3.906	65	463	38	285	281	3,3	228	2,1
Mai	369	3.714	61	443	37	292	291	3,4	223	1,1
Juin	342	3.956	59	443	36	295	297	3,6	238	2,2
Juillet	300	4.279	48	487	33	220	212	2,2	155	1,4
Août	343	4.272	72	511	38	269	282	3,6	220	2,5
Septembre	391	4.287	110	562	41	333	364	4,2	288	3,2
Octobre	439	4.407	123	616	44	384	397	4,3	310	3,2
Novembre	409	4.357	120	630	46	362	364	4,3	286	2,7
Décembre	459	4.430	124	674	45	373	374	4,2	290	3,4

(1) Au 31 décembre 1938. — (2) Au 31 décembre.

II — INDUSTRIE TEXTILE

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut National de Statistique).

PÉRIODES	PRODUCTION DE FILS (tonnes)							PRODUCTION DE TISSUS ÉCRUS TOMBÉS DE MÉTIERS (POUR COMPTE PROPRE, SERVICES PUBLICS ET ORDRES À FAÇON) (tonnes)					
	Fil de lin	Fil de jute	Fil de chanvre	Fil de coton		Fil de laine		Lin	Jute	Coton	Laine	Rayonne	
				fin	cardé	peignée	cardée						
1949 Moyenne mensuelle	616	3.686	183	6.181	846	1.485	1.484	422	2.658	4.955	1.780	438	
1950 Moyenne mensuelle	791	4.331	201	7.174	1.029	1.759	1.590	642	3.239	6.122	2.200	516	
1949 Novembre	651	3.553	171	6.348	848	1.710	1.599	490	2.853	5.121	1.890	448	
Décembre	753	4.233	162	6.867	958	1.982	1.643	571	3.080	5.540	2.067	465	
1950 Janvier	839	4.128	184	6.733	974	1.702	1.460	611	2.800	5.702	2.011	468	
Février	776	4.263	183	6.700	997	1.776	1.509	605	2.956	5.816	2.034	475	
Mars	883	4.733	214	8.455	1.109	1.972	1.622	769	3.628	6.630	2.294	630	
Avril	821	4.075	183	6.882	992	1.923	1.477	612	3.232	5.860	2.134	482	
Mai	647	4.055	161	7.060	924	1.447	1.456	601	3.041	5.810	2.374	516	
Juin	266	3.382	113	2.555	661	1.471	1.290	198	1.344	2.344	1.596	153	
Juillet	675	3.797	175	6.256	1.010	1.181	1.264	635	3.195	5.547	1.759	523	
Août	837	4.268	165	7.967	1.090	1.840	1.667	645	3.269	6.550	2.204	540	
Septembre	951	4.726	229	8.211	1.135	1.822	1.968	723	3.919	7.198	2.438	538	
Octobre	972	4.951	302	8.365	1.190	2.215	1.936	816	3.789	7.459	2.645	612	
Novembre	897	4.792	237	8.875	1.163	1.899	1.769	767	3.907	7.646	2.578	625	
Décembre	925	4.797	270	8.031	1.104	1.854	1.658	747	3.782	6.868	2.331	631	
1951 Janvier	p	1.074	5.064	333	8.228	1.171	2.053	1.776	794	3.675	7.347	2.437	608

(1) Y compris les tapis en jute. — (2) Tissus en coton purs ou mélangés de fibres de rayonne, y compris les couvertures et les tapis en coton, les torchons, le coutil à matelas, les tissus d'ameublement, le velours et les tissus pour pantoufles pour 1948. A partir de 1949, les tissus spéciaux ont été répartis, selon leur nature, entre les rubriques lin, coton, rayonne et fibres de rayonne. — (3) Y compris couvertures et tapis en laine.

III — PRODUCTIONS DIVERSES

56

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes (Institut national de Statistique).

PÉRIODES	CIMENT	CHAUX (tonnes)	CALCAIRES	AMMONIAQUE DE SYNTHÈSE ET DÉRIVÉS		ENGRAIS COMPOSÉS (tonnes)	PAPIER		BRIQUES	
				(tonnes d'azote primaire)	(tonnes d'azote dans les engrais finis)		Papier (tonnes)	Cartons (tonnes)	Briques ordinaires (milliers de pièces)	Briques de parement
1938 Moyenne mensuelle	250.000	(1) 117.382	(1) 155.538				15.462			
1949 Moyenne mensuelle	243.750	128.794	114.883	14.205	12.619	4.956	20.101	1.545	158.079	15.095
1950 Moyenne mensuelle	296.436	105.219	139.799	13.113	12.235	4.860	23.458	1.641	152.641	14.341
1949 Novembre	273.330	113.625	126.785	14.835	13.146	5.287	18.884	1.306	155.404	12.269
Décembre	238.445	122.922	94.166	14.909	13.915	6.837	22.457	1.604	136.040	12.854
1950 Janvier	217.874	118.111	86.001	14.153	13.032	7.087	22.032	1.260	125.667	12.345
Février	194.944	109.995	103.560	13.067	11.938	7.453	20.714	1.407	106.999	9.947
Mars	285.481	118.394	136.192	15.117	13.826	11.090	24.497	1.789	102.957	12.413
Avril	295.586	95.956	134.942	14.365	13.192	5.115	22.308	1.293	100.274	12.875
Mai	311.342	96.392	172.490	14.315	13.805	1.554	22.728	1.502	151.156	13.133
Juin	325.789	100.599	186.873	12.356	11.993	935	24.633	1.469	172.169	17.453
Juillet	286.149	90.133	133.032	10.397	9.361	1.105	18.837	1.307	178.159	17.790
Août	328.260	115.488	166.558	11.475	10.567	2.645	22.875	1.595	195.122	17.179
Septembre	346.577	131.629	160.986	12.233	11.572	6.106	25.805	1.993	188.916	15.368
Octobre	375.665	95.721	168.523	13.416	12.243	4.317	26.278	2.035	190.932	14.632
Novembre	322.976	85.451	144.478	12.063	11.482	5.793	24.869	2.075	165.269	13.487
Décembre	266.538	104.757	83.958	14.395	13.807	5.120	25.925	1.967	156.081	15.475
1951 Janvier	244.241 ^p	178.734 ^p	88.015	15.182	13.330	9.431 ^p	27.512 ^p	2.175 ^p	146.147 ^p	16.130

(1) Moyenne mensuelle 1937-1938-1939.

Source : Administration des Douanes et Actises.

PÉRIODES	SUCRES				BRASSE- RIES Quantités de matières premières déclarées (substan- ces far- ineuses et substances sucrées) (tonnes)	DISTILLE- RIES Production d'alcool (hectolitres)	ALLUMETTES (2)			PÊCHE	
	Production		Stocks (sucres bruts et raffinés) fin de mois (tonnes)	Déclara- tions en consom- mation			Fabrica- tion	Consom- mation	Exporta- tion	Vente de poisson (3) aux minques d'Ostende Nieuport, Zeebrugge et Blankenbrugge	
	sucres bruts	sucres raffinés								Quantités (tonnes)	Valeurs (milliers fr.)
1936-38 Moyenne mens.	17.493	17.183	120.910	20.667	(1) 16.412	35.046	4.421	1.807	2.590	2.260	7.189
1949 Moyenne mensuelle	26.403	13.741	111.882	20.276	11.132	26.640	4.237	1.939	2.240	3.438	31.717
1950 Moyenne mensuelle	34.458	14.372	138.634	21.748	11.629	24.213	4.851	2.231	2.870		
1949 Décembre	92.726	18.965	219.760	24.774	10.210	45.131	6.020	2.197	4.340	3.108	32.355
1950 Janvier	3.107	12.329	207.516	20.216	9.037	29.852	5.041	1.708	3.419	3.905	32.550
Février	—	11.533	173.131	17.634	9.461	28.273	4.160	1.556	1.878	3.059	32.890
Mars	—	13.233	187.576	16.774	12.875	16.733	3.847	1.786	2.877	4.409	31.417
Avril	83	10.864	183.076	14.030	12.952	18.268	3.999	1.801	2.145	3.618	32.662
Mai	—	10.840	156.702	36.922	13.039	24.092	4.882	1.894	3.516	4.109	26.373
Juin	—	10.549	107.013	22.669	14.987	19.838	5.079	2.134	2.386	2.454	19.216
Juillet	—	14.153	80.287	37.094	12.817	14.829	4.673	2.444	3.337	2.789	21.159
Août	—	16.054	43.586	27.766	13.208	30.715	4.040	2.735	1.004	2.735	23.612
Septembre	2.043	18.090	12.288	26.244	11.801	24.738	5.579	3.067	3.732	2.332	25.828
Octobre	142.794	20.037	89.249	24.096	9.637	34.460	6.000	2.692	3.837	3.600	33.260
Novembre	161.110	18.412	185.125	15.758	9.909	25.209	5.351	2.435	3.072	3.015	31.370
Décembre	104.355	16.375	238.059	21.482	9.824	25.489	5.655	2.522	3.232		
1951 Janvier	5.048	13.321	203.630	20.702	8.990	28.224	5.809	2.623	2.871		
Février	—	13.507	156.048	20.567	10.760	21.439					

(1) Y compris le Grand-Duché de Luxembourg.

(2) Par suite de la suppression de la taxe sur les allumettes, cette statistique n'est plus établie à partir de février 1951.

(3) Non compris les harengs, esprots et crevettes. En 1936-1938 : vente à la minque d'Ostende uniquement.

IV — ENERGIE ELECTRIQUE (*)

(milliers de kWh)

58

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Energie.

PÉRIODES	Production (1)				Importation	Exportation	Total énergie absorbée par les réseaux [7] = [4]+[5]-[6]
	Centrales des producteurs- distributeurs		Centrales des auto- producteurs industriels [3]	Total pour la Belgique [4] = [1]+[2]+[3]			
	Régies communales [1]	Sociétés privées [2]					
1936-1938 Moyenne mensuelle	20.361	189.899	227.802	438.062	5.472	2.168	441.366
1949 Moyenne mensuelle	31.143	359.975	289.140	680.258	8.755	3.902	685.111
1950 Moyenne mensuelle	31.204	387.592	287.939	706.735	12.092	4.653	714.174
1949 Décembre	39.613	422.509	307.183	769.305	3.518	4.709	768.114
1950 Janvier	38.493	412.512	304.846	755.851	(2) 4.341	(2) 5.370	(2) 754.822
Février	36.300	363.978	274.016	674.294	(2) 6.510	(2) 4.449	(2) 676.355
Mars	35.562	392.236	299.333	727.131	(2) 9.250	(2) 2.748	(2) 733.633
Avril	30.164	353.674	284.852	668.690	11.138	2.101	677.727
Mai	26.820	347.650	276.886	651.356	19.610	1.881	669.085
Juin	17.469	339.123	266.699	623.291	21.616	2.163	642.744
Juillet	20.153	325.298	227.045	572.496	13.124	1.666	583.954
Août	25.664	367.643	255.601	648.908	18.901	1.328	666.481
Septembre	30.677	398.631	295.156	724.464	12.989	1.468	735.985
Octobre	35.580	436.109	327.129	798.818	6.459	7.437	797.840
Novembre	36.661	438.863	320.521	796.045	8.652	11.400	793.297
Décembre	40.907	475.393	323.180	839.480	12.613	13.821	838.172
1951 Janvier	39.553	479.532	326.059	845.144	14.067	13.219	845.992
Février	34.893	422.925	291.024	748.842			

(*) Nombre de centrales en activité au début de l'année 1948 : 268; au début de l'année 1949 : 258; au début de l'année 1950 : 247.

(1) Production brute aux bornes des génératrices diminuée de la consommation des circuits auxiliaires dans les centrales d'une puissance installée totale de plus de 100 kW.

(2) Chiffres rectifiés.

V — GAZ

(Production, Importation et Exportation) (1)

(milliers de mètres cubes)

59

Source : Ministère des Affaires économiques et des Classes moyennes — Administration du Combustible et de l'Energie.

PÉRIODES	Production des usines à gaz		Production des cokeries (*)			Total de gaz produit en Belgique [6] = [1] + [2] + [3] + [4] + [5]	Impor- tations [7]	Expor- tations [8]	Solde : impor- tations moins expor- tations [9] = [7] - [8]	Total de gaz dispo- nible en Belgique [10] = [6] + [9]
	Régies et associa- tions de communes [1]	Sociétés privées [2]	Régies [3]	Sociétés privées						
				Production destinée à la distri- bution publique [4]	Production destinée aux fournitures industriel- les [5]					
1949 Moyenne mensuelle	156	3.691	6.348	56.586	69.197	135.978	95	1.862	- 1.767	134.211
1950 Moyenne mensuelle	182	2.373	5.651	51.577	60.692	120.475	119	1.770	- 1.651	118.824
1949 Décembre	130	2.814	6.901	59.923	61.239	131.007	30	2.279	- 2.249	128.758
1950 Janvier	173	3.190	6.519	57.173	64.357	131.412	27	2.237	- 2.210	129.202
Février	148	1.257	5.455	49.071	59.808	115.739	29	1.934	- 1.905	113.834
Mars	163	1.298	5.908	52.796	64.975	125.140	25	1.375	- 1.350	123.790
Avril	143	1.212	5.482	48.975	60.662	116.474	26	1.863	- 1.837	114.637
Mai	186	1.406	5.505	51.140	61.137	119.374	32	1.773	- 1.741	117.634
Juin	244	1.529	5.093	50.022	58.171	115.059	149	1.647	- 1.498	113.561
Juillet	216	2.796	4.861	46.192	43.640	97.705	484	1.541	- 1.057	96.648
Août	219	2.458	4.832	48.791	54.348	110.648	488	1.401	- 913	109.735
Septembre	208	1.431	5.258	51.557	64.708	123.162	74	1.560	- 1.486	121.676
Octobre	174	2.174	5.821	52.848	67.189	128.206	30	1.794	- 1.764	126.442
Novembre	147	6.388	6.154	49.136	61.771	123.596	29	1.908	- 1.879	121.717
Décembre	165	3.333	6.929	61.225	67.534	139.186	31	2.207	- 2.176	137.010
1951 Janvier	161	1.519	6.515	59.594	72.050	139.839	32	2.020	- 1.988	137.851

(1) La présente statistique se rapporte à la production de gaz par distillation pyrogénée de la houille dans les usines à gaz et dans les cokeries, gaz auquel sont éventuellement ajoutés du gaz à l'eau, du gaz à l'air, du restgas des synthèses chimiques et du gaz des hauts fourneaux. Elle ne comprend pas les volumes de gaz à l'eau, gaz à l'air, restgas ou gaz de hauts fourneaux, qui sont mélangés en dehors de l'usine de production au gaz provenant de la distillation pyrogénée de la houille, à l'exception de ceux qui sont fournis directement à la distribution publique. Elle ne comprend pas le gaz produit ou reçu par les cokeries (gaz de houille ou autres) et utilisé pour leurs besoins propres (chauffage de fours, etc.).

(*) Les chiffres relatifs aux sociétés privées ont été rectifiés pour les mois de janvier à août 1951.

N. B. — a) La production de gaz indiquée dans les colonnes (1) (2) (3) (4) est destinée à la distribution publique.

b) La production de gaz indiquée à la colonne (5) est destinée aux fournitures directes faites par les cokeries aux autres divisions de la société auxquelles appartiennent les cokeries envisagées ou à d'autres sociétés industrielles juridiquement indépendantes.

LA CONSOMMATION (*)

I — INDICES DES VENTES A LA CONSOMMATION

A — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1936 à 1938 = 100

Source : Banque Nationale de Belgique.

65

MOIS	GRANDS MAGASINS						MAGASINS A SUCCURSALES		COOPÉRATIVES ET MAGASINS PATRONAUX					
	Vêtements		Ameublement		Articles de ménage et divers		Alimentation		Boulangerie		Alimentation		Vêtements	
	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950	1949	1950
Février	389	352	465	418	369	390	327	324	177	183	354	396	363	396
Mars	439	440	462	458	423	444	349	347	205	199	398	435	489	517
Avril	482	429	454	458	448	464	351	344	193	186	389	419	493	445
Mai	444	437	445	471	427	450	349	347	193	185	351	433	431	483
Juin	371	407	374	418	393	407	349	366	198	200	382	431	366	405
Juillet	392	447	399	419	474	558	358	498	188	192	351	633	360	500
Août	299	362	358	400	469	526	357	388	186	188	392	440	345	419
Septembre	388	779	469	661	453	613	351	491	191	205	392	563	463	862
Octobre	491	515	463	489	444	518	346	363	195	201	394	409	511	503
Novembre	436	440	397	456	677	791	379	328	196	193	446	432	449	458
Décembre	427	497	465	504	813	830	455	447	209	213	498	581	459	579
	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951	1950	1951
Janvier	430	614	464	641	433	555	338	445	192	p 195	434	576	580	869
Février	352	p 633	418	772	380	550	324		183		396		396	

B — Indices des ventes mensuelles : base moyenne mensuelle 1948 = 100

Source : Institut National de Statistique.

MOIS	GRANDS MAGASINS A RAYONS MULTIPLES																					
	Indice général	Alimentation				Habillement				Ameublement			Ménage			Tabacs	Librairie-papeterie			Parfum.	Jeux, jouets, sports, voyage	
		Périsable	Non périsable	Restaurant	Total	Aunages	Dessus hommes	Dessus femmes	Dessous, accessoires, articles de parure	Total	Textiles	Meubles, lustrerie	Total	Articles de ménage	Appareils ménagers, Electricité	Total	Articles pour fumeurs	Librairie	Papeterie	Total		Toilette
1949 Décembre	149	175	192	124	176	75	102	120	151	128	99	116	105	144	177	147	203	227	203	206	150	262
1950 Janvier ..	116	166	135	120	147	86	62	96	123	109	142	89	123	106	115	107	107	96	100	100	106	43
Février ..	100	164	137	110	145	83	52	69	84	80	104	101	103	101	107	102	93	81	83	83	103	41
Mars ...	115	174	150	122	157	107	104	115	97	102	136	118	115	112	127	113	106	94	90	91	109	57
Avril	119	166	154	126	155	90	131	137	115	113	102	108	104	112	118	113	105	105	93	94	114	78
Mai	114	145	130	114	134	92	130	144	116	115	92	123	103	110	126	112	95	93	85	86	109	77
Juin	113	132	123	106	125	92	126	123	124	118	82	113	93	108	155	113	95	81	78	79	118	88
Juillet ...	125	141	187	109	158	80	126	112	132	118	93	105	101	122	120	122	102	87	77	78	174	109
Août ...	107	132	123	110	125	65	74	94	99	90	87	101	92	125	151	127	99	96	133	128	133	90
Septembre	158	177	179	127	172	162	181	168	165	165	158	148	154	138	245	149	109	96	189	176	147	60
Octobre ..	123	171	129	123	146	85	148	164	125	122	93	119	102	113	217	123	88	103	99	99	104	117
Novembre	141	185	157	126	165	83	116	123	126	116	86	110	94	108	200	116	98	249	143	159	107	503
Décembre	163	250	219	138	222	78	122	127	161	136	95	112	101	133	242	143	181	226	196	200	150	313
1951 Janvier ..	141	209	172	126	182	120	92	118	143	132	178	106	152	126	194	132	97	104	116	114	135	48
Février .p	142	207	189	125	189	149	124	109	125	128	169	153	163	133	183	138	91	93	104	103	127	52

MOIS	GRANDES ENTREPRISES SPÉCIALISÉES DANS L'HABILLEMENT				COOPÉRATIVES										MAGASINS A SUCCURSALES		Gros-sistes	
	Indice général	Hommes	Dames	Sous-vêtements, accessoires, articles de parure	Indice général	Boulangerie	Alimentation sauf boulangerie	Habillement	Ameublement	Articles de ménage	Tabacs	Librairie papeterie	Parfumerie, articles de luxe	Restaurant, tea-room	Divers	Sous-vêtements et mercerie, articles de parure	Chausures	Alimentation générale
1949 Novembre	84	81	90	92	111	101	113	96	90	108	128	198	114	95	144	61	110	98
Décembre	73	65	90	97	121	114	129	90	94	105	157	162	129	115	149	107	98	105
1950 Janvier ..	60	61	53	97	111	101	116	93	79	99	119	94	93	88	165	82	99	86
Février ...	55	57	51	59	102	98	106	83	91	92	102	84	84	91	148	77	65	81
Mars ...	94	95	90	99	115	112	116	104	117	120	117	83	88	110	144	86	80	95
Avril	112	112	109	134	109	106	111	96	113	109	103	95	105	107	129	91	102	89
Mai	108	106	109	109	109	105	110	100	111	130	136	137	110	119	119	102	123	87
Juin	75	78	66	90	104	108	112	78	98	96	126	175	104	117	103	105	110	95
Juillet ...	72	74	62	129	134	102	157	83	88	82	144	158	114	117	176	114	115	160
Août ...	53	56	47	64	109	100	118	78	102	102	127	266	106	113	135	102	74	126
Septembre	144	154	124	174	154	109	148	204	181	139	150	254	136	102	188	117	168	143
Octobre ..	100	97	107	88	110	106	111	100	103	104	116	134	112	96	142	85	120	89
Novembre	72	70	78	70	109	102	112	95	96	107	125	225	124	96	135	76	99	79
Décembre	77	71	88	97	137	120	149	107	93	111	163	178	140	118	169	61	137	108
1951 Janvier ..	93	106	67	110											93	104	122	

(*) Pour les consommations de sucre et d'allumettes, voir tableau n° 56.

II — CONSOMMATION DE TABAC

(Fabrication et importation)

66

Source : Administration des Douanes et Accises.

PÉRIODES	Cigares	Cigarillos	Cigarettes	Tabac à fumer, priser et mâcher (tonnes)
	(milliers de pièces)			
1936-38 Moyenne mensuelle	16.187	49.414	430.048	1.097
1949 Moyenne mensuelle	7.073	21.763	701.157	832
1950 Moyenne mensuelle	6.927	21.776	699.935	819
1949 Décembre	9.452	26.644	613.291	800
1950 Janvier	7.551	23.672	613.402	793
Février	4.830	14.079	652.921	699
Mars	5.017	17.181	637.501	802
Avril	5.542	21.360	648.017	779
Mai	6.138	18.155	791.531	851
Juin	6.375	22.985	805.529	918
Juillet	5.928	21.461	725.378	787
Août	6.486	20.969	797.205	891
Septembre	8.356	25.011	800.677	1.004
Octobre	8.113	26.580	648.850	776
Novembre	8.853	22.493	585.614	721
Décembre	7.937	27.363	692.595	774
1951 Janvier	6.520	21.188	741.111	803
Février	3.317	11.952	693.708	647

67

III — ABATAGES DANS LES 12 PRINCIPAUX ABATTOIRS DU PAYS

PÉRIODES	Gros bétail (Bœufs, taureaux, vaches, génisses)	Chevaux	Veaux	Porcs, porcelets	Moutons, agneaux, chèvres
1936-38 Moyenne mensuelle	16.561	698	12.242	26.679	6.462
1949 Moyenne mensuelle	17.261	3.533	11.386	35.794	4.815
1950 Moyenne mensuelle	17.613	3.430	11.978	40.719	6.244
1949 Décembre	16.324	3.337	8.968	40.297	8.836
1950 Janvier	17.910	2.800	10.463	42.314	9.213
Février	15.999	2.239	11.438	39.848	6.223
Mars	19.311	2.508	15.343	46.898	5.629
Avril	16.571	2.683	13.836	39.375	3.614
Mai	19.481	3.356	16.886	48.410	2.520
Juin	16.548	2.678	13.963	40.218	1.385
Juillet	16.266	3.242	11.865	40.020	1.206
Août	18.469	4.145	11.840	37.988	1.779
Septembre	17.450	4.467	9.562	36.555	5.936
Octobre	18.118	4.258	9.435	40.208	9.945
Novembre	18.734	4.324	10.438	41.801	12.925
Décembre	16.501	4.464	8.669	34.993	14.557
1951 Janvier	20.867	5.415	11.951	40.415	9.597
Février	15.461	4.521	11.148	28.229	5.320

(1) Chiffres incomplets (11 abattoirs sur 12).

LES TRANSPORTS

I — ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES

a) Recettes et dépenses d'exploitation

(millions de francs)

70

PÉRIODES	Recettes					Dépenses	Excédent des recettes totales sur les dépenses	Coefficient d'exploita- tion	
	Voyageurs et bagages	Marchan- dises	Diverses	Total	Intervention de l'Etat (2)				Total général
1938 Moyenne mensuelle (1)	73,8	146,6	5,2	225,6	—	225,6	238,9	— 13,3	105,9
1949 Moyenne mensuelle p	199,9	421,6	34,9	656,5	262,4	918,9	885,2	33,7	96,3
1950 Moyenne mensuelle p	244,7	459,6	31,5	735,8					
1949 Octobre	194,4	448,3	33,9	676,6	216,7	893,3	880,2	13,1	98,5
Novembre	145,8	463,4	34,7	643,9	216,7	860,6	855,7	1,9	99,8
Décembre	186,2	499,4	35,5	721,1	766,6	1.487,7	926,3	561,4	94,9
1950 Janvier	229,1	430,7	35,4	695,2	108,0	803,2	881,0	— 77,8	109,7
Février	204,9	425,1	24,1	654,1	108,0	762,1	831,6	— 69,5	109,1
Mars	224,1	490,0	23,1	737,2	108,0	845,2	880,6	— 35,4	104,2
Avril	258,8	417,6	22,8	699,2	109,0	808,2	832,3	— 24,1	103,0
Mai	250,6	410,2	22,6	683,4	109,0	792,4	829,0	— 36,6	104,6
Juin	235,2	428,6	38,0	701,8	108,0	809,8	838,0	— 28,2	103,5
Juillet	302,6	368,0	23,2	693,8	108,0	801,8	911,3	— 109,5	113,7
Août	204,3	399,0	25,1	718,4	109,0	827,4	813,1	14,3	98,3
Septembre	254,8	531,3	27,5	813,6	234,0	1.047,6	835,0	212,6	79,7
Octobre	235,8	577,0	46,2	859,0	123,0	982,0	852,2	129,8	86,8
Novembre	211,5	541,2	48,6	801,3	113,0	914,3	814,2	100,1	89,1
Décembre	234,8	496,3	40,9	772,0					

(1) Y compris le Nord-Belge.

(2) Subventions de l'Etat pour compenser l'insuffisance des tarifs et la hausse des prix des combustibles.

PÉRIODES	b) Nombre de wagons fournis à l'industrie (1)				c) Statistique du trafic (2)						
	A	B	C	A + C	VOYAGEURS		GROSSES MARCHANDISES				
					Nombre (milliers)	Voyageurs km. (millions)	Tonnes transp. (milliers)	Tonnes-km. (millions)			
								Service interne belge	Service internat.	Transit	Total
1938 Moyen. mens. (3)	388.982	114.745	90.665	479.647	16.004	511	6.169	186	154	88	428
1949 Moyen. mens. ...	300.931	95.949	45.426	346.357	18.451	593	5.011	195	178	99	472
1950 Moyen. mens. ...	296.111	94.630	49.696	345.807	18.101		5.055				455
1949 Novembre	328.574	111.098	46.108	374.682	18.963	576	5.615	225	173	105	503
Décembre	320.919	114.594	52.581	373.500	18.948	579	5.474	212	173	116	501
1950 Janvier	278.782	108.221	41.334	320.116	18.325	563	4.671	190	168	79	437
Février	265.247	96.583	44.578	309.825	17.788	543	4.442	171	165	79	415
Mars	308.554	99.755	51.406	359.960	18.626	577	5.158	199	180	93	472
Avril	267.160	81.957	45.744	312.904	17.695	580	4.507	175	153	81	409
Mai	267.607	78.518	46.393	314.000	19.060	620	4.534	172	157	83	412
Juin	285.812	81.210	46.706	332.518	17.040	577	4.794	176	163	87	426
Juillet	231.065	65.552	41.494	272.559	16.087	609	3.856	157	130	77	364
Août	276.562	87.435	41.236	317.798	17.231	643	4.319	209	109	45	363
Septembre	343.036	110.922	52.945	395.981	17.959	584	5.839	241	180	92	513
Octobre	376.617	112.717	61.030	437.647	18.214	582	6.637	265	198	116	579
Novembre	344.850	107.997	62.084	406.934	20.078	582	6.296	230	193	134	557
Décembre	308.037	104.694	61.399	369.436	19.114		5.605				515
1951 Janvier	323.645	117.570	60.170	393.815			5.846				549

A. — Nombre de wagons fournis pour transports taxés au départ des stations de la Société, y compris ceux pour transports de houille, coke et briquettes.

B. — Nombre de wagons fournis spécialement pour le transport de houille, coke et briquettes.

C. — Nombre de wagons chargés en provenance de réseaux étrangers et destinés, soit à des stations du réseau de la Société soit à des stations d'autres réseaux situés au delà.

(1) Wagons chemins de fer et particuliers.

(2) Non compris les transports militaires.

(3) Y compris le Nord-Belge.

c) Statistique du trafic (1)

2° Transport des principales grosses marchandises

A — Ensemble du trafic

PÉRIODES	Tonnes-km. (millions)	(milliers de tonnes)										
		Total	Produits agricoles et alimentaires	Combustibles	Minerais	Produits métallurgiques	Matériaux de construction, verres et glaces	Prod. des carrières, sables, silice et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétroles, brais et goudrons	Divers
1938 Moyenne mensuelle (2)	428	6.169	405	2.540	472	516	559	934	64	225	77	377
1949 Moyenne mensuelle	472	5.011	289	1.796	583	632	428	568	38	209	70	398
1950 Moyenne mensuelle	455	5.055	300	1.897	418	643	412	662	38	249	80	356
1949 Octobre	486	5.553	645	2.105	475	578	418	659	30	180	67	396
Novembre	503	5.615	837	2.074	486	570	393	563	30	223	71	368
Décembre	501	5.474	585	2.190	439	635	350	541	28	260	71	375
1950 Janvier	437	4.671	148	2.089	387	583	348	413	34	268	71	330
Février	415	4.442	171	1.859	356	570	330	442	32	303	69	310
Mars	472	5.158	240	1.934	442	593	441	670	39	336	78	385
Avril	409	4.507	183	1.594	414	588	403	678	30	213	70	334
Mai	412	4.534	139	1.579	422	602	431	738	33	186	72	332
Juin	426	4.794	112	1.670	386	657	461	861	26	210	74	337
Juillet	364	3.856	113	1.392	315	476	383	636	20	176	73	272
Août	363	4.319	117	1.779	275	367	400	709	71	181	82	338
Septembre	513	5.839	191	2.219	444	768	484	892	62	282	88	409
Octobre	579	6.637	758	2.299	522	821	479	875	36	311	97	439
Novembre	557	6.296	860	2.205	504	852	433	641	30	259	93	419
Décembre	515	5.605	565	2.147	549	845	345	392	37	264	90	371

(1) Non compris les transports militaires.

(2) Y compris le Nord-Belge.

ACTIVITE DE LA SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER BELGES (fin)

B — Service interne belge

70

II
Soc. Nat. des Chemins de fer vicinaux
Tonnes-km. transportées (milliers)

PÉRIODES	Total	Produits agricoles et aliment.	Combustibles	Minéraux	Produits métallurgiques	Mat. de constr. verres et glaces	Produits des carrières, sables, silix et terres	Textiles, tanneries et vêtement	Produits chimiques et pharmaceutiques	Graisses et huiles industr., pétrole, brais et goudrons	Divers	
1938 Moyenne mensuelle (1)	3.250	231	1.523	10	130	312	673	12	85	26	248	5.858
1949 Moyenne mensuelle	3.188	162	1.606	12	194	308	458	12	104	26	306	3.633
1950 Moyenne mensuelle	3.266											3.523
1949 Décembre	3.563	398	1.849	11	182	242	441	4	111	27	298	5.125
1950 Janvier	2.974	55	1.756	9	178	239	336	4	123	23	251	2.284
Février	2.792	44	1.594	11	169	224	358	4	116	24	248	2.296
Mars	3.276	45	1.645	13	179	319	566	5	159	27	318	3.123
Avril	2.901	51	1.404	11	165	299	563	3	118	26	261	2.664
Mai	2.888	38	1.364	7	170	313	612	3	96	29	256	2.739
Juin	3.035	47	1.320	13	193	327	731	4	114	29	257	2.895
Juillet	2.413	52	1.135	10	119	252	524	5	89	23	204	2.533
Août	3.242	54	1.583	10	193	320	614	51	120	28	269	3.097
Septembre	3.862	121	1.912	11	224	329	745	20	144	37	319	3.893
Octobre	4.366	625	1.925	13	228	329	712	6	139	37	352	6.586
Novembre	4.009	685	1.811	9	219	280	522	4	117	30	332	6.211
Décembre	3.431											3.952

(1) Y compris le Nord-Belge, en ce qui concerne la S.N.C.F.B.

III — MOUVEMENT DES PORTS

a) Port d'Anvers

71

Sources : Administration du Port d'Anvers et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE					
	ENTRÉES			SORTIES			ENTRÉES			SORTIES		
	Nombre de navires	Tonnage net belge (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires		Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)	Nombre de bateaux	Capacité (milliers de m3)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (2)
				chargés	sur lest							
1936-1938												
Moy. mens.	988	2.008	1.072	837	151	1.072	3.917	1.317		3.762	1.268	
1949 Moy. m.	785	1.817	942	655	140	707	2.803	1.095	401	2.794	1.095	
1950 Moy. m.	807	1.884	870	669	135	900	2.978	1.228	568	2.937	1.207	
1950 Février.	727	1.633	774	595	140	768	2.562	1.056	465	2.658	1.100	
Mars ..	875	1.950	950	717	164	954	3.075	1.308	583	3.092	1.280	
Avril ..	794	1.831	784	658	137	859	2.795	1.153	560	2.700	1.108	
Mai ...	941	2.004	930	787	149	740	3.081	1.248	618	3.102	1.285	
Juin ...	902	1.936	795	769	125	968	3.137	1.313	646	3.057	1.248	
Juillet ..	808	1.798	739	699	148	982	2.786	1.091	532	2.875	1.171	
Août ...	230	558	444	79	94	563	2.019	775	280	1.905	692	
Septem.	775	1.885	792	685	132	429	3.485	1.416	647	3.414	1.403	
Octob..	992	2.415	1.140	840	128	969	3.630	1.500	689	3.492	1.482	
Novem.	906	2.238	1.121	773	125	1.036	3.019	1.282	617	3.222	1.351	
Décem.	933	2.376	1.085	750	155	1.544	3.215	1.371	693	3.041	1.272	
1951 Janvier	909	2.106	1.087	795	156	1.188	3.360	1.439	672	3.587	1.553	
Février.	873	1.944		724	127		3.352	1.427	660	3.422	1.440	

(1) Trafic international. — (2) Trafic international et intérieur.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME : TRAFIC INTERNATIONAL.							
	Objets d'alimentation et boissons		Matières brutes ou simplement préparées		Produits fabriqués		Total (1)	
	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli	Exportation (2)	Transit accompli
	<i>Marchandises sorties (chargements) : milliers de tonnes métriques (poids brut).</i>							
1949 Moyenne mensuelle	6	12	259	84	258	99	524	195
1950 Moyenne mensuelle	16	10	345	112	233	184	594	306
1950 Janvier	11	8	463	140	202	163	676	312
Février	10	25	308	91	165	169	483	285
Mars	11	14	345	152	236	196	592	362
Avril	11	6	341	120	232	147	584	274
Mai	6	6	283	111	209	125	498	242
Juin	28	9	315	162	242	212	585	353
Juillet	20	7	387	106	270	192	677	305
Août	5	7	165	105	105	175	275	288
Septembre	5	2	230	35	116	41	351	78
Octobre	11	10	360	96	279	213	650	319
Novembre	33	11	382	72	323	215	738	298
Décembre	42	15	556	156	416	359	1.014	530
1951 Janvier	21	11	436	100	325	295	782	406

(1) Y compris : animaux vivants, or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent, marchandises non classables.
(2) Commerce spécial.

III — MOUVEMENT DES PORTS (suite)

a) Port d'Anvers

Source : Institut National de Statistique.

71

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME : TRAFIC INTERNATIONAL.											
	Objets d'alimentation et boissons			Matières brutes ou simplement préparées			Produits fabriqués			Total (1)		
	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit	Importation (2)	Entrées en entrepôt	En vue du transit
<i>Marchandises entrées (déchargements) : Milliers de tonnes métriques (poids brut).</i>												
1949 Moyenne mensuelle..	167	7	87	461	41	131	20	3	21	651	51	240
1950 Moyenne mensuelle..	167	6	86	423	46	109	19	3	20	600	55	215
1950 Janvier	183	1	99	422	41	107	15	4	18	621	46	224
Février	119	1	129	361	34	80	25	3	21	505	38	231
Mars	206	21	84	465	36	87	26	3	21	697	60	193
Avril	128	15	75	376	36	111	17	5	21	521	56	207
Mai	204	18	53	419	69	127	19	3	18	642	91	198
Juin	129	1	84	388	31	117	19	4	21	536	36	222
Juillet	121	2	41	380	45	114	15	2	18	516	49	174
Août	121	1	66	140	55	46	3	—	12	264	56	124
Septembre	166	3	90	383	47	59	27	3	12	576	53	162
Octobre	200	3	88	593	51	161	21	3	20	814	57	269
Novembre	138	2	122	589	53	159	23	3	30	751	58	312
Décembre	175	2	102	560	60	140	21	2	22	756	64	265
1951 Janvier	158	3	108	568	48	154	24	2	22	750	53	284

(1) Y compris : animaux vivants, or et argent non ouvrés et monnaies d'or et d'argent, marchandises non classables.

(2) Commerce spécial.

b) Port de Gand

Sources : Administration du Port de Gand et Institut National de Statistique.

PÉRIODES	NAVIGATION MARITIME						NAVIGATION FLUVIALE	
	ENTRÉES			SORTIES			MARCHANDISES (1) (milliers de tonnes métriques)	
	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Nombre de navires	Tonnage (milliers de tonnes de jauge)	Marchandises (milliers de tonnes métriques) (1)	Entrées	Sorties
1936-38 Moyenne mens.	169	177	208	170	178	92	174	152
1949 Moyenne mensuelle	105	118	132	105	119	60	82	35
1950 Moyenne mensuelle	122	117	108	121	116	74	117	43
1950 Février	102	104	51	108	114	61	75	40
Mars	135	121	110	132	118	110	124	35
Avril	120	109	98	120	113	75	133	51
Mai	122	135	127	124	130	66	132	64
Juin	127	125	139	122	135	99	141	62
Juillet	112	117	85	114	113	59	115	23
Août	34	32	39	30	31	24	60	44
Septembre	118	110	96	129	121	38	156	28
Octobre	150	135	157	133	114	63	148	35
Novembre	162	153	147	174	172	44	117	48
Décembre	154	134	127	144	119	124	104	54
1951 Janvier	170	136	142	178	146	108	83	43
Février	122	99		131	109			

(1) Trafic international.

IV — MOUVEMENT GENERAL DE LA NAVIGATION INTERIEURE

Source : Institut National de Statistique.

72

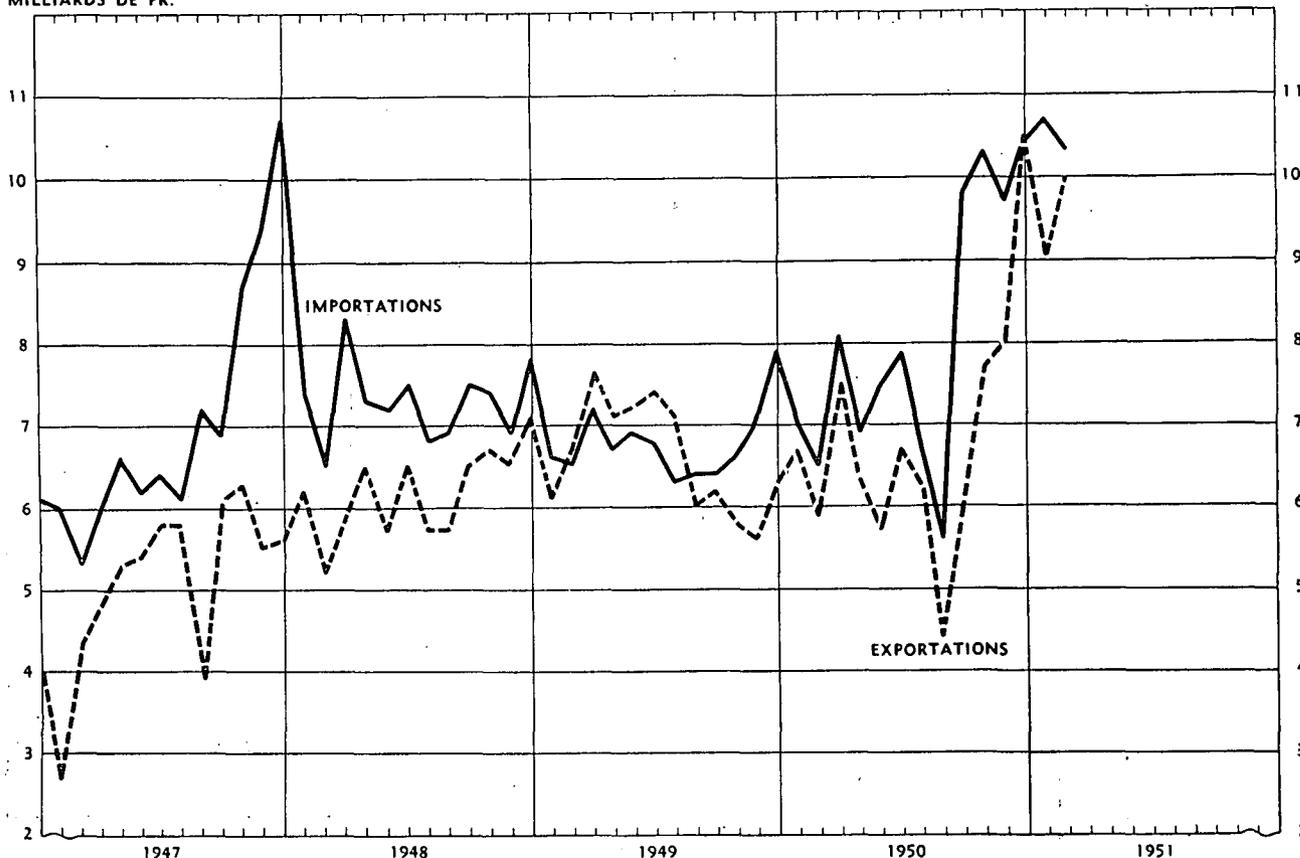
PÉRIODES	BATEAUX CHARGÉS														
	Nombre					Milliers de tonnes métriques					Millions de tonnes-km.				
	Trafic inté-	Impor-	Expor-	Transit	Ensem-	Trafic inté-	Impor-	Expor-	Transit	Ensem-	Trafic inté-	Impor-	Expor-	Transit	Ensem-
1949 Moyenne mensuelle..	5.541	1.983	1.623	336	9.483	1.302	633	520	90	2.545	138,6	35,3	33,3	11,4	219,1
1950 Moyenne mensuelle..p	6.020	2.435	1.814	317	10.586	1.437	905	609	72	3.023	150,9	50,3	39,6	9,0	249,8
1949 Décembre	6.086	2.096	2.064	247	10.493	1.514	708	637	58	2.917	190,9	48,1	45,2	7,4	291,6
1950 Janvier	5.243	1.947	1.717	222	9.129	1.333	744	546	51	2.674	141,2	40,2	36,8	6,4	224,6
Février	4.880	1.645	1.435	225	8.185	1.231	590	475	50	2.346	132,7	29,7	28,8	4,9	196,1
Mars	5.807	2.520	2.058	310	10.695	1.405	929	650	70	3.054	152,4	49,3	44,9	8,8	255,4
Avril	6.051	2.448	1.844	386	10.729	1.401	917	582	83	2.983	148,1	51,3	40,2	10,3	249,9
Mai	6.151	2.674	1.957	321	11.103	1.462	1.010	637	71	3.180	152,1	57,2	44,6	8,8	262,7
Juin	6.227	2.754	1.947	305	11.233	1.418	1.037	667	68	3.190	150,8	57,8	45,4	8,6	262,6
Juillet	5.923	2.592	1.802	295	10.612	1.339	950	587	68	2.944	142,9	51,4	38,0	8,8	241,1
Août	5.525	2.450	1.516	391	9.882	1.233	774	451	90	2.548	123,3	47,6	33,3	11,5	215,7
Septembre	7.116	2.767	1.840	314	12.037	1.641	979	621	71	3.312	168,2	54,4	38,0	9,1	269,7
Octobre	7.413	2.892	1.993	395	12.693	1.779	1.144	697	92	3.712	185,0	64,3	43,9	11,6	304,8
Novembre	6.302	2.484	2.011	339	11.136	1.594	918	746	79	3.337	116,0	51,9	44,0	9,8	221,7
Décembre	5.605	2.044	1.646	307	9.602	1.401	869	646	75	2.991	148,3	48,2	37,0	9,2	242,7

**LE COMMERCE SPÉCIAL DE L'UNION ÉCONOMIQUE
BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC LES PAYS ÉTRANGERS**
RESUME D'APRES LES CINQ CATEGORIES DE LA NOMENCLATURE COMMUNE
ADOPTÉE PAR LA CONVENTION DE BRUXELLES DU 31 DECEMBRE 1913

PÉRIODES	QUANTITÉS (milliers de tonnes)					VALEURS (millions de francs)					PRIX MOYEN PAR TONNE (francs)	EXCÉDENT (+) OU DÉFICIT (-) DE LA BALANCE COMMERCIALE (millions de francs)	RAPPORT DES EXPORTATIONS AUX IMPORTATIONS EN P. C.	
	Anim. vivants	Objets d'ali- menta- tion et boissons	Matières brutes ou simple- ment préparées	Produits fabriqués	Totaux	Anim. vivants	Objets d'ali- menta- tion et boissons	Matières brutes ou simple- ment préparées	Produits fabri- qués	Or et argent non ouvrés et monnaies				Totaux
IMPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	1,0	331,5	2.473,8	62,1	2.868,4	3,1	407,8	1.112,4	459,6	35,7	2.018,6	704		
1949 Moy. mens. ...	4,3	251,4	1.974,1	65,8	2.295,6	72,9	1.603,1	2.952,8	2.129,1	52,0	6.809,9	2.966		
1950 Moy. mens. ...	1,5	256,1	2.125,1	95,8	2.478,5	22,4	1.613,2	3.833,2	2.595,3	61,2	8.125,3	3.278		
1949 Décembre ...	1,6	302,6	1.948,4	78,1	2.330,7	27,4	2.052,5	3.468,2	2.338,3	54,6	7.941,0	3.407		
1950 Janvier ...	0,7	271,1	1.787,4	64,5	2.123,7	9,5	1.641,3	3.245,6	2.006,8	55,6	6.958,8	3.277		
Février ...	0,7	177,9	1.563,6	74,3	1.816,5	9,9	1.401,0	2.949,8	2.110,1	69,8	6.540,6	3.601		
Mars ...	2,3	308,6	2.148,4	93,0	2.552,3	38,5	1.648,7	3.748,4	2.640,9	71,9	8.148,4	3.193		
Avril ...	2,5	216,0	1.982,5	94,2	2.285,2	42,9	1.247,8	3.152,6	2.392,3	71,3	6.906,9	3.022		
Mai ...	2,6	308,4	2.051,9	94,6	2.457,9	44,0	1.526,0	3.408,8	2.451,4	64,3	7.494,5	3.049		
Juin ...	1,2	229,2	2.111,5	100,0	2.441,9	18,5	1.265,1	3.866,2	2.687,2	47,1	7.884,1	3.229		
Juillet ...	0,9	213,1	1.941,7	89,5	2.245,2	12,7	1.304,5	3.069,8	2.294,1	63,8	6.744,9	3.004		
Août ...	0,8	223,3	1.702,8	77,7	2.004,6	11,4	1.270,5	2.367,9	1.918,7	52,2	5.610,7	2.799		
Septembre ...	1,3	282,8	2.177,3	120,7	2.582,1	18,2	2.121,2	4.459,9	3.107,3	52,5	9.759,1	3.780		
Octobre ...	1,3	313,7	2.690,0	108,9	3.113,9	17,6	2.290,5	4.704,8	3.230,7	97,5	10.341,1	3.321		
Novembre ...	1,2	238,9	2.555,8	117,4	2.913,3	17,8	1.816,7	4.815,6	3.005,4	40,1	9.695,6	3.328		
Décembre ...	2,0	276,9	2.492,9	99,1	2.870,9	26,6	1.720,3	5.721,5	2.847,5	38,1	10.354,0	3.607		
1951 Janvier ... ^p	2,4	250,9	2.301,6	101,6	2.656,5	28,4	1.719,5	5.834,6	3.008,8	62,3	10.653,6	4.010		
Février ... ^p					3.000,7						10.316,9	3.438		
EXPORTATIONS														
1936-38 Moy. mens.	0,5	54,4	1.447,0	410,5	1.912,4	5,6	99,4	831,0	902,1	21,1	1.859,2	972	-159,4	92,1
1949 Moy. mens. ...	—	27,9	782,5	399,8	1.210,2	3,7	262,1	1.993,2	4.374,6	15,4	6.649,1	5.493	-160,8	97,6
1950 Moy. mens. ...	0,1	47,4	928,1	387,8	1.363,4	4,4	406,7	2.374,4	4.072,5	22,9	6.880,9	5.047	-1.244,4	84,7
1949 Décembre ...	0,2	43,2	959,2	335,9	1.338,5	5,9	401,7	2.185,5	3.719,4	18,8	6.331,3	4.730	-1.609,7	79,7
1950 Janvier ...	0,3	52,8	1.082,2	360,8	1.496,1	7,2	349,9	2.301,5	3.959,5	42,7	6.660,9	4.452	-298,0	95,7
Février ...	0,2	37,2	715,8	305,8	1.059,0	6,5	331,4	2.013,0	3.556,0	30,9	5.937,8	5.607	-602,8	90,8
Mars ...	0,2	50,2	1.078,2	407,8	1.536,4	7,3	431,3	2.547,0	4.467,6	27,0	7.480,2	4.869	-608,2	91,8
Avril ...	0,1	59,3	934,7	369,5	1.363,6	3,2	337,4	2.099,8	3.945,6	17,9	6.403,9	4.696	-503,0	92,7
Mai ...	0,1	22,8	827,6	330,5	1.181,0	1,7	236,9	1.873,2	3.586,3	7,7	5.705,8	4.831	-1.788,7	76,1
Juin ...	—	49,3	990,0	381,5	1.420,8	1,2	432,7	2.433,2	3.857,5	18,6	6.743,2	4.746	-1.140,9	85,5
Juillet ...	0,2	41,2	950,2	403,1	1.394,7	5,3	387,3	2.164,5	3.688,9	19,4	6.265,4	4.492	-479,5	92,9
Août ...	—	27,7	829,0	236,8	893,5	1,1	278,8	1.536,2	2.510,6	44,1	4.370,8	4.892	-1.239,9	77,9
Septembre ...	0,1	26,2	768,2	323,7	1.118,2	2,7	282,3	2.427,1	3.418,5	15,7	6.146,2	5.497	-3.612,9	63,0
Octobre ...	0,1	44,9	905,0	433,7	1.383,7	3,9	396,4	2.675,5	4.614,2	21,7	7.711,7	5.574	-2.629,4	74,6
Novembre ...	0,1	75,1	1.005,1	471,2	1.551,5	6,1	646,6	2.643,9	4.719,8	12,0	8.029,3	5.175	-1.666,3	82,8
Décembre ...	0,1	77,9	1.222,5	581,0	1.881,5	6,1	737,7	3.651,7	6.049,0	15,4	10.459,9	5.559	+ 105,9	101,0
1951 Janvier ... ^p	0,1	51,5	950,1	488,5	1.490,2	2,7	553,0	2.979,3	5.463,9	19,0	9.017,9	6.051	-1.635,7	84,6
Février ... ^p	—	80,3	914,6	487,6	1.482,5	2,6	724,1	3.714,8	5.467,6	7,5	9.906,6	6.682	-410,3	96,0

MILLIARDS DE FR.

MILLIARDS DE FR.



LE CHOMAGE

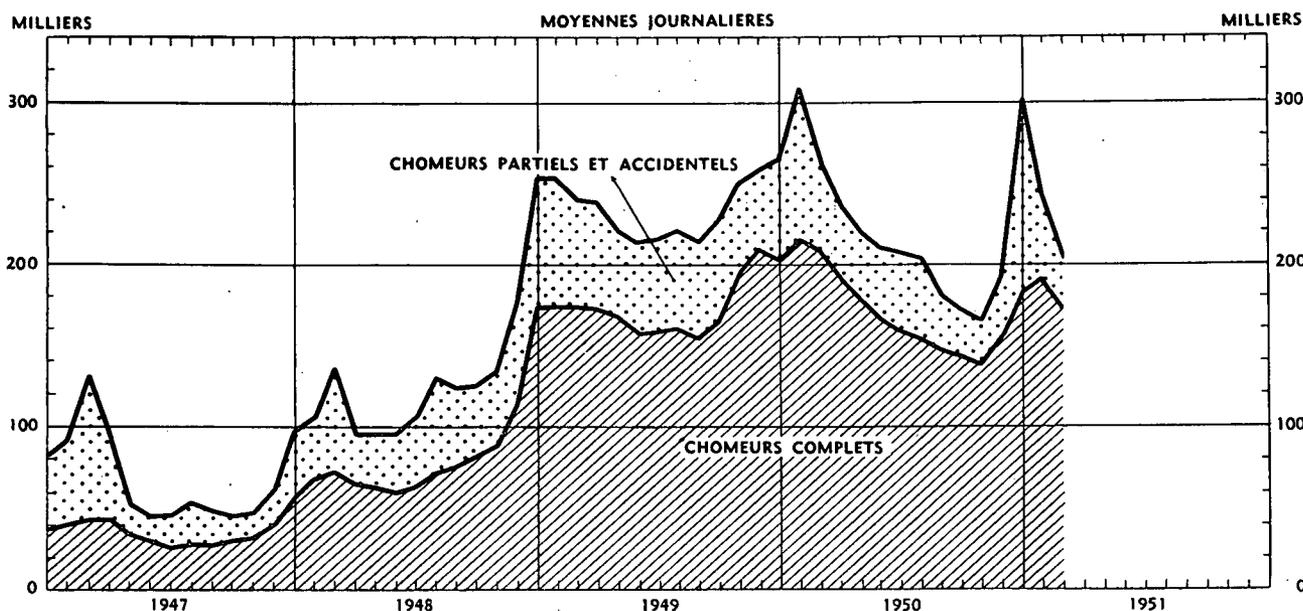
I — CHOMAGE COMPLET ET PARTIEL

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

81

PÉRIODES	NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS						MILLIERS DE JOURNÉES PERDUES		
	CHOMEURS INSCRITS AU COURS DU MOIS			MOYENNES JOURNALIÈRES			Chômeurs		Totaux
	Chômeurs		Totaux	Chômeurs		Totaux	complets	partiels et accidentels	
	complets	partiels et accidentels		complets	partiels et accidentels				
1950 Février	247.785	154.712	402.507	209.156	55.105	264.261	5.026	1.313	6.339
Mars	228.287	133.242	361.529	190.845	45.994	236.839	4.591	1.095	5.686
Avril	216.774	147.190	363.964	177.987	41.968	219.955	4.985	1.174	6.159
Mai	200.056	173.482	373.538	165.467	45.522	210.989	3.646	1.000	4.646
Juin	193.744	187.294	381.038	157.480	50.843	208.323	3.784	1.226	5.010
Juillet	199.923	255.090	455.013	152.934	51.632	204.566	4.419	1.503	5.922
Août	183.882	125.951	309.833	146.663	33.319	179.982	3.376	759	4.135
Septembre	180.892	98.072	278.964	143.920	26.351	170.271	3.462	627	4.089
Octobre	178.835	109.471	288.306	138.000	25.994	163.994	4.014	751	4.765
Novembre	186.693	127.119	313.812	153.198	37.826	191.024	3.531	871	4.402
Décembre	222.195	296.331	518.526	181.316	120.314	301.630	5.077	3.415	8.492
1951 Janvier	231.259	151.707	382.966	189.888	50.949	240.837	4.563	1.194	5.757
Février				171.482	31.877	203.359			

NOMBRE DE CHOMEURS CONTROLÉS



II — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLÉS PAR PROVINCE

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

MOIS STATISTIQUE	Semaine		Nombre de jours ouvrables	Royaume	Anvers	Brabant	Flandre occidentale	Flandre orientale	Hainaut	Liège	Limbourg	Luxembourg	Namur
	du	au											
Moyenne journalière par mois													
1950 Février	—	—	24	264.261	68.700	46.634	41.745	50.695	27.056	13.805	7.317	2.728	5.581
Mars	—	—	24	236.839	65.241	41.865	37.080	44.132	25.854	11.121	6.234	1.172	4.140
Avril	—	—	29	219.955	62.110	39.666	34.114	42.238	22.188	9.705	5.478	818	3.638
Mai	—	—	23	210.989	58.684	36.964	32.560	40.568	22.265	8.715	7.559	515	3.159
Juin	—	—	24	208.323	57.261	36.224	30.608	40.783	23.246	8.568	8.282	468	2.883
Juillet	—	—	25	204.566	55.208	35.825	29.922	40.172	23.078	9.574	7.255	526	3.006
Août	—	—	23	179.982	49.897	34.302	26.180	35.740	17.214	7.604	5.766	569	2.720
Septembre	—	—	24	170.271	50.240	31.803	26.766	32.383	14.752	6.448	4.679	595	2.605
Octobre	—	—	28	163.994	49.640	29.780	27.051	30.296	13.248	6.312	4.339	655	2.673
Novembre	—	—	23	191.024	54.518	34.371	31.842	35.445	16.508	8.246	5.273	1.455	3.366
Décembre	—	—	28	301.630	70.039	51.941	50.904	57.022	30.938	16.655	10.640	5.065	7.826
1951 Janvier	—	—	24	240.837	63.375	44.885	40.095	45.147	20.208	11.330	7.630	3.289	4.878
Février	—	—	26	203.359									
Moyenne journalière par semaine													
1951 Janvier	7	13	6	269.511	67.974	48.881	44.815	51.232	24.087	13.215	8.826	4.421	6.060
	14	20	6	244.922	64.091	45.236	40.243	45.706	20.764	11.865	7.914	4.028	5.025
	21	27	6	228.873	61.216	43.310	38.230	42.735	18.643	10.480	7.067	2.692	4.470
	28	3	6	220.046	60.220	42.114	37.093	40.823	17.341	9.772	6.711	2.016	3.956
Février	4	10	6	214.279	58.777	41.095	36.635	39.844	17.328	8.964	6.087	1.785	3.764
	11	17	6	205.657	55.850	39.332	35.272	37.176	18.550	8.095	6.367	1.486	3.529
	18	24	6	201.306	55.571	38.377	35.759	36.821	15.681	7.760	6.108	1.773	3.456
	25	3	6	192.195	52.658	37.109	33.933	35.506	14.632	7.560	5.983	1.779	3.155
Mars	4	10	6	191.825	51.696	36.834	33.607	34.711	14.839	8.117	6.778	1.863	3.380
	11	17	6	182.490	50.507	35.276	31.658	33.802	14.207	7.025	5.789	1.229	2.997

III — REPARTITION DES CHOMEURS CONTROLES PAR GROUPE DE PROFESSIONS

81

Source : Fonds de Soutien des Chômeurs.

(Moyenne journalière du nombre de chômeurs contrôlés)

Périodes	Agriculture	Forêt, chasse, pêche	Mines	Pierre	Céramique, verre	Diamant	Construction	Pois, ameublement	Métal	Chimie	Papier	Livre	Textile	Vêtement	Cuir, peaux, chaussure	Alimentation	Transport	Dockers	Réparateurs de navires	Hôtels-restaurants	Gens de maison	Services personnels et biens	Employés	Artistes	Manceuvres	Total
Chômeurs complets																										
1949 Novembre	6.341	1.000	314	570	1.507	4.479	12.638	9.149	19.841	450	685	1.226	36.085	9.448	3.432	4.676	9.961	—	—	4.108	1.245	575	13.407	1.058	68.208	210.403
1949 Décembre	8.175	997	375	595	1.596	4.128	14.609	9.417	19.862	408	516	1.147	20.240	10.770	3.788	4.522	9.779	—	—	4.059	1.112	552	13.296	1.043	71.130	202.116
1950 Janvier	9.411	1.086	389	704	2.043	3.973	17.819	10.268	21.299	428	509	1.269	13.716	13.038	4.089	5.114	10.549	—	—	4.014	1.094	573	13.911	1.019	79.871	216.096
1950 Février	9.513	984	387	681	2.087	3.883	16.371	10.064	21.248	423	524	1.243	11.627	11.323	3.314	5.255	10.425	—	—	4.029	1.130	571	13.849	1.056	79.169	209.156
1950 Mars	8.363	806	373	582	1.616	4.497	12.622	9.112	20.326	385	538	1.211	10.529	8.875	2.947	5.269	10.098	—	—	3.970	1.060	553	13.622	1.077	72.414	190.845
1950 Avril	12.227	1.051	1.373	1.450	3.968	4.741	26.012	10.438	32.875	2.350	1.472	1.594	14.215	8.855	3.567	12.396	15.812	—	—	4.693	3.501	587	13.513	1.297	(1)	177.987
1950 Mai	8.897	1.140	1.333	1.188	3.417	4.439	22.412	9.732	31.608	2.290	1.480	1.529	13.694	8.714	3.555	11.591	15.299	—	—	4.413	3.473	591	13.353	1.319	(1)	165.467
1950 Juin	8.674	1.219	1.246	1.110	2.875	4.682	19.934	8.819	28.798	2.193	1.371	1.470	13.589	9.362	3.534	10.762	15.294	—	—	3.988	3.428	561	13.245	1.336	(1)	157.480
1950 Juillet	9.420	1.089	1.130	956	2.983	4.641	19.496	8.888	27.570	2.012	1.263	1.482	12.691	10.183	3.907	9.954	13.990	—	—	3.345	3.286	482	12.979	1.187	(1)	152.934
1950 Août	7.592	1.030	1.135	884	2.912	2.435	18.727	8.994	26.921	1.970	1.126	1.440	11.700	11.321	3.961	9.559	13.586	—	—	3.270	3.310	479	13.082	1.229	(1)	146.663
1950 Septembre	7.633	1.147	1.099	783	3.117	3.233	18.575	8.478	25.068	1.837	1.148	1.461	11.058	9.291	3.214	9.605	13.489	—	—	4.518	3.791	511	13.587	1.271	(1)	143.920
1950 Octobre	6.247	979	983	675	4.211	3.068	17.898	8.783	23.109	1.645	1.064	1.418	10.354	7.989	2.901	9.359	13.282	—	—	5.457	4.120	532	13.677	1.154	(1)	138.000
1950 Novembre	10.313	1.003	1.087	783	5.272	3.165	21.754	8.676	23.360	1.726	1.091	1.430	10.771	9.653	3.514	10.097	14.162	—	—	5.728	4.188	547	13.748	1.130	(1)	153.198
1950 Décembre	13.582	1.239	1.109	944	6.476	3.086	30.599	11.401	25.617	1.933	1.122	1.456	12.425	13.151	4.682	11.530	15.067	—	—	5.741	4.346	582	14.099	1.129	(1)	181.316
1951 Janvier	14.528	1.176	1.097	1.042	7.073	2.798	32.824	12.625	26.156	1.893	1.122	1.591	12.651	14.558	4.212	12.496	15.535	—	—	5.728	4.487	620	14.538	1.141	(1)	189.888
Chômeurs partiels et accidentels																										
1949 Novembre	482	478	766	279	426	250	2.107	1.391	5.961	229	304	178	7.882	4.682	2.990	1.079	3.528	7.622	—	272	119	49	365	75	7.470	48.984
1949 Décembre	617	669	869	313	875	279	3.737	2.049	6.547	276	322	210	9.977	8.212	5.760	1.423	3.877	6.518	—	294	136	54	557	72	9.316	62.959
1950 Janvier	1.180	1.031	189	931	1.561	264	20.221	3.791	7.733	386	456	297	9.490	8.468	3.959	1.922	4.312	7.100	—	330	146	92	523	73	18.417	92.872
1950 Février	801	1.172	527	498	871	265	5.244	2.126	6.582	216	330	293	5.835	5.253	1.878	1.543	3.256	7.014	—	315	124	61	483	60	10.358	55.105
1950 Mars	325	378	1.151	299	813	399	1.650	1.532	7.566	232	303	317	5.807	3.689	1.597	1.710	2.879	7.309	—	308	103	54	571	53	6.949	45.994
1950 Avril	542	422	621	508	1.042	374	3.238	1.611	6.650	420	440	374	6.256	4.068	2.348	2.194	2.262	6.393	1.050	338	223	50	481	63	(1)	41.968
1950 Mai	437	254	3.851	265	1.089	323	1.920	1.612	7.333	449	391	316	8.032	4.217	2.839	1.877	2.107	6.069	1.024	328	247	40	446	56	(1)	45.522
1950 Juin	761	248	7.796	241	836	458	1.688	1.493	6.433	463	330	296	7.844	5.528	4.067	2.278	2.426	5.554	970	344	269	45	409	61	(1)	50.843
1950 Juillet	809	245	4.868	574	1.187	301	3.536	1.875	8.605	548	377	380	8.049	6.135	4.889	1.941	2.038	3.768	480	292	263	47	398	47	(1)	51.632
1950 Août	536	233	1.125	173	752	85	2.029	1.633	4.495	372	355	296	6.064	5.006	2.870	1.543	1.763	1.604	1.389	281	275	55	343	42	(1)	33.319
1950 Septembre	788	422	319	209	699	132	2.274	1.233	3.228	172	197	235	4.432	2.838	1.303	1.211	1.527	2.567	1.529	306	243	61	346	80	(1)	26.351
1950 Octobre	794	336	86	103	544	155	2.079	1.223	2.879	212	214	169	3.699	3.040	1.383	1.893	1.961	3.110	1.080	347	243	48	324	72	(1)	25.994
1950 Novembre	957	670	89	488	737	134	6.469	1.663	3.010	493	248	189	4.037	5.926	3.540	2.163	2.337	2.682	857	359	250	51	402	75	(1)	37.826
1950 Décembre	3.311	2.432	336	4.829	2.109	179	54.627	7.760	7.066	588	324	257	9.544	10.053	5.333	2.842	4.391	2.424	445	388	355	70	579	72	(1)	120.314
1951 Janvier	1.364	952	145	649	1.086	118	12.820	3.524	3.922	383	318	242	6.311	6.766	2.317	2.320	2.666	3.594	149	378	304	75	479	67	(1)	50.949
Total des chômeurs contrôlés																										
1949 Novembre	6.823	1.478	1.080	849	1.933	4.729	14.745	10.540	25.802	679	989	1.404	43.967	14.130	6.422	5.755	13.489	7.622	—	4.380	1.364	624	13.772	1.133	75.678	259.387
1949 Décembre	8.792	1.666	1.244	908	2.471	4.407	18.346	11.466	26.409	684	838	1.357	30.217	18.982	9.548	5.945	13.656	6.518	—	4.353	1.248	606	13.853	1.115	80.446	265.075
1950 Janvier	10.591	2.117	578	1.635	3.604	4.237	38.040	14.059	29.032	814	965	1.566	23.206	21.506	8.048	7.036	14.771	7.100	—	4.344	1.240	665	14.434	1.092	98.288	308.968
1950 Février	10.314	2.156	914	1.179	2.958	4.148	21.615	12.190	27.830	639	854	1.536	17.462	16.576	5.192	6.798	13.681	7.014	—	4.344	1.254	632	14.332	1.116	89.527	264.261
1950 Mars	8.688	1.184	1.524	881	2.429	4.896	14.272	10.644	27.892	617	841	1.528	16.336	12.564	4.544	6.979	12.977	7.309	—	4.278	1.163	607	14.193	1.130	79.363	236.839
1950 Avril	12.769	1.473	1.994	1.958	5.010	5.115	29.250	12.049	39.525	2.770	1.912	1.968	20.471	12.923	5.915	14.590	18.074	6.393	1.050	5.031	3.724	637	13.994	1.360	(1)	219.955
1950 Mai	9.334	1.394	5.184	1.453	4.506	4.762	24.332	11.344	38.941	2.739	1.871	1.845	21.726	12.931	6.394	13.468	17.406	6.069	1.024	4.741	3.720	831	13.799	1.375	(1)	210.989
1950 Juin	9.435	1.467	9.042	1.351	3.711	5.140	21.622	10.312	35.231	2.661	1.701	1.766	21.433	14.890	7.601	13.030	17.720	5.554	970	4.332	3.697	606	13.654	1.397	(1)	208.323
1950 Juillet	10.229	1.334	5.998	1.530	4.150	4.942	23.032	10.763	36.175	2.560	1.640	1.862	20.740	16.318	8.796	11.895	16.028	3.768	480	3.637	3.549	529	13.377	1.234	(1)	204.566
1950 Août	8.128	1.263	2.260	1.057	3.664	2.520	20.756	10.627	31.416	2.342	1.481	1.798	17.764	16.327	6.817	11.102	15.349	1.604	1.389	3.551	3.585	534	13.425	1.271	(1)	179.982
1950 Septembre	8.421	1.569	1.418	992	3.816	3.570	20.849	9.712	28.266	2.009	1.345	1.696	15.490	12.129	4.531	10.816	15.016	2.567								

STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES

I — BELGIQUE ET CONGO BELGE SITUATIONS GLOBALES DES BANQUES (1)

85

(millions de francs)

RUBRIQUES	31 oct. 1950	30 nov. 1950	31 déc. 1950	31 janv. 1951
ACTIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	—	—	—	—
B. Disponible et réalisable :				
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	2.007	2.340	2.853	2.222
Prêts au jour le jour	1.519	1.561	1.284	1.510
Banquiers	4.195	4.098	4.341	4.215
Maison-mère, succursales et filiales	1.155	1.142	899	787
Autres valeurs à recevoir à court terme	2.868	3.210	2.923	3.020
Portefeuille-effets	38.210	37.311	35.185	37.312
a) Portefeuille commercial (2)	8.526	7.720	6.845	7.699
b) Effets publics réescomptables à la Banque Nationale de Belgique	8.468	9.133	8.821	9.421
c) Effets publics mobilisables à la Banque Nationale de Belgique à concurrence de 95 %	21.216	20.458	19.519	20.192
Reportes et avances sur titres	760	795	765	751
Débiteurs par acceptations	4.904	5.466	6.134	6.673
Débiteurs divers	13.274	13.660	13.996	13.731
Portefeuille-titres	8.136	8.096	8.127	8.101
a) Valeurs de la réserve légale	189	189	189	189
b) Fonds publics belges	6.320	6.295	6.327	6.311
c) Fonds publics étrangers	99	102	98	99
d) Actions de banques	788	788	786	791
e) Autres titres	740	722	727	711
Divers	376	376	360	363
Capital non versé	3	3	3	3
Total disponible et réalisable	77.407	78.058	76.870	78.688
C. Immobilisé :				
Frais de constitution et de premier établissement	3	3	2	3
Immeubles	692	691	695	693
Participations dans les filiales immobilières	268	268	268	268
Créances sur filiales immobilières	167	169	173	177
Matériel et mobilier	77	79	77	77
Total de l'immobilisé	1.207	1.210	1.215	1.218
Total général actif	78.614	79.268	78.085	79.906
PASSIF				
A. Opérations d'épargne (article 15, arrêté royal 42)	—	—	—	—
B. Exigible :				
Créanciers privilégiés ou garantis	263	262	519	229
Emprunts au jour le jour	7	7	2	8
Banquiers	5.426	5.380	5.138	5.400
Maison-mère, succursales et filiales	1.408	1.346	1.426	1.435
Acceptations	4.904	5.466	6.134	6.673
Autres valeurs à payer à court terme	2.091	2.259	1.502	1.396
Créditeurs pour effets à l'encaissement	1.985	2.188	2.138	2.266
Dépôts et comptes courants	54.672	54.246	53.571	54.776
a) A vue et à un mois au plus	48.700	48.277	47.693	49.349
b) A plus d'un mois	5.972	5.969	5.878	5.427
Obligations et bons de caisse	238	256	271	281
Montants à libérer sur titres et participations	572	558	554	549
Divers	2.049	2.254	1.766	1.827
Total de l'exigible	73.615	74.222	73.021	74.840
C. Non exigible :				
Capital	2.916	2.962	2.982	2.982
Fonds indisponible, par prime d'émission	336	337	336	336
Réserve légale (art. 13, A. R. 185)	195	195	195	195
Réserve disponible	1.489	1.489	1.490	1.496
Provisions	63	63	61	57
Total du non exigible	4.999	5.046	5.064	5.066
Total général passif	78.614	79.268	78.085	79.906

(1) La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant partiellement leur activité à l'étranger ou dans la colonie, que les éléments d'actif et de passif des sièges belges.

Les soldes des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger ou dans la colonie apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, Succursales et Filiales ».

(2) En vue de donner une idée plus exacte des variations du portefeuille commercial, il a été décidé de publier désormais l'encours des effets réescomptés par les banques à la Banque Nationale et aux instituts paraétatiques.

Cet encours, qui n'est pas compris dans le portefeuille commercial, s'élevait aux 31 octobre 1950, 30 novembre 1950, 31 décembre 1950 et 31 janvier 1951 respectivement à 5.474, 7.066, 8.543 et 7.519 millions de francs.

SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(millions de francs)

ACTIF

	4-1-1951	11-1-1951	18-1-1951	25-1-1951	1-2-1951	8-2-1951	15-2-1951	22-2-1951
Encaisse en or	29.353	29.345	29.565	29.565	29.701	29.712	30.188	30.188
Avoirs sur l'étranger :								
a) en devises étrangères.....	1.155	1.034	1.393	1.341	1.170	1.316	958	880
b) en francs belges.....	1	1	1	1	1	1	1	1
Accord « Union Européenne de Paiements » : fr. b	2.203	2.203	2.203	2.010	1.790	1.595	1.495	1.374
Créances sur l'étranger dans le cadre d'accords de paiement :								
a) en devises étrangères.....	5.973	6.172	5.013	5.154	5.386	5.973	4.705	5.087
b) en francs belges.....	1.172	1.162	1.032	1.095	1.206	1.275	1.180	1.227
c) Union Européenne de Paiements.....	—	—	—	—	—	—	211	211
Devises étrangères et or à recevoir.....	0,3	0,2	0,2	—	—	—	—	—
Débiteurs pour change et or, à terme.....	1.256	1.002	1.015	896	786	796	778	747
Effets commerciaux sur la Belgique.....	10.451	10.098	9.947	9.368	10.158	9.261	9.608	9.351
Avances sur fonds publics.....	609	383	352	313	305	314	383	315
Effets publics (art. 20 des statuts. Convention du 14 septembre 1948) :								
a) certificats du Trésor.....	2.350	2.780	2.125	3.055	3.160	3.120	2.450	2.380
b) effets émis par des organismes dont les engagements sont garantis par l'Etat.....	5.017	4.856	4.725	4.182	4.506	4.603	3.674	2.871
c) autres effets publics.....	203	202	176	134	143	141	145	91
Monnaies divisionnaires et d'appoint.....	271	265	276	287	260	283	299	312
Avoirs à l'Office des Comptes A.....	2	2	1	1	1	1	1	1
Chèques Postaux / Compte B.....	701	710	710	713	716	776	780	792
Avance spéciale à l'Etat pour participation au Fonds Monétaire International.....	113	113	113	113	113	113	113	113
Créance consolidée sur l'Etat (art. 3, § b de la loi du 28 juillet 1948).....	34.939	34.939	34.939	34.910	34.910	34.910	34.910	34.910
Fonds publics (art. 18 et 21 des statuts).....	1.076	1.066	1.066	1.066	1.066	1.066	1.066	1.066
Immeubles, matériel et mobilier.....	341	341	341	542	542	542	542	542
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel.....	516	517	517	581	583	583	579	579
Divers.....	873	877	950	300	376	276	212	310
	98.575	98.068	96.460	95.627	96.879	96.657	94.278	93.348

PASSIF

	4-1-1951	11-1-1951	18-1-1951	25-1-1951	1-2-1951	8-2-1951	15-2-1951	22-2-1951
Billets en circulation.....	88.638	88.086	87.190	86.863	88.179	87.770	86.612	85.854
Comptes courants :								
Trésor public (Compte ordinaire.....)	5	3	4	2	3	2	7	7
Comptes Accord de Coopération Economique.....	14	13	121	13	14	15	6	5
Fonds Monétaire International.....	113	113	113	112	112	112	112	112
Banques à l'étranger : comptes ordinaires.....	1.259	1.261	1.244	1.244	1.249	1.254	1.259	1.270
Comptes courants divers.....	1.646	1.819	1.713	1.949	1.884	1.869	1.947	1.791
Engagements envers l'étranger dans le cadre d'accords de paiements :								
1° Banques à l'étranger (a).....	414	410	360	330	240	208	293	212
(b).....	701	710	710	713	716	776	780	792
2° Union Européenne de Paiements.....	1.812	1.812	1.112	1.112	1.112	1.112	—	—
Total des engagements à vue.....	94.602	94.227	92.567	92.343	93.509	93.118	91.016	90.049
Devises étrangères et or à livrer.....	1.293	1.144	1.179	1.229	1.291	1.451	1.166	1.198
Créiteurs pour change et or, à terme.....	0,3	0,2	0,2	—	—	—	—	—
Caisse de Pensions du Personnel.....	516	517	517	581	582	583	580	579
Divers.....	1.085	1.101	1.118	203	226	234	245	251
Capital.....	400	400	400	400	400	400	400	400
Réserves et comptes d'amortissement.....	679	679	679	871	871	871	871	871
	98.575	98.068	96.460	95.627	96.879	96.657	94.278	93.348

SITUATIONS MENSUELLES DE LA BANQUE DU CONGO BELGE

85

(millions de francs)

ACTIF

	31-8-1950	30-9-1950	31-10-1950	30-11-1950	31-12-1950	31-1-1951
Encaisse-or	1.115	1.137	1.156	1.162	1.171	1.182
Compte spécial de la Colonie (1)	105	105	105	105	105	105
Encaisses diverses	24	38	30	35	34	36
Avoirs aux Offices des Chèques postaux	12	14	12	19	12	13
Avoirs en banque { en Belgique	464	348	714	618	684	480
{ à l'étranger	1.853	1.932	2.082	2.290	2.163	2.250
Portefeuille-titres	468	468	468	468	468	468
Effets publics sur la Colonie, la Belgique et l'étranger	9.463	9.993	10.063	10.283	10.715	11.405
Effets commerciaux	764	794	852	861	1.036	1.055
Débiteurs	379	360	399	401	369	383
Immeubles et matériel	38	45	49	50	49	31
Devises étrangères à recevoir pour contrats de change à terme	1	18	22	21	19	16
Débiteurs pour contrats de change à terme	724	760	1.043	1.148	1.111	1.063
Divers	32	34	37	40	40	26
	15.442	16.046	17.032	17.501	17.976	18.513

PASSIF

	31-8-1950	30-9-1950	31-10-1950	30-11-1950	31-12-1950	31-1-1951
Capital	20	20	20	20	20	20
Réserves	48	48	48	48	48	49
Circulation (billets et monnaies métalliques)	2.699	2.670	2.622	2.779	2.911	2.922
Créditeurs à vue	9.762	10.606	11.267	11.312	11.532	12.240
Créditeurs à terme	1.268	1.209	1.222	1.361	1.272	1.220
Créditeurs pour contrats de change à terme	1	18	22	21	19	16
Devises étrangères à livrer pour contrats de change à terme	724	760	1.043	1.148	1.111	1.063
Transferts en route et divers	920	715	788	812	1.063	983
	15.442	16.046	17.032	17.501	17.976	18.513

(1) Art. 19 de la convention pour l'émission de billets de banque et de monnaies fiduciaires métalliques du 21 juin 1935.

II — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

Banque de France
(millions de francs)

DATES	Encaisse or	Or affecté en garantie (conv. du 17-11-1947 et loi du 25-11-1947)	Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements (6)	Bon du Trésor remboursable en or (1)	Portefeuille d'escompte (2)	Effets négociables achetés en France (décret du 17-6-1938)	Avances		Dettes de l'Etat envers la Banque		Billets au porteur en circulation	Comptes courants créiteurs Total
							sur titres	à 30 jours sur effets publics	Dettes totales (3)	Dont avances provisoires (4)		
1949 Moyenne annuelle...	52.917	10.491	22.066	(5) 2.951	282.026	126.978	5.209	13.710	759.238	583.810	1.110.129	155.294
1950 Moyenne annuelle...	102.905	(7) 9.293	(8)	(9) 2.951	370.247	132.945	5.456	13.918	775.962	589.175	1.389.244	143.247
1950 5 janvier	52.981	9.293	55.053	2.951	351.662	140.948	5.629	16.272	783.500	585.300	1.295.210	132.630
9 février	52.981	9.293	59.468	2.951	350.493	135.070	5.621	15.086	779.841	589.200	1.285.452	129.073
9 mars	52.981	9.293	61.783	2.951	366.696	129.308	5.155	18.161	783.283	591.200	1.315.729	119.276
6 avril	52.981	9.293	66.918	2.951	379.989	133.613	5.318	21.144	790.110	597.000	1.348.383	125.372
4 mai	52.981	9.293	87.596	2.951	358.768	128.435	5.729	19.406	790.123	596.200	1.348.335	116.531
8 juin	52.981	9.293	110.536	2.951	377.219	125.073	5.057	18.479	588.600	788.741	1.360.688	122.794
6 juillet	52.981	9.293	123.816	2.951	382.645	156.687	6.042	23.816	780.885	584.300	1.407.679	139.267
10 août	52.981	9.293	162.593	2.951	367.609	153.100	5.462	20.180	787.861	591.800	1.433.913	135.463
7 septembre (*)	182.785	—	152.568	—	379.976	137.916	5.313	15.032	731.129	591.000	1.461.624	151.167
5 octobre	182.785	—	176.430	—	370.978	131.812	5.450	12.378	740.800	594.900	1.500.077	138.354
9 novembre	182.785	—	146.628	—	386.613	123.388	6.133	13.289	792.648	584.800	1.495.641	164.266
7 décembre	182.785	—	148.332	—	351.868	143.257	5.859	18.509	786.732	582.400	1.511.713	142.093
1951 4 janvier	182.785	—	167.282	—	392.995	153.092	6.265	20.579	804.902	589.800	1.581.938	155.346
8 février	182.785	—	177.617	—	407.451	139.377	5.539	15.768	802.189	591.500	1.575.842	155.845
8 mars	182.785	—	188.004	—	398.995	134.532	5.733	17.070	816.867	591.000	1.587.448	174.911

Taux d'escompte { actuel : 2 1/2 % depuis le 8 juin 1950.
précédent : 3 % depuis le 30 septembre 1948.

(1) Convention du 17 novembre 1947 et du 25 novembre 1947.

(2) Cette rubrique comprend : les effets escomptés sur la France, les effets garantis par l'Office des Céréales et les effets escomptés sur l'étranger. Depuis le 5 janvier 1950, cette rubrique comprend également les « effets de mobilisation de crédits à moyen terme ».

(3) La dette totale comprend : l'avoire de la Banque dans ses comptes courants postaux; les prêts sans intérêts à l'Etat; les avances provisoires de la Banque à l'Etat; les Bons du Trésor négociables remis en contre-partie des cessions d'or au Fonds de Stabilisation des Changes; les avances consenties à ce même Fonds en vertu de la convention du 27 juin 1949; l'Engagement de l'Etat relatif au dépôt d'or de la Banque Nationale de Belgique; les Bons négociables de la Caisse Autonome d'Amortissement (convent. des 23 juin 1928 et 7 décembre 1931) pour un montant fixe de 5.003 millions de francs; les Bons du Trésor négociables (souscription de l'Etat au Fonds Monétaire International et au capital de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement) pour un montant fixe de 12.000 millions de francs.

(4) Les avances provisoires comprennent notamment les « Avances provisoires extraordinaires à l'Etat du 25 août 1940 au 20 juillet 1944 », qui s'élèvent à 426.000 millions de francs.

(5) Moyenne des sept derniers mois.

(6) Avant le 19 octobre 1950, ce compte s'intitulait « Disponibilités à vue à l'étranger ».

(7) Moyenne du 5 janvier au 10 août 1950.

(8) Moyenne du 5 janvier au 12 octobre 1950 (Disponibilités à vue à l'étranger) : 105.398 millions de francs; moyenne du 19 octobre au 28 décembre 1950 (Disponibilités à vue à l'étranger et avoirs à l'Union Européenne de Paiements) : 147.083 millions de francs.

(9) Moyenne du 5 janvier au 10 août 1950.

(*) Réévaluation de l'encaisse or en vertu de la loi du 4 août 1950.

Bank of England
(millions de £)

DATES	Encaisse métallique		Placements du « Banking Department »			Billets en circulation (Issue Department)	Montant autorisé de la circulation fiduciaire (1)	Dépôts (Banking Department)					Rapport de l'encaisse du Bank Department au solde de ses dépôts %	
	Monnaies et lingots d'or (Issue Department)	Monnaies (Banking Department)	Valeurs garanties par l'Etat	Escomptes et avances	Autres valeurs			Total	Organismes publics		Banques	Autres dépôts		Total
									compte ordinaire	compte spécial du Trésor (2)				
1949 Moyenne annuelle...	0,28	4,61	354,3	19,7	25,8	399,8	1.269,0	1.314,4	12,3	28,6	296,4	94,6	431,9	11,6
1949 Moyen. du 5 jan. au 14 septembre.	0,25	4,26	334,8	20,1	25,8	380,7	1.266,7	1.314,9	12,9	17,0	295,4	89,9	415,2	12,7
Moyen. du 21 sept. au 28 décembre...	0,36	5,48	402,3	18,8	26,0	447,1	1.274,6	1.313,3	11,0	57,3	298,9	106,5	473,7	9,4
1950 Moyenne annuelle...	0,36	4,77	519,8	22,4	26,6	568,8	1.287,4	1.328,4	14,7	195,6	292,2	94,3	596,8	7,7
1950 4 janvier	0,36	5,24	440,9	23,7	23,4	488,0	1.299,7	1.350,0	19,8	97,9	292,9	115,1	525,7	10,6
8 février	0,36	5,25	448,1	21,9	32,5	502,5	1.246,4	1.300,0	8,4	131,7	288,9	114,3	543,3	10,9
8 mars	0,36	5,26	447,9	20,9	23,6	492,4	1.257,6	1.300,0	15,9	150,5	281,2	74,3	521,9	9,2
5 avril	0,36	5,50	496,3	12,2	23,5	532,0	1.282,1	1.300,0	9,3	160,0	285,4	83,4	538,1	4,4
10 mai	0,36	6,11	520,4	15,5	29,8	565,5	1.283,8	1.300,0	23,6	178,8	275,2	92,8	570,4	4,0
7 juin	0,36	6,28	551,3	15,9	24,0	591,2	1.289,6	1.300,0	12,1	196,2	285,9	95,9	590,1	2,9
5 juillet	0,36	6,51	537,6	23,1	24,0	584,7	1.302,6	1.350,0	13,4	217,9	292,4	97,1	620,8	8,7
9 août	0,36	6,50	600,3	11,1	25,4	636,8	1.329,4	1.350,0	15,8	246,5	285,7	97,9	645,9	4,3
6 septembre	0,36	4,79	549,6	22,2	24,6	596,4	1.299,0	1.350,0	13,4	246,5	279,1	95,2	634,2	8,9
4 octobre	0,36	2,71	562,3	18,8	24,3	605,4	1.282,7	1.350,0	12,9	254,8	296,0	93,5	657,2	10,7
8 novembre	0,36	2,35	558,1	30,6	31,6	620,3	1.278,4	1.350,0	15,3	266,4	308,4	86,7	676,8	11,0
6 décembre	0,36	1,57	581,9	35,9	25,0	642,8	1.308,0	1.350,0	14,2	266,4	302,7	85,4	668,7	6,6
1951 10 janvier	0,36	1,07	339,0	20,4	24,7	384,1	1.314,0	1.350,0	18,7	2,4	297,4	84,8	403,3	9,3
7 février	0,36	0,62	292,7	16,6	46,4	355,7	1.286,4	1.350,0	21,6	9,3	285,3	85,8	402,0	16,1
7 mars	0,36	0,45	312,8	13,6	24,1	350,5	1.295,1	1.350,0	12,8	0,3	290,0	84,7	387,8	14,4

Taux d'escompte { actuel : 2 % depuis le 26 octobre 1939.
précédent : 3 % depuis le 28 septembre 1939.

(1) Non compris les billets émis en contre-partie de l'or.

(2) Compte de Coopération européenne.

Nederlandsche Bank

(millions de florins)

86

DATES	Encaisse-or	Portefeuille-effets sur la Hollande	Créances en valeurs libellées en monnaies étrangères (1)	Moyens de paiement à l'étranger	Avances nantées en compte courant (y compris les prêts) sur titres, marchandises et warrants	Cert. de Trésor, repris par la Banque à l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créance comptable sur l'Etat (accord du 26-2-1947)	Créances en florins décaissant d'accords de paiement (2)	Billets en circulation		Comptes courants créditeurs						Avoirs libellés en monnaies étrangères (6)	
									Anciennes émissions	Nouvelles émissions	du Trésor		Avoirs des banques en Hollande	Avoirs décaissant d'accords de paiement (3)	Autres avoirs (4)	Avoirs de non-résidents (5)		Avoirs bloqués
											ordinaire	spécial						
1949 Moyen. ann...	499	1,3	469	4,1	150	1.797	1.500	254	86	2.993	316	347	47	396	407	—	3	44
1949 Moy. du 3 janv au 19 sept.	437	1,9	385	4,8	150	1.800	1.500	227	91	3.001	224	279	46	377	398	—	4	58
Moy. du 26 sep au 27 déc.	667	—	697	2,2	148	1.789	1.500	329	72	2.973	566	534	49	449	431	—	2	7
1950 Moyen. ann...	867	2,6	1.066	1,4	114	1.404	1.500	383	63	2.879	392	941	40	477	421	—	2	55
1950 9 janvier ...	740	—	731	1,6	140	1.750	1.500	381	70	3.012	608	610	37	481	319	—	3	12
6 février ...	871	—	785	1,1	175	1.600	1.500	360	69	2.988	571	642	33	507	385	—	2	13
6 mars ...	871	3,6	799	1,6	157	1.600	1.500	347	67	2.991	414	770	31	540	381	—	2	13
11 avril ...	871	—	862	1,7	162	1.350	1.500	357	66	2.965	467	540	37	444	474	—	2	25
8 mai ...	871	5,3	950	1,4	141	1.350	1.500	387	65	2.935	472	715	27	445	448	—	2	31
5 juin ...	871	—	1.039	1,0	140	1.350	1.500	395	64	2.851	422	795	30	454	584	—	2	33
10 juillet ...	871	—	1.144	1,1	142	1.350	1.500	378	62	2.869	272	911	47	497	642	—	2	30
7 août ...	871	9,7	1.214	2,5	56	1.350	1.500	380	61	2.855	358	1.021	44	478	482	—	2	24
4 septembre ...	871	—	1.254	1,7	51	1.350	1.500	369	60	2.873	213	1.210	44	545	371	—	2	24
9 octobre ...	873	—	1.296	1,3	55	1.350	1.500	369	59	2.774	191	1.346	57	641	276	—	2	45
6 novembre ...	873	—	1.285	1,2	51	1.350	1.500	409	58	2.791	210	1.388	56	427	402	—	1	79
4 décembre ...	873	—	1.288	1,1	79	1.350	1.500	412	57	2.844	279	1.318	31	469	256	—	—	195
1951 8 janvier ...	1.175	2,3	893	2,1	60	1.600	1.500	282	56	2.864	171	1.348	40	410	213	104	—	284
5 février ...	1.175	0,4	939	3,5	91	1.500	1.500	285	55	2.831	191	1.325	29	421	185	106	—	323
5 mars ...	1.175	0,9	956	3,3	123	1.500	1.500	263	54	2.812	193	1.386	34	353	171	106	—	393

Taux d'escompte { actuel : 3 % depuis le 26 septembre 1950.
précédent : 2 1/2 % depuis le 27 juin 1941.

(1) Avant le 2 janvier 1951, ce compte se décomposait en « Papier sur l'étranger » et « Avoirs des correspondants à l'étranger ».

(2) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Créances en florins sur les banques d'émission étrangères et institutions similaires ». Ce changement d'intitulé signifie que cette rubrique enregistre désormais uniquement les créances décaissant d'accords de paiement avec l'étranger et dont les comptes sont libellés en florins. Les créances qui ne doivent plus être portées sous cette rubrique ont été transférées à un compte « Divers ».

(3) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Avoirs libres de banques d'émission étrangères et institutions similaires ».

(4) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Autres avoirs libres ». Par suite de la disparition du compte « Avoirs bloqués », ce compte s'intitule à présent : « Autres avoirs ».

(5) Ce compte enregistre les avoirs en florins de non-résidents ne décaissant pas d'accords de paiement.

(6) Avant le 2 janvier 1951, ce compte s'intitulait « Créditeurs en monnaies étrangères ».

Banque Nationale Suisse

(millions de francs suisses)

DATES	Encaisse or	Disponibilités à l'étranger pouvant servir de couverture	Portefeuille-effets sur la Suisse	Avances sur nantissement	Correspondants en Suisse	Billets en circulation	Autres engagements à vue	Rapport de l'encaisse et des devises à l'ensemble des engagements à vue %
1949 Moyenne annuelle.	6.047	305,2	104,9	27,6	9,7	4.266	1.817	104,41
1950 Moyenne annuelle.	6.176	297,4	88,7	23,3	11,3	4.249	2.119	101,67
1950 7 janvier	6.247	260,0	79,9	22,7	8,8	4.391	1.882	103,73
7 février	6.245	267,2	72,9	20,4	7,0	4.170	2.098	103,89
7 mars	6.247	264,1	72,7	17,1	8,3	4.196	2.077	103,82
6 avril	6.249	279,9	72,0	18,0	8,8	4.236	2.054	103,80
6 mai	6.241	296,1	69,3	20,9	7,7	4.208	2.092	103,77
7 juin	6.240	295,9	71,3	19,9	7,6	4.168	2.210	102,48
7 juillet	6.252	281,2	72,6	24,2	8,9	4.218	2.264	100,79
7 août	6.179	325,6	83,2	22,6	8,3	4.210	2.270	100,39
7 septembre	6.146	344,3	91,0	26,3	8,8	4.232	2.249	100,14
7 octobre	6.101	366,9	110,1	26,0	7,0	4.276	2.196	99,93
7 novembre	6.071	328,3	113,7	27,3	10,7	4.299	2.116	99,77
7 décembre	6.020	277,3	118,3	26,5	11,9	4.380	1.943	99,59
1951 6 janvier	5.976	275,7	193,9	34,1	14,6	4.503	1.848	98,42
7 février	5.991	285,1	133,9	25,9	10,6	4.303	2.004	99,63
7 mars	6.025	270,7	152,0	31,6	11,3	4.327	2.024	99,12

Taux d'escompte { actuel : 1 1/2 % depuis le 26 novembre 1936.
précédent : 2 % depuis le 9 septembre 1936.

Federal Reserve Banks

(millions de \$)

DATES	Réserves de certificats-or			Autres réserves	Fonds publics nationaux	Billets (Federal Reserve Notes)	Dépôts (Banques associées, Trésor, etc.)	Rapport des réserves aux engagements à vue %
	Certificats-or	Fonds de rachat Billets (F.R.N.)	Total					
1949 Moyenne annuelle	22.610	584	23.194	288	19.594	23.396	19.704	53,8
1950 Moyenne annuelle	22.143	533	22.676	247	18.411	23.001	18.315	54,9
1950 4 janvier	22.620	552	23.172	262	18.829	23.440	18.906	54,7
8 février	22.584	540	23.124	333	17.656	22.929	18.064	56,4
8 mars	22.582	538	23.120	287	17.846	22.995	18.145	56,2
5 avril	22.489	541	23.030	238	17.572	22.968	17.760	50,5
10 mai	22.524	524	23.048	192	17.591	22.845	17.754	56,8
7 juin	22.473	525	22.998	179	17.672	22.831	17.859	56,5
5 juillet	22.459	523	22.982	193	18.586	23.048	18.369	55,5
9 août	22.264	522	22.786	255	18.349	22.859	18.465	55,1
6 septembre	21.821	518	22.339	215	18.942	23.054	18.342	54,0
4 octobre	21.739	526	22.265	214	19.375	23.012	18.763	53,3
8 novembre	21.460	534	21.994	213	19.311	23.193	18.247	53,1
6 décembre	21.183	551	21.734	232	20.239	23.488	18.809	51,4
1951 10 janvier	20.704	589	21.293	320	20.461	23.341	18.947	50,4
7 février	20.513	597	21.110	359	21.641	23.101	21.071	47,8
7 mars	20.115	595	20.710	340	22.179	23.132	20.565	47,4

Taux d'escompte (actuel : 1,75 % depuis le 21 août 1950.
précédent : 1,50 % depuis le 13 août 1948.

Sveriges Riksbank

(millions de Kr.)

ÉPOQUES (moyenne annuelle ou fin de mois)	Encaisse-or (1)	Surplus de valeur d'or	Fonds d'Etat et obligations suédois	Effets payables en Suède, prêts et avances en comptes courants	Fonds d'Etat étran- gers, effets payables à l'étranger et exigible des banques et banquiers étrangers	Tous autres actifs	Billets en circulation	Comptes courants				Tous autres passifs	Droit d'émission total (2)	Rapport en % (3)	
								des institutions d'Etat	de banques commerciales	autres déposants	Ensemble			de l'encaisse métallique aux billets en circul.	de l'encaisse métallique au droit d'émission
1949 Moyenne annuelle	163	140	3.068	111	609	497	3.015	610	178	83	871	701	3.350	10,03	9,02
1949 Moyenne des 8 premiers mois	166	105	3.112	110	470	521	2.958	639	178	80	897	630	3.275	9,19	8,30
Moyenne des 4 derniers mois	155	208	2.979	112	886	449	3.128	553	178	88	819	843	3.500	11,61	10,37
1950 Moyenne annuelle	189	228	2.890	163	970	300	3.200	436	203	73	712	809	3.500	12,42	11,36
1949 Décembre	154	208	3.184	138	954	332	3.287	467	361	79	907	775	3.500	11,01	10,34
1950 Janvier	154	208	2.794	140	958	335	3.111	479	185	79	743	735	3.500	11,63	10,34
Février	154	207	2.909	123	983	339	3.133	470	271	84	825	756	3.500	11,52	10,31
Mars	153	206	2.650	151	959	387	3.161	409	40	83	532	815	3.500	11,37	10,27
Avril	156	210	2.898	158	874	274	3.206	437	103	81	621	742	3.500	11,41	10,45
Mai	158	212	2.789	170	968	273	3.092	442	224	79	745	733	3.500	11,96	10,57
Juin	157	212	2.833	131	948	345	3.178	533	75	72	680	767	3.500	11,60	10,53
Juillet	157	211	2.675	136	964	282	3.105	431	109	75	615	704	3.500	11,84	10,50
Août	156	211	2.936	150	958	263	3.163	330	379	79	788	723	3.500	11,60	10,48
Septembre	191	257	2.745	184	1.085	266	3.197	394	131	65	590	940	3.500	14,01	12,80
Octobre	199	269	2.957	188	1.084	277	3.250	394	342	67	803	922	3.500	14,41	13,38
Novembre	199	268	3.046	211	940	304	3.285	404	263	63	730	953	3.500	14,22	13,35
Décembre	198	267	3.443	209	920	251	3.513	511	312	44	867	910	3.500	13,25	13,30
1951 Janvier	206	278	3.425	189	871	200	3.336	568	337	51	956	876	3.500	14,50	13,82
Février	239	321	3.618	171	779	176	3.363	466	479	43	987	954	3.500	16,65	16,—

Taux d'escompte (actuel : 3 % depuis le 1^{er} décembre 1950.
précédent : 2 1/2 % depuis le 9 février 1945.

- (1) La couverture métallique est constituée par la totalité de l'or déposé en Suède et à l'étranger.
(2) Le droit d'émission est fixé par la loi du 28 mai 1948 à 3.200 millions de Kr., puis à 3.500 millions de Kr. par la loi du 3 juin 1949.
(3) Pour le calcul des rapports, l'encaisse est évaluée au prix courant de l'or.

Taux d'escompte des principales banques d'émission (au 28 février 1951)

	Depuis le	%		Depuis le	%
Allemagne	27 octobre 1950	6,—	Hongrie	1 ^{er} novembre 1947	5,—
Autriche	10 juillet 1935	3,50	Irlande	23 novembre 1943	2,50
Belgique	11 septembre 1950	3,75 (1)	Italie	6 avril 1950	4,—
Bulgarie	27 juillet 1948	3,50	Norvège	9 janvier 1946	2,50
Danemark	2 novembre 1950	5,—	Pologne	1 ^{er} août 1947	6,—
Espagne	22 mars 1949	4,—	Portugal	12 janvier 1944	2,50
Etats-Unis (Federal Reserve Bank of New-York)	21 août 1950	1,75	Roumanie	25 mars 1948	5,—
Finlande	3 novembre 1950	7,75	Suède	1 ^{er} décembre 1950	3,—
France	8 juin 1950	2,50	Suisse	26 novembre 1936	1,50
Grande-Bretagne	26 octobre 1939	2,—	Tchécoslovaquie	28 octobre 1945	2,50
Grèce	12 juillet 1948	12,—	Turquie	1 ^{er} juillet 1938	4,—
Hollande	25 septembre 1950	3,—	Yougoslavie	20 août 1948	1,— à 3,—

(1) Taux de traites acceptées domiciliées en banque et warrants. Autres taux, voir tableau 2.

III — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX, A BALE

Situations en milliers de francs suisses or

[unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 5 des statuts)]

87

	31 décembre 1950		31 janvier 1951		28 février 1951			31 décembre 1950		31 janvier 1951		28 février 1951	
	ACTIF							PASSIF					
		%		%		%			%		%		%
I. Or en lingots et monnayé.....	509.709	47,6	429.924	42,3	383.377	37,9	I. Capital :						
II. Encaisse.							Capital autorisé et émis 200.000 actions de 2.500 francs suisses or chacune.....	500.000		500.000		500.000	
A la Banque et en compte courant dans d'autres banques.....	61.667	5,8	43.329	4,3	65.578	6,5	Actions libérées de 25 %.....	125.000	11,7	125.000	12,3	125.000	12,3
III. Fonds à vue placés à intérêts ..	3.289	0,3	3.375	0,3	3.287	0,3	II. Réserves :						
IV. Portefeuille réescomptable :							1. Fonds de Réserve légale.....	6.527		6.527		6.527	
1. Effets de commerce et acceptations de Banque.....	27.573	2,6	33.594	3,3	36.488	3,6	2. Fonds de Réserve générale...	13.343		13.343		13.343	
2. Bons du Trésor.....	88.886	8,3	122.184	12,0	125.060	12,3	III. Dépôts à court terme et à vue (or) :	19.870	1,9	19.870	2,0	19.870	2,0
V. Effets divers remobilisables sur demande.....	31.540	2,9	52.853	5,2	61.733	6,1	1. Banques Centrales pour leur compte :						
VI. Fonds à terme et avances :							a) De 3 à 6 mois.....	31.142	2,9	—	—	—	—
1. A 3 mois au maximum.....	31.354	2,9	17.331	1,7	16.264	1,6	b) A 3 mois au maximum...	12.251	1,1	43.399	4,3	43.402	4,3
2. De 3 à 6 mois.....	12.884	1,2	10.703	1,0	10.716	1,1	c) A vue.....	296.644	27,7	214.521	21,1	157.653	15,6
3. De 6 à 9 mois.....	—	—	—	—	—	—	2. Autres déposants :						
4. De 9 à 12 mois.....	322	0,0	917	0,1	1.336	0,1	A vue.....	7.728	0,7	10.583	1,0	10.582	1,0
5. A plus d'un an.....	698	0,1	651	0,1	—	—	IV. Dépôts à court terme et à vue (diverses monnaies) :	347.765		268.503		211.637	
VII. Effets et placements divers :	45.258		29.602		28.316		1. Banques Centrales pour leur compte :						
1. Bons du Trésor.							a) De 9 à 12 mois.....	—	—	—	—	—	—
a) A 3 mois au maximum....	54.188	5,1	74.713	7,4	89.977	8,9	b) De 6 à 9 mois.....	—	—	—	—	—	—
b) De 3 à 6 mois.....	67.952	6,4	30.235	3,0	15.147	1,5	c) De 3 à 6 mois.....	22.639	2,1	22.661	2,2	22.607	2,2
c) De 6 à 9 mois.....	—	—	—	—	—	—	d) A 3 mois au maximum...	343.602	32,1	366.865	36,1	404.090	39,9
2. Autres effets et placements divers :							e) A vue.....	60.041	5,6	61.673	6,1	79.649	7,9
a) A 3 mois au maximum....	71.479	6,7	72.742	7,2	75.951	7,5	2. Banques Centrales pour le compte d'autres déposants :						
b) De 3 à 6 mois.....	23.877	2,2	39.600	3,9	36.158	3,6	a) A 3 mois au maximum...	763	0,1	—	—	2.130	0,2
c) De 6 à 9 mois.....	3.583	0,3	1.581	0,2	1.583	0,2	b) A vue.....	241	0,0	241	0,0	241	0,0
d) De 9 à 12 mois.....	11.654	1,1	544	0,1	8.277	0,8	3. Autres déposants :						
e) A plus d'un an.....	—	—	11.529	1,1	11.500	1,1	a) De 3 à 6 mois.....	—	—	—	—	—	—
VIII. Actifs divers.....	232.733		230.944		238.593		b) A 3 mois au maximum...	15.377	1,4	14.671	1,5	15.404	1,5
IX. Fonds propres utilisés en exécution des accords de La Haye de 1930 pour placements en Allemagne (voir ci-dessous).....	1.576	0,1	1.497	0,1	1.678	0,2	c) A vue.....	17.532	1,6	17.678	1,7	12.725	1,3
	68.291	6,4	68.291	6,7	68.291	6,7	V. Divers.....	460.195		483.789		536.846	
Total actif ..	1.070.523	100,0	1.015.593	100,0	1.012.401	100,0	VI. Compte de profits et pertes — report à nouveau.....	10.618	1,0	11.355	1,1	11.972	1,2
							VII. Provision pour charges éventuelles.....	2.627	0,3	2.627	0,3	2.627	0,3
							Total passif...	104.448	9,8	104.449	10,3	104.449	10,3
								1.070.523	100,0	1.015.593	100,0	1.012.401	100,0

Exécution des accords de La Haye de 1930 :

Fonds placés en Allemagne :				Dépôts à long terme :			
1. Créances sur la Reichsbank et la Golddiskontbank : effets de la Golddiskontbank et de l'administration des chemins de fer et bons de l'administration des Postes (échus).....				1. Dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités (voir Note 2)...			
				152.606		152.606	152.606
	221.019		221.019	228.909	76.303	228.909	228.909
2. Effets et bons du Trésor du Gouvernement allemand (échus).....				Fonds propres utilisés en exécution des accords (voir poste IX ci-dessus).....			
	76.181		76.181	68.291		68.291	68.291
Total...	297.200		297.200	297.200		297.200	297.200

Note 1 : L'or sous dossier et les valeurs détenus en garde pour le compte de Banques Centrales et d'autres déposants, les fonds détenus en qualité d'Agent de l'O.E.C.E. (Union Européenne de Paiements) et les fonds détenus pour le service des emprunts internationaux, dont la Banque est le mandataire-trustee ou l'agent financier, ne sont pas inclus dans la présente situation.

Note 2 : Sur le total des dépôts des Gouvernements créanciers au compte de Trust des Annuités équivalant à francs suisses or 152.606.250.—, la Banque a reçu jusqu'à présent, de Gouvernements dont les dépôts s'élèvent à l'équivalent de francs suisses or 143.251.486,88, confirmation qu'ils ne pourront lui demander, au titre de tels dépôts, le transfert de montants supérieurs à ceux dont elle pourra elle-même obtenir le remboursement et le transfert par l'Allemagne dans les monnaies agréées par la Banque.

IV — STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES (1)

(millions de francs)

ÉPOQUES (fin de mois)	A LA DISPOSITION DE L'ÉCONOMIE BELGE									
	MONNAIE FIDUCIAIRE			MONNAIE SCRIPTURALE				Total du stock monétaire à la disposition de l'économie belge	P.c. de la monnaie fiduciaire dans le stock monétaire	Avoirs de l'étranger en comptes à vue en francs belges
	Billets et monnaies du Trésor	Billets de la Banque Nationale de Belgique	Stock de monnaie fiduciaire (*)	Comptes courants de la Banque Nationale de Belgique (*)	Avoirs en comptes chèques postaux (*)	Dépôts à vue et à un mois au plus dans les banques et établissements parat bancaires (*)	Stock de monnaie scripturale			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7) = (4) + (5) + (6)	(8) = (3) + (7)	(9) = (3) / (8)	(10)
1949 Janvier.....	4.480	83.870	87.334	1.066	17.333	41.139	59.538	146.872	59,5	9.996
1949 Novembre.....	4.107	86.615	89.709	1.076	19.021	42.002	62.099	151.808	59,1	8.172
1949 Décembre.....	4.118	87.890	91.040	1.531	20.204	43.149	64.884	155.924	58,4	8.340
1950 Janvier.....	4.189	87.287	90.448	702	18.145	43.743	62.590	153.038	59,1	8.482
Février.....	4.259	87.494	90.737	715	18.143	42.547	61.405	152.142	59,6	8.085
Mars.....	4.314	87.530	90.710	650	18.425	43.477	62.552	153.262	59,2	8.575
Avril.....	4.386	87.062	90.216	839	18.422	43.459	62.720	152.936	59,0	8.969
Mai.....	4.431	86.083	89.417	802	18.661	43.318	62.781	152.198	58,7	9.148
Juin.....	4.517	87.304	90.696	689	19.157	43.709	63.555	154.251	58,8	10.080
Juillet.....	4.626	88.812	92.157	506	18.696	43.248	62.450	154.607	59,6	9.710
Août.....	4.654	88.188	91.652	516	18.839	42.651	62.006	153.658	59,6	9.225
Septembre.....	4.664	86.352	89.983	554	18.460	43.501	62.515	152.498	59,0	10.417
Octobre.....	4.668	85.496	90.023	582	18.890	43.822	63.294	153.317	58,7	10.839
Novembre.....	4.687	86.238	89.734	563	18.125	43.812	62.500	152.234	58,9	10.584
Décembre.....	4.770	88.599	92.290	588	19.574	42.752	63.314	155.604	59,3	11.112
1951 Janvier.....	4.950	88.069	91.761	628	18.270	43.964	62.862	154.623	59,3	11.616

(*) Déduction faite des encaisses du système bancaire.

(1) Cfr. *Bulletin d'Information et de Documentation* de décembre 1949, vol. II, n° 6: « La détermination du stock monétaire dans l'économie belge », p. 333 et suivantes.

V — VITESSE DE CIRCULATION DE LA MONNAIE SCRIPTURALE EN BELGIQUE

Mois	Comptes chèques postaux (1)	Dépôts à vue dans les banques
1950 Mai.....	3,59	1,46
Juin.....	3,27	1,51
Juillet.....	3,38	1,43
Août.....	3,30	1,37
Septembre.....	3,31	1,55
Octobre.....	3,51	1,63
Novembre.....	3,79	1,65
Décembre.....	3,55	1,85
1951 Janvier.....	3,59	1,76

(1) Voir tableau n° 36

Note. — Les coefficients de rotation des comptes chèques postaux et des dépôts à vue dans les banques ne sont pas comparables, n'étant pas calculés sur des bases identiques. Les coefficients relatifs aux comptes bancaires sont plus précis.

STOCK MONETAIRE EN FRANCS BELGES

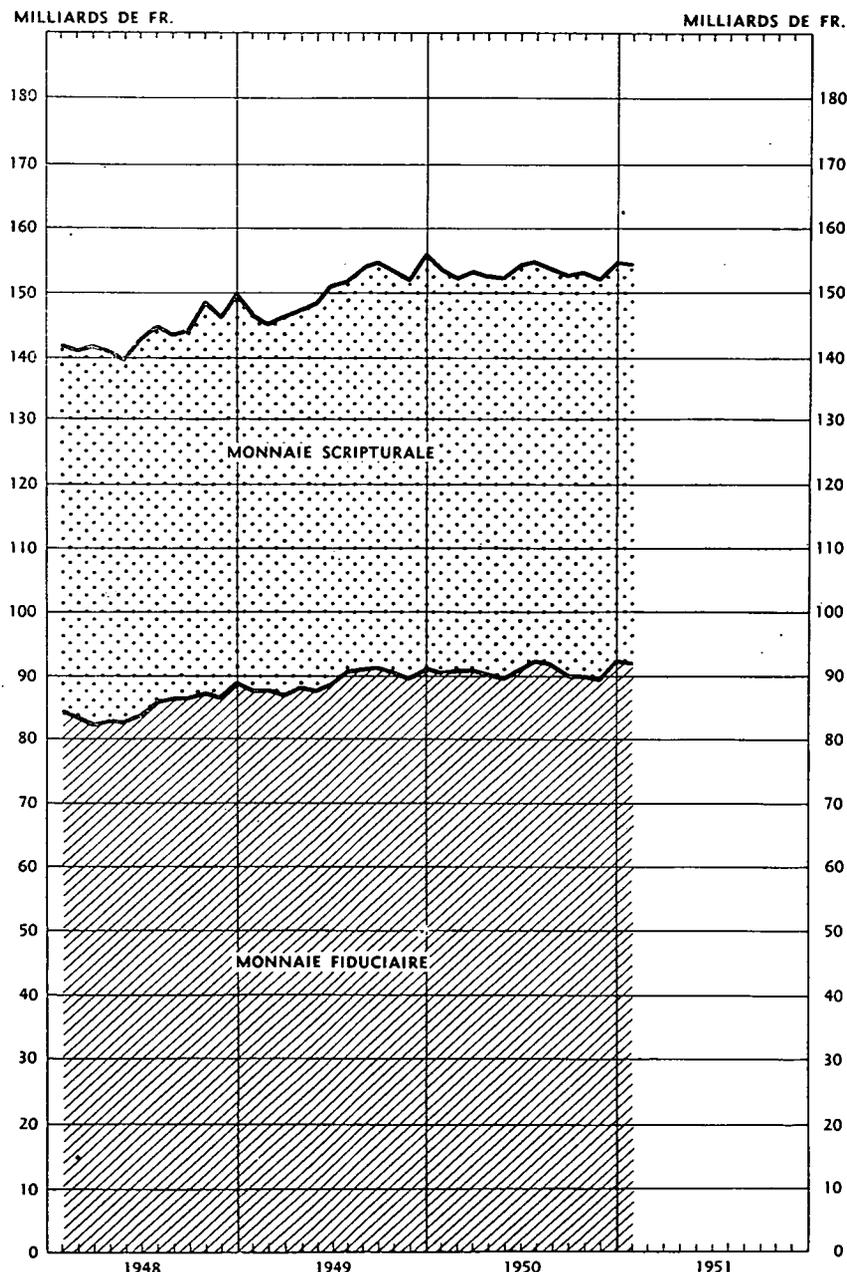


TABLE DES MATIÈRES

(Les chiffres précédés de la lettre « p » sont provisoires)

STATISTIQUES COURANTES

	Tabl.		Tabl.
LE MARCHÉ DE L'ARGENT		LES PRIX	
I — Taux d'escompte et de prêts	2	a) Indices des prix de gros en Belgique ..	45
II — Taux des dépôts en banque et à la Caisse Générale d'Épargne	4	b) Indices des prix de gros en Belgique et à l'étranger	45
LE MARCHÉ DES CHANGES ET DES MÉTAUX PRÉCIEUX		c) Indices des prix de détail en Belgique..	46
I — Cours des métaux précieux	9	LA PRODUCTION	
II — Cours officiels des changes	10	I — Production charbonnière et métal- lurgique	55
LE MARCHÉ DES CAPITAUX		II — Industrie textile	56
I — Cours comparés de quelques fonds publics	14	III — Productions diverses	56
II — Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers	15	IV — Énergie électrique	58
III — Mouvement des opérations à la Bourse de Bruxelles	15	V — Gaz	59
IV — Cours et rendements des principaux types de valeurs à revenu fixe ..	16	LA CONSOMMATION	
V — Émissions de capitaux en Belgique et au Congo belge	17	I — Indices des ventes à la consom- mation	65
Tableau rétrospectif		II — Consommation de tabac	66
Émissions des sociétés congolaises en novembre 1950 :		III — Abatages dans les 12 principaux abattoirs du pays	67
Détail des émissions		LES TRANSPORTS	
Groupement par importance du capital		I — Activité de la Société nationale des Chemins de fer belges	70
Émissions des sociétés belges en décembre 1950 :		a) recettes et dépenses d'exploit- ation	
Détail des émissions		b) wagons fournis à l'industrie	
Groupement par importance du capital		c) trafic :	
VI — Emprunts des pouvoirs publics	18	1° trafic général	
VII — Opérations bancaires du Crédit Com- munal	19	2° grosses marchandises :	
VIII — Inscriptions hypothécaires	20	A) ensemble du trafic	
LES FINANCES PUBLIQUES		B) service interne belge	
I — Situation de la Dette publique	25	II — Activité de la Société nationale des Chemins de fer vicinaux	70
II — Situation des avoirs en effets publics de la Banque Nationale de Bel- gique	25	III — Les ports	71
III — Rendement des impôts	26	a) Anvers	
LES REVENUS ET L'ÉPARGNE		b) Gand	
I — Rendement des sociétés par actions belges et congolaises	30	IV — Mouvement général de la navigation intérieure	72
Dividendes et coupons d'obliga- tions mis en paiement :		LE COMMERCE EXTERIEUR	
en décembre 1950		Classification adoptée par la convention de Bruxelles	75
Tableau rétrospectif		LE CHOMAGE	
II — Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	31	I — Chômage complet et partiel	81
a) Dépôts sur livrets particuliers à la Caisse d'Épargne		II — Répartition des chômeurs contrôlés par province	81
b) Versements inscrits aux comp- tes des affiliés à la Caisse de Retraite		III — Répartition des chômeurs inscrits par groupe de professions	81
III — Indice trimestriel des salaires	32	STATISTIQUES BANCAIRES ET MONÉTAIRES	
LE MOUVEMENT DES AFFAIRES		I — Belgique et Congo belge :	
I — Chambres de compensation	35	Situations globales des banques ..	85
a) Mouvement du débit		Banque Nationale de Belgique :	
b) Détail du mouvement de la compensation à Bruxelles		Situations hebdomadaires	85
II — Chèques postaux	36	Banque du Congo belge :	
		Situations mensuelles	85
		II — Banques d'émission étrangères :	
		Situations	86
		Banque de France	
		Bank of England	
		Nederlandsche Bank	
		Banque Nationale Suisse	
		Federal Reserve Banks	
		Sveriges Riksbank	
		Taux d'escompte	
		III — Banque des Règlements Internatio- naux, à Bâle	87
		IV — Stock monétaire en francs belges ..	89
		V — Vitesse de circulation de la monnaie scripturale en Belgique	89

Prix de l'abonnement annuel : { Belgique, 250 francs.
Etranger, 300 francs.

Virement au compte chèques postaux n° 500 de la Banque Nationale de Belgique, ou au compte courant ouvert dans ses livres sous la rubrique « Bulletin d'Information et de Documentation ».

Les abonnés voudront bien nous signaler s'ils désirent recevoir l'édition française ou néerlandaise.
